

CONSEIL COMMUNAL DU 29 NOVEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 29 NOVEMBER 2021REGISTRE
REGISTER**Présents**
Aanwezig

Jean Laurent, *Président/Voorzitter* ;
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan, Colette Njomgang, Caroline Joway, Maryam Matin Far, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Olivier Colin, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauce, Emeline Houyoux, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille, Alain Bonus, Françoise Duvosquel, Pieterjan Vanden Boer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Audrey Petit, Laure-Mélanie Defèche, Elien Sohier, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**

29.11.2021/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25.10.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25.10.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

janvier	le lundi 24 janvier
février	le lundi 21 février
mars	le lundi 28 mars
mai	le lundi 02 mai
mai	le lundi 30 mai
juin	le lundi 27 juin
septembre	le lundi 19 septembre
octobre	le lundi 17 octobre
novembre	le lundi 28 novembre
décembre	le lundi 19 décembre

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Gemeenteraad - Kalender van de zittingen van 2022

januari	maandag 24 januari
februari	maandag 21 februari
maart	maandag 28 maart
mei	maandag 02 mei
mei	maandag 30 mei
juni	maandag 27 juni
september	maandag 19 september
oktober	maandag 17 oktober
november	maandag 28 november
december	maandag 19 december

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.11.2021/A/0003 **Protocole de collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune et le CPAS de Etterbeek dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'urgence pour la politique sociale du logement en Région bruxelloise**

Le présent protocole d'accord est conclu

ENTRE :

La commune d'Etterbeek représentée M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale f.f., en exécution de la décision du Conseil communal du 29 novembre 2021 ;

Le CPAS d'Etterbeek représenté par MM. Arnaud VAN PRAET, Président et Gino ROOSDANS, Secrétaire général, en exécution de la décision du Conseil de l'Action

Sociale du 29 novembre 2021 ;

ET

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, au nom duquel agit Madame Nawal BEN HAMOU, Secrétaire d'État au Logement, en exécution de la décision du Gouvernement du XXXXXXXX ;

PRÉAMBULE

Étant donné l'urgence régionale en matière de logement à loyer raisonnable,

Étant donné la Note d'orientation politique 2018-2021, laquelle a fixé les objectifs suivants :

- « Renforcer l'offre et la qualité des logements à finalité sociale » ;
- « Renforcer l'offre de logements moyens » ;
- « Renforcer la lutte contre les logements inoccupés » ;
- « Renforcer la lutte contre les logements insalubres ou conformes » ;
- « Renforcer les synergies entre les divers acteurs du logement à finalité sociale » ;
- « Renforcer l'hébergement d'urgence ou en faveur de certains publics » ;
- « Lutter contre l'exode de la classe moyenne etterbeekoise » ;

Étant donné l'accord de majorité régional 2019-2024 et le Plan d'Urgence Logement : « Pour la réalisation de ce plan d'urgence, le Gouvernement définira, à travers un contrat liant chaque commune à la Région, des objectifs partagés. L'élaboration et le suivi associeront largement les opérateurs publics du logement, ainsi que le secteur associatif et immobilier. Des incitants financiers ou des mécanismes de sanction seront liés à la réalisation de ces objectifs » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – PRINCIPES

Dans le cadre de sa Déclaration de Politique Générale Commune, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'est engagé à conclure un protocole liant chaque commune à la Région pour la réalisation des objectifs partagés du Plan d'Urgence Logement.

Le présent protocole est signé pour la durée de la législature 2019-2024. □

Sous couvert de l'accord des parties signataires, des avenants peuvent être joints au présent protocole.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

Les objectifs du présent protocole sont d'œuvrer conjointement pour : □

- Socialiser des logements communaux modérés ;
- Favoriser la création de logements sociaux sur le territoire de la commune ;
- Acquérir des logements existants ;
- Agir de manière concertée afin de lutter contre les logements inoccupés ;
- Agir de manière concertée contre les logements insalubres ;
- Mettre en place une politique concertée de maîtrise du foncier public avec la SLRB ;
- Garantir le droit à un loyer raisonnable ;
- Contribuer à la lutte contre la perte de logement en collaboration avec les CPAS ;
- Lutter contre l'hébergement touristique illégal.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

§1. Les parties s'engagent à optimiser la communication réciproque et régulière relative à l'exécution du présent protocole de collaboration et à assurer le transmis des informations reçues aux services concernés. Un comité d'accompagnement composé de représentants communaux et régionaux se réunira chaque année pour évaluer les objectifs fixés par ce protocole.

§2. Les parties s'engagent à exécuter leurs obligations avec soin et conscience.

§3. Les parties s'engagent à collaborer avec les acteurs régionaux cités dans ce document, notamment Bruxelles Logement, la SLRB, le Fonds du Logement et Bruxelles Économie et Emploi.

ARTICLE 4 – SOCIALISATION DES LOYERS DES LOGEMENTS COMMUNAUX

Le nombre de ménages sur liste d'attente pour un logement social est tel qu'une réorientation du parc immobilier public assimilé au logement social est nécessaire. C'est la raison pour laquelle la Région souhaite mettre en œuvre la « Socialisation des logements communaux ».

Dans ce cadre, lorsqu'un candidat-locataire à un logement communal se verra proposer un logement assimilé au logement social, la commune transmettra à la SLRB, avant la signature du bail, le numéro de registre national du candidat. Si celui-ci est inscrit sur la liste d'attente de la SLRB (« BDR ») et qu'il est toujours dans les conditions pour obtenir un logement social telles que définies par l'article 139 du code du Logement et par l'arrêté d'exécution y lié, la SLRB informera la commune du loyer socialisé qui sera appliqué au locataire. Le solde restant dû – entre le loyer réel payé par le locataire (à savoir le loyer socialisé) et le loyer de base communal (à savoir le loyer initial) – sera versé par l'autorité régionale. Ainsi, l'impact financier de la socialisation ne sera pas à charge des communes.

À cette fin, la commune s'engage à :

- Transmettre à la SLRB les informations nécessaires – telles que visées à l'arrêté du 21 octobre 2021 visant la socialisation des loyers de logements assimilés au

logement social d'opérateurs immobiliers publics et dans le respect de la RGPD – de chaque candidat-locataire qui se voit proposer un logement communal, ce avant la signature du bail ;

- Transmettre les documents utiles prévus par l'arrêté du 21 octobre 2021 visant la socialisation des loyers de logements assimilés au logement social d'opérateurs immobiliers publics ;
- Amender son règlement d'attribution afin d'intégrer les dispositions prévues par l'arrêté du 21 octobre 2021 visant la socialisation des loyers de logements assimilés au logement social d'opérateurs immobiliers publics.

La Région s'engage à :

- Organiser l'échange d'informations entre la commune et la SLRB ;
- Prévoir les budgets nécessaires à la compensation financière telle que définie l'arrêté du 21 octobre 2021 visant la socialisation des loyers de logements assimilés au logement social d'opérateurs immobiliers publics, dans la limite des moyens budgétaires disponibles.

ARTICLE 5 – FAVORISER LA CRÉATION DE LOGEMENTS SOCIAUX □

Dans sa Déclaration de Politique Régionale Commune, le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale s'est engagé à construire 6.400 logements prévus par l'Alliance Habitat et le Plan Régional du Logement. Afin d'atteindre cet objectif, il est nécessaire de lever les blocages et d'améliorer la concertation avec les communes qui doivent accueillir ces logements sur leur territoire.

□

À cette fin, les parties veilleront à soutenir les projets engagés et futurs destinés à créer des nouveaux logements sociaux, lesquels seront confiés à la société immobilière de service public Log'iris SC :

- Dans le cadre de l'Alliance Habitat, la construction de 9 unités de logement sur le site dit « Le Mouchoir », situé rue Louis Hap à Etterbeek ;
- Dans le cadre du devenir du site de l'ancien Hôtel communal, situé avenue d'Auderghem à Etterbeek, la construction et l'acquisition de logements sociaux, à concurrence de 10 % des logements qui y seront globalement construits par la commune. □

La commune s'engage, par ailleurs, à : □

- Respecter les accords donnés dans le cadre des programmes logements régionaux précités ;
- Faciliter les procédures de concertation urbanistique dans le cadre des projets visant la création de logements sociaux. □

La Région s'engage à : □

- Respecter les accords donnés dans le cadre des programmes logements régionaux précités ;

- Systématiser la concertation avec la commune lors de l'élaboration d'un programme visant la création de logements sociaux ;
- Faciliter les procédures urbanistiques dans le cadre des projets visant la création de logements sociaux ;
- Encourager le développement de logements sociaux de qualité (architecturale et environnementale) par les opérateurs régionaux de logement ;
- Prévoir des équipements publics dans chaque nouveau programme de logement social qui le permette.

ARTICLE 6 – ACQUÉRIR DES LOGEMENTS EXISTANTS

En sus de la construction, il est nécessaire de mener également une politique d'acquisition/rénovation de logements privés afin de les requalifier en logements sociaux. Ce type d'opération dans les îlots fortement urbanisés ne peut être mené que de manière fine. La commune, par sa connaissance pointue de son territoire, est le meilleur opérateur pour réaliser ce type d'opération.

Dans le cadre de l'Axe 1 de la Politique de la Ville, la Région lancera un appel à projets permettant aux communes d'obtenir un financement pour ce type d'opération en distinguant les opérations hors Zone de Rénovation Urbaine (ZRU) et en ZRU :

- 80 % des logements concernés par l'opération seront mis en gestion auprès des SISF en tant que logements sociaux ;
- 20 % le seront par les SISF ou la commune comme logements sociaux, modérés ou moyens.

Cette politique d'acquisition/rénovation se basera sur les grilles d'estimation d'acquisition du Comité d'Acquisitions d'Immeubles Régional (CAIR).

Dans ce cadre, la commune souhaite profiter du réaménagement du site de l'ancien Hôtel communal, situé avenue d'Auderghem à Etterbeek, pour céder à un opérateur privé (en cours de désignation) la construction de logements moyens acquisitifs et, à concurrence de 10 % des logements globalement construits, de logements sociaux destinés à être acquis au bénéfice de la société immobilière de service public Log'iris SC.

Le projet précité permet de fixer, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, un objectif de 12 nouveaux logements créés dans les 4 ans.

Par ailleurs, la commune s'engage à :

- Saisir toute opportunité foncière pouvant répondre à l'appel à projet Alliance Habitat ;
- Mettre en gestion/à disposition de Log'iris SC 100 % des logements créés dans ce cadre.

La Région s'engage à :

- Lancer un appel à projet Politique de la Ville Axe 1 ;
- Soutenir, dans ce cadre, la politique d'acquisition de logements sociaux sur le site de l'ancien Hôtel communal, situé avenue d'Auderghem à Etterbeek ;

- Faire bénéficier ces projets de la procédure accélérée d'urbanisme.

ARTICLE 7 – LUTTER CONTRE LES LOGEMENTS INOCCUPÉS

Le gouvernement souhaite systématiser la collaboration avec les communes dans la lutte contre les logements inoccupés. Le nouveau dispositif prévoit de centraliser l'identification de ceux-ci au niveau régional via Bruxelles Logement qui mène déjà les enquêtes et instruit les dossiers d'infraction.

La commune se verra confier la mission de remise sur le marché du bien inoccupé qui aura notamment été identifié par Bruxelles Logement comme pertinent. Elle sera chargée de la prise de contact avec le propriétaire et l'activation des dispositions juridiques existantes ou à développer par la Région. Pour mener cette mission 1 ETP communal sera subsidié par la Région.

Un avenant sera rédigé afin de fixer les objectifs chiffrés de remise sur le marché sur base du Cadastre régional des logements inoccupés en cours de création.

À cette fin, la commune s'engage à :

- Poursuivre sa politique actuelle de lutte contre les logements inoccupés, notamment dans le cadre des règlements adoptés par son Conseil communal ;
- Prendre contact avec les propriétaires des biens identifiés par Bruxelles Logement ;
- Utiliser les moyens légaux en vigueur afin de remettre des logements sur le marché (en ce compris le droit de gestion publique, les conventions d'occupation temporaire, l'action en cessation, l'achat-rénovation par les opérateurs publics et, en dernier recours, la mise en vente forcée) en privilégiant une approche concertée avec le propriétaire ;
- Transmettre toute information utile concernant les logements visés par la Région ;
- Transmettre un rapport annuel à Bruxelles Logement.

La Région s'engage à :

- Transmettre à la commune la liste des logements inoccupés sur son territoire, dès que ceux-ci sont identifiés comme tel ;
- Prévoir les moyens légaux nécessaires à remise sur le marché des logements inoccupés ;
- Transmettre à la commune les dossiers des logements concernés ;
- Renforcer et faciliter l'accès au fonds de gestion publique ;
- Apporter un soutien en vue de déterminer l'action la plus appropriée ;
- Apporter un soutien logistique, juridique, technique à la commune afin de mener l'action de remise en occupation du bien ;
- Préciser dans une circulaire les missions et activités de soutien aux communes dans le cadre du renforcement des mesures coercitives de lutte contre les logements inoccupés ;

- Fournir au service urbanisme de la commune toute information utile laissant présumer l'existence d'éventuelles infractions urbanistiques (surdivision d'un immeuble en de multiples petits logements, construction anarchique de volumes en annexe, aménagement de combles et de sous-sol). □

ARTICLE 8 – LUTTER CONTRE LES LOGEMENTS INSALUBRES □

Le Code bruxellois du Logement prévoit une collaboration entre les instances régionales et communales en vue d'assurer le respect et le contrôle des exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements. Le Code prévoit que les communes ont la possibilité d'introduire une plainte, que la Direction de l'Inspection Régionale du Logement (DIRL) envoie les décisions d'interdiction à la location au bourgmestre et au CPAS et les mises en demeure au bourgmestre, que le bourgmestre veille à l'exécution des décisions d'interdiction à la location en empêchant toute nouvelle occupation du bien visé. Le Code prévoit également que le bourgmestre adresse, au plus tard au moment de l'expulsion, une proposition de relogement au locataire dont le bien a fait l'objet d'une interdiction à la location. En pratique, les collaborations avec la DIRL sont très variables d'une commune à l'autre. L'objectif est de renforcer ces collaborations en s'inspirant des bonnes pratiques existantes et en exploitant de façon optimale les complémentarités entre les compétences régionales et communales, en particulier pour assurer le respect des décisions d'interdictions à la location.

□

À cette fin, la commune s'engage à :

□

- Désigner une personne de contact chargée du suivi des relations avec la DIRL ; □
- Se réunir au minimum une fois par an avec les services de la DIRL ; □
- Collaborer à la mise en place d'un système informatisé permettant de :
 - • Signaler systématiquement à la DIRL la réinscription d'un ménage dans un logement interdit à la location ;
 - • Transmettre à la DIRL les coordonnées des logements faisant l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité pris sur la base de l'article 135 de la Nouvelle Loi Communale afin de recouper les informations relatives à des marchands de sommeil ;

La Région s'engage à :

- Accorder une attention particulière dans le traitement des dossiers aux plaintes introduites par la commune ; □
- Organiser une rencontre annuelle entre la DIRL et chaque commune ; □
- Développer un outil informatique accessible à l'ensemble des communes afin de :
 - • Transmettre aux communes les coordonnées des logements faisant l'objet d'une interdiction à la location ou d'une mise en demeure ;
 - • Recevoir les coordonnées des logements faisant l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité ; □
- Fournir un support technique aux communes, selon des modalités à convenir

(réponse aux questions, assistance lors de visites d'immeubles, formations spécialisées, etc.) ;

- Fournir au service urbanisme de la commune toute information utile laissant présumer l'existence d'éventuelles infractions urbanistiques (surdivision d'un immeuble en de multiples petits logements, construction anarchique de volumes en annexe, aménagement de combles et de sous-sol) et organiser des visites conjointes DIRL-urbanisme.

ARTICLE 9 – MENER UNE POLITIQUE CONCERTÉE DE MAÎTRISE DU FONCIER PUBLIC

La pression immobilière est importante en Région bruxelloise, les pouvoirs publics doivent mener une politique concertée en termes de réserve foncière en se donnant une priorité mutuelle lorsque du foncier public est à vendre.

À cette fin, la commune s'engage à :

- En application de l'article 5, et sans préjudice des programmes de logements déjà définis par les instances communales (à savoir, le programme relatif au site dit des « Jardins de La Chasse » et le programme, rappelé aux articles 5 et 6, relatif au réaménagement du site de l'ancien Hôtel communal), proposer en priorité aux opérateurs régionaux de logements à finalité sociale les terrains communaux (urbanistiquement destinés à du logement) mis en vente par la commune.

La Région s'engage à :

- Proposer la création d'un équipement collectif sur une partie du foncier cédé par la commune ;
- Répondre à la proposition de vente dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 10 – GARANTIR LE DROIT À UN LOYER RAISONNABLE

L'inflation des prix immobiliers nécessite de mener une politique sociale du logement privé. Les loyers actuels représentent d'ores et déjà une part importante du budget des bruxellois. Afin que chacun puisse se loger à loyer raisonnable, des outils communaux seront mis en place afin de garantir le droit à un loyer raisonnable tel que défini par le Code Bruxellois du Logement.

À cette fin, la commune s'engage à :

- Favoriser le développement du parc de l'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek ;
- Favoriser la promotion de la grille indicative des loyers ;
- Charger le Guichet unique pour le Logement de sensibiliser les locataires et les bailleurs sur le droit à un loyer raisonnable, tel que visé par le Code du Logement.

La Région s'engage à :

- Assister la commune dans la mise en œuvre de cette politique □

ARTICLE 11 – LUTTER CONTRE LA PERTE DE LOGEMENT EN COLLABORATION AVEC LE CPAS

Bien qu'il existe une multitude de causes pouvant mener à l'expulsion, la perte de logement apparaît souvent comme la conséquence d'une situation de non-recours aux droits sociaux ou de sous-protection sociale qui s'est prolongée dans le temps. Dans ce cadre, la situation de non-recours aux droits sociaux pouvant mener à une expulsion est liée dans certains cas à un surendettement général qui touche l'accès au logement (loyers impayés), l'accès hydrique et énergétique (factures impayés), l'accès à l'alimentation, l'accès à la santé (factures impayés) etc...

Si l'expulsion est multi causale, la dégradation du logement, les nuisances et des problèmes du non-respect du bien vivre ensemble (liés à des problèmes de santé mentale, des conflits culturelles, sociaux ou autres...) sont aussi des facteurs à prendre en compte. Or le logement est un socle de base pour être ayant-droit ou se maintenir comme bénéficiaire de droits sociaux.

La Commune, le CPAS et les acteurs associatifs logement ont leur rôle à jouer dans la prévention de la perte de logement, tant sur des situations de risque d'expulsion comme dans une série de cas d'expulsion effective du logement pour des personnes précarisées et/ou en situation de pauvreté.

À cette fin, la commune et le CPAS s'engagent à :

- Maintenir la « coordination logement » visant à développer et mettre en œuvre une politique communale de prévention de la perte de logement (tant pour le risque d'expulsion que pour l'expulsion effective) et d'accompagnement des citoyens (en ce inclus le public sans abri) vers le (re)logement qualitatif ;
- Dresser la liste des droits sociaux et des aides existantes à destination des locataires sociaux, communaux et CPAS, notamment :
 - des aides loyers afin de payer des arriérés de loyer
 - des aides afin de réduire le surendettement des locataires (électricité, eau, etc...).
- Dresser la liste des services disponibles sur la commune ou la région susceptibles d'intervenir sur la perte de logement dans le cadre des problématiques de santé mentale, toxicomanie, double diagnostic, etc...
- Informer les locataires sociaux, communaux, CPAS et AIS de l'existence de droits sociaux et de services de santé mentale, toxicomanie, double diagnostic, etc... existants pour les locataires en cas de besoin ;
- Maintenir et renforcer les instruments préventifs et d'accompagnement « automatiques » des locataires sociaux/communaux/CPAS précarisées et en pauvreté, comme prendre contact pro-activement avec les locataires en défaut de paiement et ce le plus rapidement possible afin d'organiser un accompagnement social pour éviter l'expulsion ;
- Pour le CPAS, poursuivre la démarche proactive dans la lutte contre l'expulsion et la perte de logement en utilisant la copie de la requête envoyée par les greffes de la

justice de paix (ou les huissiers) sur la possibilité de l'expulsion d'une personne physique qui a conclu un bail, notamment par une prise de contact directe avec le locataire afin d'activer tous les instruments d'accompagnement en place pour éviter l'expulsion de celui-ci ;

- Pour les logements communaux et CPAS qu'une médiation soit organisée afin d'éviter des expulsions en privilégiant le dialogue (soit liées aux négociations sur des plans d'apurement des arriérés, soit pour résoudre des problèmes de voisinage, etc..) ;
- Poursuivre la politique concertée commune/CPAS dans la lutte contre la perte de logement, notamment dans le cadre de la coordination sociale du CPAS, et présenter un rapport annuel de cette politique au comité d'accompagnement du présent contrat.

La Région s'engage à :

- Apporter un soutien méthodologique aux communes et CPAS afin de construire la politique de prévention aux expulsions au logement.

ARTICLE 12 – LUTTER CONTRE L'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE ILLÉGAL

Dans certaines communes et quartiers de la région, le secteur des hébergements touristiques affiliés à des plateformes digitales s'est développé très rapidement ces 5 dernières années, suivant le mouvement qui touche les grandes villes européennes.

Le nombre de nouveaux hébergements touristiques a augmenté dans des proportions telles qu'il engendre maintenant une concurrence pour le secteur hôtelier classique et l'habitat résidentiel. Ces nouvelles pratiques touristiques ont des conséquences pour les villes et leurs habitants et pourraient modifier le tissu urbain de certains quartiers de Bruxelles : une diminution de la part des logements de longues durées accessibles aux habitants ; une hausse des loyers des logements de longue durée disponibles ; des nuisances sonores générées par l'occupation temporaire de logements et une diminution de la diversité commerciale locale qui pénalise les habitants des quartiers concernés.

Dans de nombreux cas, cette pratique se passe en dehors des réglementations applicables en matière d'urbanisme, de fiscalité et de permis. Dans ce cadre, puisque les plateformes d'hébergement touristiques refusent de divulguer ses informations, il est opportun de développer une stratégie collaborative entre les différentes communes touchées et la Région afin d'identifier plus rapidement les logements illégaux.

Par ailleurs, les logements manifestement inoccupés, ou non occupés conformément à leur destination en logement, peuvent être sanctionnés par la Région. Ainsi, la transformation d'un logement en hébergement touristique sans qu'il n'ait eu de modification urbanistique peut constituer une infraction à l'article 20 du Code bruxellois du logement.

À cette fin, la commune s'engage à :

- Poursuivre les contrôles ;
- Transmettre à la cellule logements inoccupés de Bruxelles Logement toute adresse qu'elle aura identifiée en tant qu'hébergement touristique illégal ;
- Participer à l'évaluation de la réglementation régionale liée aux hébergements

touristiques afin, le cas échéant, de renforcer et améliorer son dispositif de lutte contre la concurrence entre ce secteur et le secteur du logement.

La Région s'engage à : □

- Poursuivre les contrôles réalisés par la cellule Inspection Économique de Bruxelles-Économie-Emploi ; □
- Faire contrôler par la Cellule logement inoccupés les adresses fournies par la commune ; □
- Envisager une base légale permettant la conclusion de protocoles d'échanges d'information entre les différentes administrations bruxelloises et les communes ; □
- Impliquer la commune dans l'évaluation de la réglementation régionale liée aux hébergements touristiques. □

ARTICLE 13 – RÉFÉRENT SUIVI CONTRAT LOGEMENT □

Afin de soutenir la Commune dans la mise en œuvre des objectifs du présent contrat, la Région s'engage à subsidier un ETP niveau A en tant que "Réfèrent suivi contrat logement". □

Ce poste subsidié aura notamment pour mission de contribuer à la remise sur le marché des logements inoccupés et de coordonner le comité d'accompagnement. □

Un rapport annuel de l'activité du Réfèrent sera transmis chaque année à la Région en vue du renouvellement de la subside de cet ETP. □

En cas de non-respect des engagements pris par la commune dans le présent contrat, la Région pourra suspendre ou supprimer le subside de ce poste. □

ARTICLE 14 – COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT □

Un comité d'accompagnement composé de représentants communaux et régionaux se réunira chaque année pour évaluer les objectifs fixés par ce protocole. □

Ce comité se réunit au minimum une fois par an ou soit à la demande d'un de ses membres dans les 30 jours, afin d'évaluer la collaboration mise en place par le présent protocole et de faire des propositions d'amélioration. □

La délégation communale au sein du Comité d'accompagnement est composée :

- Du Bourgmestre, en charge de la politique du Logement ;
- Du Président du CPAS ;
- Du responsable du Guichet unique pour le Logement ;
- Du réfèrent Logement désigné en vertu de la présente convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Samenwerkingsprotocol tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente en het OCMW van Etterbeek in het kader van de uitvoering van het Noodplan voor het sociale huisvestingsbeleid in het Brussels Gewest

Samenwerkingsprotocol gesloten

TUSSEN:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, wnd. gemeentesecretaris, in uitvoering van de beslissing van de gemeenteraad van 29 november 2021;

Het OCMW van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Arnaud VAN PRAET, OCMW-voorzitter, en de heer Gino ROOSDANS, algemeen secretaris, in uitvoering van de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn van 29 november 2021;

EN

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in wier naam mevrouw Nawal BEN HAMOU, Staatssecretaris voor Huisvesting, handelt in uitvoering van de regeringsbeslissing van XXXXXXXX;

VOORWOORD

gelet op de gewestelijke urgentie op het vlak van betaalbare huisvesting;

gelet op de politieke oriëntatienota 2018-2021 waarin de volgende doelstellingen zijn vastgelegd:

- *“Het aanbod en de kwaliteit van de sociale woningen versterken”*;
- *“Het aanbod van middelgrote woningen versterken”*;
- *“De strijd tegen leegstaande woningen opdrijven”*;
- *“De strijd tegen onbewoonbare of niet-conforme woningen opdrijven”*;
- *“De synergiën tussen de verschillende actoren van de sociale huisvesting versterken”*;
- *“Noodopvang en opvang voor bepaalde doelgroepen versterken”*;
- *“De strijd aanbinden met de uittocht van de Etterbeekse middenstand”*;

gelet op het gewestelijk meerderheidsakkoord 2019 - 2024 en het Noodplan voor Huisvesting: “Voor de uitvoering van dit noodplan zal de Regering gedeelde doelstellingen vastleggen middels een contract dat elke gemeente bindt aan het Gewest. Bij de uitwerking en de opvolging van het plan zullen de openbare huisvestingsoperatoren en de verenigings- en vastgoedsector nauw betrokken worden. Er zullen financiële stimuli of sanctiemechanismen worden verbonden aan de verwezenlijking van deze doelstellingen.”

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

ARTIKEL 1 – PRINCIPES

In het kader van haar Gemeenschappelijke Algemene Beleidsverklaring heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zich ertoe verbonden een protocolakkoord te sluiten dat elke

gemeente bindt aan het Gewest voor de verwezenlijking van de gedeelde doelstellingen van het Noodplan voor Huisvesting.

Dit protocolakkoord wordt ondertekend voor de duur van de legislatuur 2019-2024. Met instemming van de ondertekenende partijen kunnen aanhangsels bij dit protocolakkoord worden gevoegd.

ARTIKEL 2 – DOELSTELLINGEN

De doelstelling van dit protocolakkoord is om samen te werken aan volgende punten:

- Gemeentelijke woningen voor bescheiden inkomens herbestemmen tot sociale woningen
- De bouw van sociale woningen op het grondgebied van de gemeente bevorderen
- Bestaande woningen aankopen
- In overleg handelen om de woningleegstand tegen te gaan
- In overleg actie ondernemen tegen ongezonde woningen
- Een overlegd beleid opzetten met de BGHM voor het beheer van openbare gronden
- Een redelijke huurprijs garanderen
- In samenwerking met de OCMW's woningverlies helpen tegengaan
- Illegale toeristische logies bestrijden

ARTIKEL 3 – VERBINTENISSEN VAN DE PARTIJEN

§1. De partijen verbinden zich ertoe de wederzijdse en regelmatige communicatie over de uitvoering van dit samenwerkingsprotocol te optimaliseren en ervoor te zorgen dat de ontvangen informatie wordt doorgegeven aan de betrokken diensten. Een begeleidingscomité bestaande uit gemeentelijke en gewestelijke vertegenwoordigers zal elk jaar vergaderen om de gestelde doelstellingen van dit protocolakkoord te evalueren.

§2. De partijen verbinden zich ertoe hun verplichtingen zorgvuldig en nauwkeurig uit te voeren

§ 3. De partijen verbinden zich ertoe samen te werken met de in dit document genoemde gewestelijke actoren, met name: Brussel Huisvesting, de BGHM, het Woningfonds en Brussel Economie en Werkgelegenheid

ARTIKEL 4 – SOCIALISERING VAN DE HUURPRIJZEN VAN GEMEENTELIJKE WONINGEN

Het aantal gezinnen op de wachtlijst voor een sociale woning is zo hoog dat

een heroriëntatie van het openbarewoningbestand dat is gelijkgesteld met sociale woningen niet kan uitblijven. Daarom wil het Gewest een “socialisering van gemeentelijke woningen” doorvoeren.

Wanneer een kandidaat-huurder voor een gemeentelijke woning een woning die is gelijkgesteld met een sociale woning aangeboden krijgt, zal de gemeente vóór de

ondertekening van de huurovereenkomst het rijksregisternummer van de kandidaat aan de BGHM doorgeven. Als de kandidaat-huurder op de wachtlijst van de BGHM staat en nog steeds voldoet aan de voorwaarden voor een sociale woning zoals bepaald in artikel 139 van de Huisvestingscode en het daaraan verbonden uitvoeringsbesluit, zal de BGHM de gemeente op de hoogte brengen van het gesocialiseerde huurtarief dat op de huurder van toepassing zal zijn. Het resterende saldo - tussen de werkelijk door de huurder betaalde huurprijs (met name de gesocialiseerde huurprijs) en de gemeentelijke basishuurprijs (met name de initiële huurprijs) - zal door de gewestelijke overheid worden betaald. De financiële gevolgen van de socialisatie zullen dus niet door de gemeenten worden gedragen.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- De nodige informatie (zoals bedoeld in het besluit van 21 oktober 2021 met het oog op de socialisering van de huurprijzen van met sociale huisvesting gelijkgestelde woningen van openbare vastgoedbeheerders en met inachtneming van de AVG) van elke kandidaat-huurder die een gemeentelijke woning aangeboden krijgt, door te geven aan de BGHM, en dit vóór de ondertekening van de huurovereenkomst;
- De nuttige documenten te bezorgen zoals bepaald in het besluit van 21 oktober 2021 met het oog op de socialisering van de huurprijzen van met sociale huisvesting gelijkgestelde woningen van openbare vastgoedbeheerders;
- Haar toewijzingsreglement aan te passen om er de bepalingen van het besluit van 21 oktober 2021 met het oog op de socialisering van de huurprijzen van met sociale huisvesting gelijkgestelde woningen van openbare vastgoedbeheerders in op te nemen.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- De informatie-uitwisseling tussen de gemeente en de BGHM te organiseren;
- In de budgetten te voorzien die nodig zijn voor de financiële compensatie zoals bepaald in het besluit van 21 oktober 2021 met het oog op de socialisering van de huurprijzen van met sociale huisvesting gelijkgestelde woningen van openbare vastgoedbeheerders, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen.

ARTIKEL 5 – DE BOUW VAN SOCIALE WONINGEN BEVORDEREN

In haar Gemeenschappelijke Gewestelijke Beleidsverklaring heeft de Brussels Hoofdstedelijk Regering zich ertoe verbonden 6.400 woningen te bouwen zoals voorzien in het Gewestelijk Huisvestingsplan en de Alliantie Wonen. Om deze doelstelling te bereiken, moeten de belemmeringen worden weggewerkt en moet er beter overlegd worden met de gemeenten waarin deze woningen gebouwd worden.

Daartoe, zullen de partijen erop toezien dat zij de reeds lopende en de toekomstige projecten voor de bouw van nieuwe sociale woningen, die zullen worden toevertrouwd aan de openbare vastgoedmaatschappij Log'iris, te steunen:

- In het kader van de Alliantie Wonen, de bouw van 9 wooneenheden op de site die “Le Mouchoir” wordt genoemd, in de Louis Hapstraat;
- In het kader van de site van het oude gemeentehuis, op de Oudergemlaan in Etterbeek, de bouw en de aankoop van sociale woningen, namelijk 10 procent van

de woningen die er in totaal zullen worden gebouwd door de gemeente.

verbindt de gemeente zich ertoe om:

- Zich te houden aan de instemming die verleend werd in het kader van de bovengenoemde huisvestingsprogramma's van het Gewest;
- De stedenbouwkundige overlegprocedures te vergemakkelijken voor de projecten die gericht zijn op de bouw van sociale woningen;

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- Zich te houden aan de instemming die verleend werd in het kader van de bovengenoemde huisvestingsprogramma's van het Gewest
- Het overleg met de gemeente bij het opstellen van een programma voor de bouw van sociale woningen te systematiseren;
- De procedures voor overleg over stadsplanning te vergemakkelijken in het kader van projecten die gericht zijn op de bouw van sociale woningen;
- De ontwikkeling door de gewestelijke huisvestingsoperatoren van (ecologisch en architecturaal) kwalitatief hoogstaande sociale woningen aan te moedigen;
- In elk nieuw programma voor sociale huisvesting waarin dat mogelijk is, te voorzien in openbare uitrustingen.

ARTIKEL 6 – BESTAANDE VASTGOED AANKOPEN

Naast het bouwen van vastgoed is het ook nodig om een beleid te voeren voor het aankopen of renoveren van private woningen om ze te herbestemmen tot sociale woningen. Dergelijke operaties in sterk verstedelijkte zones moeten op een zorgvuldige manier uitgevoerd worden. De gemeente is met haar grondige kennis van haar eigen grondgebied de beste operator om deze operaties te realiseren.

In het kader van de eerste pijler van het stadsbeleid zal het Gewest een projectoproep lanceren zodat de gemeenten een financiering kunnen krijgen voor dit soort operaties, waarbij er een onderscheid wordt gemaakt tussen operaties buiten en operaties binnen de Zone voor Stedelijke Herwaardering (ZSH):

- 80% van de woningen waarop de operatie betrekking heeft, zal door de OVM's worden beheerd als sociale woning
- 20% zal door de OVM's of de gemeente worden beheerd als sociale woning, woning voor middeninkomens of woning voor bescheiden inkomens

Dit aankoop-/renovatiebeleid zal gebaseerd zijn op roosters voor de raming van de aankoop van het Gewestelijke Comité voor de aankoop van onroerende goederen (GCAO).

In dat kader wil de gemeente gebruikmaken van de herinrichting van de site van het voormalige gemeentehuis, gelegen aan de Oudergemlaan in Etterbeek, om aan een particuliere operator (die momenteel wordt aangewezen) de bouw over te dragen van middelgrote acquisitieve woningen en, tot 10% van het totale aantal gebouwde woningen, van sociale woningen die bestemd zijn om te worden aangekocht ten behoeve van de openbare vastgoedmaatschappij Log'iris SC.

Het bovengenoemde project maakt het mogelijk om, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, een streefdoel vast te stellen van 12 nieuwe woningen die binnen 4 jaar moeten worden gebouwd.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- Elke grondmogelijkheid te benutten die in aanmerking komt voor de projectoproep Alliantie Wonen;
- 100% van de woningen die in dat kader worden gebouwd te laten beheren/ter beschikking te stellen van Log'iris SC.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- Een projectoproep Stadsbeleid Pijler 1 te lanceren;
- In dat kader het aankoopbeleid van sociale woningen op de site van het voormalige gemeentehuis, gelegen aan de Oudergemlaan in Etterbeek, te steunen;
- Ervoor te zorgen dat er bij deze projecten gebruikgemaakt wordt van de versnelde stedenbouwkundige procedure.

ARTIKEL 7 – LEEGSTAANDE WONINGEN BESTRIJDEN

De regering wil de samenwerking met de gemeenten in de strijd tegen leegstand systematiseren.

Met het nieuwe systeem moet de opsporing van leegstaande woningen op gewestelijk niveau gecentraliseerd worden via Brussel Huisvesting, aangezien deze instelling al onderzoek doet en inbreukdossiers behandelt.

De gemeente zal worden belast met de taak om leegstaande woningen die door Brussel Huisvesting als relevant zijn aangemerkt, weer op de markt te brengen. Ze zal de taak krijgen om contact op te nemen met de eigenaar en de bestaande of door het Gewest op te stellen wettelijke bepalingen in werking te stellen. Voor deze opdracht zal er 1 vte van de gemeente gesubsidieerd worden door het Gewest.

Er zal een avenant worden opgesteld om de becijferde doelstellingen voor het opnieuw op de markt brengen van woningen vast te leggen op basis van het gewestelijk kadaster van leegstaande woningen dat momenteel wordt aangelegd

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- Haar huidige beleid in de strijd tegen leegstaande woningen voort te zetten, in het bijzonder in het kader van de reglementen die werden goedgekeurd door haar gemeenteraad;
- Contact op te nemen met de eigenaars van door Brussel Huisvesting geselecteerde panden;
- Gebruik te maken van de geldende wettelijke middelen om woningen opnieuw op de markt te brengen (met inbegrip van het openbaar beheersrecht, de tijdelijke bezettingsovereenkomst, de stakingsvordering, de aankoop-renovatie door openbare operatoren en, als laatste redmiddel, de gedwongen verkoop), waarbij er gestreefd wordt naar een aanpak in overleg met de eigenaar;

- Alle nuttige informatie met betrekking tot de door het Gewest beoogde woningen door te geven;
- Brussel Huisvesting een jaarlijks verslag te bezorgen.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- De gemeente de lijst te bezorgen van de leegstaande woningen op haar grondgebied, zodra die als dusdanig zijn geïdentificeerd;
- De noodzakelijke wettelijke middelen te voorzien om leegstaande woningen weer op de markt te brengen;
- De dossiers van de betrokken woningen te bezorgen aan de gemeenten;
- De toegang tot het fonds voor openbaar beheersrecht te verbeteren en te vergemakkelijken;
- Ondersteuning te bieden bij het bepalen van de meest geschikte actie;
- Een logistieke, juridische en technische ondersteuning te bieden aan de gemeente bij het uitvoeren van de actie om het pand opnieuw in gebruik te nemen;
- In een omzendbrief de opdrachten en activiteiten te verduidelijken inzake de steun aan de gemeenten in het kader van versterkte dwingende maatregelen ter bestrijding van leegstaande woningen;
- De dienst Stedenbouw van de gemeente alle nuttige gegevens te verstrekken die wijzen op mogelijke stedenbouwkundige inbreuken (een te grote opdeling van een gebouw in meerdere kleine woningen, onwettig aangebouwde ruimtes, verbouwing van zolder en kelder).

ARTIKEL 8 – BESTRIJDING VAN ONGEZONDE WONINGEN

De Brusselse Huisvestingscode voorziet in een samenwerking tussen de gewestelijke en de gemeentelijke instanties voor de naleving van en de controle op de basisvereisten inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van woningen. De Huisvestingscode bepaalt dat de gemeenten een klacht kunnen indienen, dat de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie (DGHI) de beslissingen tot huurverbod aan de burgemeester en het OCMW en de ingebrekestellingen aan de burgemeester doorgeeft, en dat de burgemeester toeziet op de uitvoering van het huurverbod door elke nieuwe bewoning van het betreffende goed te voorkomen. De Huisvestingscode bepaalt ook dat de burgemeester een herhuisvestingsvoorstel dient over te maken aan de huurder van wie de woning het voorwerp heeft uitgemaakt van een verhuurverbod, en dit ten laatste op het moment van de uithuiszetting. In de praktijk verschilt de samenwerking met de DGHI sterk van gemeente tot gemeente. Het doel is deze samenwerkingen te versterken door voort te bouwen op bestaande goede praktijken en door optimaal gebruik te maken van de complementariteit tussen de gewestelijke en de gemeentelijke bevoegdheden, met name om de beslissingen tot huurverbod te doen naleven.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- Een contactpersoon aan te duiden die instaat voor de follow-up van de relaties met de DGHI;
- ten minste een keer per jaar samen te komen met de diensten van de DGHI;
- mee te werken aan de implementatie van een digitaal systeem waarmee het mogelijk is om:

- • De DGHI systematisch te waarschuwen als een gezin wordt ingeschreven in een woning waarvoor een verhuurverbod geldt;
- • De DGHI de gegevens toe te zenden van woningen waarvoor een onbewoonbaarheidsbesluit werd genomen op grond van artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet om de informatie met betrekking tot huisjesmelkers te verifiëren;

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- Bij de behandeling van dossiers bijzondere aandacht te geven aan klachten die de gemeente heeft ingediend;
- Een jaarlijkse ontmoeting te organiseren tussen de DGHI en elke gemeente;
- Een informaticatool te ontwikkelen die toegankelijk is voor alle gemeenten, teneinde:
 - • Aan de gemeenten de gegevens mee te delen van de woningen waarvoor een verhuurverbod of een ingebrekestelling geldt;
 - • De gegevens te ontvangen van woningen waarvoor een onbewoonbaarheidsbesluit werd genomen;
- Technische ondersteuning te bieden aan gemeenten, volgens overeen te komen modaliteiten (beantwoorden van vragen, hulp bij bezoeken aan gebouwen, gespecialiseerde opleidingen, enz.);
- De dienst Stedenbouw van de gemeente alle nuttige gegevens te verstrekken die wijzen op mogelijke stedenbouwkundige inbreuken (een te grote opdeling van een gebouw in meerdere kleine woningen, onwettig aangebouwde ruimtes, verbouwing van zolder en kelder) en gezamenlijke bezoeken te organiseren aan de DGHI - stedenbouw;

ARTIKEL 9 – EEN OVERLEGD BELEID VOEREN VOOR HET BEHEER VAN OPENBARE GRONDEN

De vastgoeddruk in het Brussels gewest is groot. De overheden moeten een overlegd beleid inzake grondreserves voeren, waarbij ze elkaar wederzijds voorrang verlenen wanneer openbare grond te koop wordt gesteld.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- In toepassing van artikel 5, en onverminderd de woningprogramma's die al zijn vastgelegd door de gemeentelijke instanties (met name het programma voor de Jachthofsite en het programma, dat wordt herhaald in artikels 5 en 6, betreffende de herinrichting van de site van het voormalige gemeentehuis) de door de gemeente te koop gestelde gemeentelijke gronden (die stedenbouwkundig bestemd zijn voor huisvesting) bij voorrang aan te bieden aan de gewestelijke huisvestingsoperatoren.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- De bouw van een collectieve voorziening voor te stellen op een deel van de door de gemeente verkochte grond.
- Antwoord op het verkoopvoorstel binnen 2 maanden.

ARTIKEL 10 – HET RECHT OP EEN REDELIJKE HUURPRIJS GARANDEREN

De inflatie van de vastgoedprijzen vereist een sociaal huisvestingsbeleid op de privémarkt.

De huidige huurprijzen vormen nu al een grote hap uit het budget van de Brusselaars. Om ervoor te zorgen dat iedereen betaalbaar kan huren, zullen er gemeentelijke instrumenten worden ingevoerd om het recht op een redelijke huurprijs te waarborgen, zoals bepaald in de Brusselse huisvestingscode.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- De ontwikkeling van het bestand van het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek te bevorderen;
- De promotie van de indicatieve huurprijsschaal te bevorderen;
- Het Woonloket de taak geven om huurders en verhuurders bewust te maken van het recht op een redelijke huurprijs, zoals bedoeld in de Huisvestingscode.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- De gemeente bij te staan bij de uitvoering van dit beleid.

ARTIKEL 11 – IN SAMENWERKING MET HET OCMW WONINGVERLIES TEGENGAAN

Er kunnen tal van oorzaken aan de basis liggen van een uithuiszetting, maar het verlies van de woning blijkt vaak het gevolg te zijn van een situatie van niet-gebruikmaking van sociale rechten of van sociale onderbescherming die al een tijdje aan de gang was. In deze context heeft de situatie van niet-gebruikmaking van sociale rechten, die tot een uithuiszetting kan leiden, in sommige gevallen te maken met een algemene overmatige schuldenlast die gevolgen heeft voor de toegang tot huisvesting (onbetaalde huur), water en elektriciteit (onbetaalde rekeningen), voeding, gezondheidszorg (onbetaalde rekeningen), enz.

Als de uithuiszetting meerdere oorzaken heeft, moet er ook rekening worden gehouden met factoren als verslechterde staat van de woning, hinder en het niet respecteren van het goed samenleven (door geestelijke gezondheidsproblemen, culturele of sociale conflicten, enz.). Huisvesting is een basisvoorwaarde om sociale rechten te verwerven of te behouden.

De gemeente, het OCMW en de verenigingen die rond huisvesting werken, hebben een rol te spelen in het voorkomen van woningverlies bij kwetsbare personen en/of personen in armoede, zowel in situaties waarin men het risico loopt op een uithuiszetting als in een reeks gevallen die kunnen leiden tot een daadwerkelijke uithuiszetting.

Daartoe verbinden de gemeente en het OCMW zich ertoe om:

- De “coördinatie huisvesting” te behouden met als doel de ontwikkeling en uitvoering van een gemeentelijk preventiebeleid om het verlies van woning te

voorkomen (zowel voor het risico van uitzetting als voor daadwerkelijke uitzetting) en ter ondersteuning van burgers (onder wie daklozen) bij het (opnieuw) vinden van een kwalitatieve woning;

- Een lijst op te stellen met sociale rechten en bestaande steunmaatregelen voor sociale, gemeentelijke en OCMW-huurders, met name:
 - huursteunmaatregelen om huurachterstallen te betalen
 - steunmaatregelen om overmatige schuldenlast (energiefacturen, waterfacturen, enz.) van huurders te verlagen
- Een lijst op te stellen van beschikbare diensten in de gemeente of het Gewest die kunnen ingrijpen bij woningverlies in het kader van geestelijke gezondheidsproblemen, verslaving, dubbele diagnose, enz.
- De sociale, gemeentelijke, OCMW- en SVK-huurders op de hoogte te brengen van hun sociale rechten en de bestaande diensten voor geestelijke gezondheidszorg, verslaving, dubbele diagnose, enz. waarvan huurders indien nodig gebruik kunnen maken;
- “Automatische” preventieve en ondersteunende instrumenten te behouden en te versterken voor sociale, gemeentelijke en OCMW-huurders in een kwetsbare situatie of in armoede, zoals het zo snel mogelijk proactief contact opnemen met huurders met betalingsachterstallen teneinde sociale begeleiding te regelen om uithuiszetting te voorkomen;
- Voor het OCMW: om proactief te blijven optreden in de strijd tegen uithuiszettingen en woningverlies door gebruik te maken van het afschrift van het verzoekschrift van de griffie van het vredegerecht (of de gerechtsdeurwaarders) over de mogelijke uithuiszetting van een natuurlijke persoon die een huurovereenkomst heeft gesloten, in het bijzonder door rechtstreeks contact op te nemen met de huurder, teneinde alle begeleidende instrumenten in werking te stellen om de uithuiszetting van de huurder te voorkomen.
- Voor de gemeentelijke en OCMW-woningen een bemiddeling te organiseren om uithuiszettingen te voorkomen, door te streven naar dialoog (om te onderhandelen over afbetalingsplannen voor huurachterstallen, of om burenruzies op te lossen, enz.);
- Een tussen gemeente en OCMW overlegd beleid te voeren inzake de strijd tegen woningverlies, met name in het kader van de sociale coördinatie van het OCMW, en een jaarlijks verslag over dit beleid voor te leggen aan het begeleidingscomité van onderhavig contract.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- Methodologische steun te verlenen aan de gemeenten en OCMW's om het beleid ter preventie van uithuiszettingen uit te stippelen.

ARTIKEL 12 - ILLEGALE TOERISTISCHE LOGIES BESTRIJDEN

In sommige gemeenten en wijken van het Gewest heeft de toeristische verblijfssector die

via digitale platforms werkt, zich de afgelopen 5 jaar zeer snel ontwikkeld, in navolging van de evolutie in de grote Europese steden.

Het aantal nieuwe toeristische logies is zodanig toegenomen dat dit nu concurrentie teweegbrengt voor de klassieke hotelsector en de residentiële sector.

Deze nieuwe toeristische praktijken hebben gevolgen voor de steden en hun inwoners en kunnen het stedelijke weefsel van bepaalde Brusselse wijken veranderen: minder beschikbare woningen voor langetermijnhuisvesting; hogere huurprijzen van de beschikbare woningen voor langetermijnhuisvesting; geluidsoverlast door het tijdelijke verblijf in de woning, en minder lokale commerciële diversiteit, wat nadelig is voor de inwoners van de betrokken wijken.

In veel gevallen gebeuren deze praktijken buiten het reglementaire kader inzake stedenbouw, fiscaliteit en vergunningen om.

Aangezien de platforms voor toeristische verblijven weigeren hun informatie vrij te geven, is het in dit verband aangewezen een samenwerkingsstrategie uit te werken tussen de verschillende betrokken gemeenten en het Gewest om illegale accommodatie sneller op te sporen.

Bovendien kan het Gewest een sanctie opleggen bij woningen die onmiskenbaar leegstaan of niet worden bewoond overeenkomstig hun bestemming als woning. Zo kan het omvormen van een woning tot een toeristische accommodatie zonder stedenbouwkundige aanpassingen, een inbreuk vormen op artikel 20 van de Brusselse Huisvestingscode.

Daartoe verbindt de gemeente zich ertoe om:

- Controles te blijven uitvoeren;
- Aan de Cel Leegstaande Woningen van Brussel Huisvesting de adressen door te geven van woningen die als illegale toeristische logies zijn geïdentificeerd;
- De gewestelijke reglementering voor toeristische logies te evalueren om eventueel haar beleid waarmee zij de concurrentie van deze sector met die van de huisvesting tegengaat, te verstrengen en te verbeteren.

Het Gewest verbindt zich ertoe om:

- De controles door de cel van de Economische Inspectie van Brussel Economie en Werkgelegenheid voort te zetten;
- De Cel Leegstaande Woningen de door de gemeente verstrekte adressen te laten controleren;
- Een wettelijke grondslag uit te werken die het mogelijk maakt protocolakkoorden te sluiten voor de uitwisseling van informatie tussen de verschillende Brusselse besturen en gemeenten;
- De gemeente te betrekken bij de evaluatie van de gewestelijke reglementering voor toeristische logies.

ARTIKEL 13 - REFERENTIEPERSOON VOOR DE FOLLOW-UP VAN DE HUISVESTINGSOVEREENKOMST

Om de gemeente te ondersteunen bij de uitvoering van de doelstellingen in het voorliggende contract, verbindt het Gewest zich ertoe een vte niveau A als "referentiepersoon voor de follow-up van de huisvestingsovereenkomst" te subsidiëren.

De persoon die deze gesubsidieerde post invult, zal met name de opdracht krijgen om leegstaande woningen opnieuw op de markt te helpen brengen en om het begeleidingscomité te coördineren.

Jaarlijks zal er een verslag van de activiteiten van de referentiepersoon aan het Gewest worden bezorgd met het oog op de vernieuwing van de subsidiëring van deze vte.

Indien de verbintenissen die de gemeente in voorliggend contract is aangegaan, niet worden nagekomen, kan het Gewest de subsidie voor deze vte opschorten of afschaffen.

ARTIKEL 14 - BEGELEIDINGSCOMITÉ

Een begeleidingscomité bestaande uit gemeentelijke en gewestelijke vertegenwoordigers zal elk jaar vergaderen om de gestelde doelstellingen van dit protocolakkoord te evalueren.

Dit comité komt ten minste eenmaal per jaar, of op verzoek van een van zijn leden binnen 30 dagen, bijeen om de bij dit protocolakkoord tot stand gebrachte samenwerking te evalueren en om voorstellen tot verbetering te doen.

De afvaardiging van de gemeente binnen het begeleidingscomité bestaat uit:

- De burgemeester, verantwoordelijk voor het huisvestingsbeleid;
- De OCMW-voorzitter;
- De verantwoordelijk van het Woonloket;
- De referent huisvesting die wordt aangeduid op grond van deze overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

J'ai eu le plaisir, accompagné de Monsieur Van Praet, de recevoir Madame Benamou et sa cheffe de cabinet venues faire le tour des communes peu après sa prise de fonction en matière de logement.

Le nombre de famille qui attend un logement social n'a fait qu'augmenter d'années en années pour aujourd'hui être à 45.000 familles.

Le système de collaboration permet d'une part d'aider les communes à engager à titre gratuit pendant 3 ans totalement subsidié-e une ou un fonctionnaire de niveau, dédié-e au logement et d'autre part, de socialiser les logements publics communaux ou CPAS.

J'ai été très attentif dans la déclaration de politique générale du gouvernement parce qu'il me faisait craindre qu'on allait transformer tous les logements communaux moyens en logements sociaux, ce qui n'était pas fait pour favoriser la mixité et l'équilibre global dans la commune. Mais ce n'est pas de cela dont il s'agit.

La commune peut décider lorsqu'elle est confrontée à une situation sociale d'une famille qui ne trouve pas de logements et constatant qu'elle dispose d'un logement adapté de pouvoir faire appel à la région pour que ce logement soit « socialisé ». Que le loyer soit un loyer social payé par la famille et que la région intervienne pour payer la différence entre

le logement social, le loyer social, et le loyer normal que la commune pratiquait.

C'est une généralisation en quelque sorte, de la situation des AIS, qui est la seule initiative prise depuis 20 ans qui a généré un accroissement des logements mis sur le terrain.

Cela permettra de ne pas perdre 10 ans pour construire des logements et donc aider de manière immédiate les personnes qui en ont besoin.

Monsieur Mommer :

Le groupe défi n'a pas de problème à adopter ce texte.

Dans l'article 7 du projet de convention qui tend à lutter contre les logements inoccupés.

Je pense qu'il existe toujours un dispositif communal qui essaie de pointer les logements inoccupés et pour lesquels peuvent s'appliquer des sanctions de type fiscal.

J'aurais aimé avoir des renseignements sur ce dispositif et ce qu'il rapporte à la commune au niveau de son efficacité de recherche et de sa traduction en termes "sonnants et réverbérants".

Monsieur le Bourgmestre :

Avant de devenir échevin, j'ai été conseiller à la commune pendant 3 mois, et j'avais examiné le budget de la commune et remarqué que la taxe sur les immeubles à l'abandon rapportait, en prévision budgétaire, 500.000 francs belges.

Ce montant était tout le temps identique et jamais perçu. Très logiquement en rentrant au Collège, je me suis battu contre les inoccupés.

La coordination entre les services, est en réalité une coordination entre des femmes et des hommes.

Ces personnes qui, avec le temps, changent de service, partent, sont pensionnés et ces pratiques vertueuses peuvent disparaître.

Nous avons entre temps chargé un fonctionnaire du service des taxes qui suit ce dossier de près ;

En effet, il faut quelqu'un qui tient la ligne du temps, qui d'abord doit repérer les immeubles à l'abandon et puis dresser un PV sans louper le délai d'un an endéans lequel il faut enrôler la taxe après le PV et ça c'est moins évident.

Grâce à ce fonctionnaire dévoué, on a pu faire la liste des immeubles (il n'y en a pas beaucoup) et faire la chasse aux propriétaires récalcitrants.

Dans certains cas, certains de ces biens ont été rachetés par la commune qui sont alors remis dans le circuit. On va vous communiquer la liste qui existe avec les adresses et les montants perçus ou l'évolution du dossier pour vous dire quand on sera dans des conditions pour taxer.

Monsieur Rigaux :

Je suis également intéressé par cette liste.

Monsieur le Bourgmestre :

Je peux l'envoyer aux chefs de groupe, monsieur Mommer et monsieur Debroux.

Monsieur Debroux :

J'ai pris connaissance du texte ce samedi qui est très intéressant, mais qui est truffé de fautes d'orthographe.

Monsieur le Bourgmestre :

Puisque vous faites partie de la majorité régionale, faites remonter l'information dans les différents cabinets concernés car la convention provient telle quelle du cabinet de la secrétaire d'état au logement mais nous allons toiletter ce qui aurait du l'être.

Mijnheer de burgemeester:

Ik had het genoeg gehad om, samen met de heer Van Praet, mevrouw Benamou en haar kabinetschef te ontvangen, die kort nadat ze haar functie op het vlak van huisvesting had opgenomen de gemeenten heeft bezocht.

Het aantal gezinnen dat op een sociale woning wacht is van jaar tot jaar alleen maar toegenomen. Vandaag zijn het er 45.000.

Het samenwerkingssysteem maakt het enerzijds mogelijk om de gemeenten te helpen om gratis en voor een periode van 3 jaar een volledig gesubsidieerde ambtenaar in dienst te nemen die zich met huisvesting bezighoudt en anderzijds om de openbare woningen van de gemeente of het OCMW te socialiseren.

Ik heb de algemene beleidsverklaring van de regering aandachtig gelezen, omdat ik vreesde dat alle middelgrote gemeentelijke woningen zouden worden omgevormd tot sociale woningen, wat de algemene gemengdheid en het evenwicht in de gemeente niet ten goede zou komen. Maar daar gaat het niet om.

De gemeente kan, wanneer zij geconfronteerd wordt met een sociale situatie van een gezin dat geen woning kan vinden en vaststelt dat zij over een geschikte woning beschikt, beslissen om een beroep te doen op het Gewest om die woning te "socialiseren". Dat de huurprijs een sociale huur is die door het gezin wordt betaald en dat het Gewest tussenkomt om het verschil te betalen tussen de sociale woning, de sociale huurprijs, en de normale huurprijs die de gemeente aanrekende.

Dit is een veralgemening, om het zo te zeggen, van de situatie van de SVK. Dat is het enige initiatief van de voorbije 20 jaar dat heeft geleid tot een toename van het aantal woningen op het terrein.

Zo hoeven we geen 10 jaar te verliezen om woningen te bouwen en kunnen we dus mensen helpen die het onmiddellijk nodig hebben.

De heer Mommer:

De fractie DÉFI heeft er geen probleem mee om deze tekst goed te keuren.

In artikel 7 van het ontwerp van de overeenkomst probeert men de strijd aan te gaan met woningleegstand.

Ik denk dat er nog steeds een gemeentelijk systeem bestaat dat leegstaande woningen tracht te identificeren en waarvoor fiscale sancties kunnen worden toegepast.

Ik had graag informatie gehad over dit systeem en wat het voor de gemeente betekent in

termen van doeltreffendheid en de vertaling ervan in klinkende munt.

Mijnheer de burgemeester:

Voordat ik schepen werd, was ik gedurende drie maanden raadslid van de gemeente en ik had de begroting van de gemeente onderzocht en vastgesteld dat de belasting op leegstaande gebouwen 500.000 Belgische frank aan begrotingsvoorzieningen opbracht. Dat bedrag was altijd hetzelfde en werd nooit geïnd. Toen ik bij het college kwam, ben ik logischerwijze de strijd aangegaan met de leegstaande gebouwen.

De coördinatie tussen de diensten is in werkelijkheid een coördinatie tussen mannen en vrouwen.

Deze mensen veranderen na verloop van tijd van dienst, gaan met pensioen en deze deugdzame praktijken kunnen verdwijnen.

Intussen hebben wij een ambtenaar van de dienst Belastingen aangesteld om dit dossier van nabij te volgen.

Er is immers iemand nodig die de tijdlijn kan bijhouden, die eerst de leegstaande gebouwen moet identificeren en vervolgens een proces-verbaal moet opstellen, zonder de termijn van een jaar te overschrijden waarbinnen de belasting na het proces-verbaal moet worden geïnd, wat minder voor de hand ligt.

Dankzij deze toegewijde ambtenaar konden wij een lijst van gebouwen opstellen (het zijn er niet veel) en de onwillige eigenaars opsporen.

In sommige gevallen zijn eigendommen door de gemeente overgekocht en vervolgens weer op de markt gekomen. Wij bezorgen u de lijst met de adressen en de geïnde bedragen of de evolutie van het dossier om u te laten weten wanneer wij in staat zullen zijn de belasting te heffen.

De heer Rigaux:

Die lijst interesseert mij ook.

Mijnheer de burgemeester:

Ik kan de lijst naar de fractieleiders sturen, mijnheer Mommer en mijnheer Debroux.

De heer Debroux:

Ik heb zaterdag kennis genomen van de tekst, die heel interessant is, maar vol spellingsfouten staat.

Mijnheer de burgemeester:

Aangezien u deel uitmaakt van de gewestelijke meerderheid, vraag ik u om de informatie door te geven aan de verschillende betrokken kabinetten, want de overeenkomst komt als dusdanig van het kabinet van de staatssecretaris voor Huisvesting, maar wij gaan verbeteren wat verbeterd had moeten worden.

29.11.2021/A/0004 **Arrêté du Bourgmestre du 16.11.2021 ordonnant le remplacement du revêtement de l'esplanade au carrefour de l'Avenue des Casernes et de l'Avenue Général Bernheim.**

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133 et 135, § 2, 1° de la Nouvelle Loi communale,

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique;

Considérant la dégradation structurelle du revêtement en pierre bleue présent sur l'esplanade au carrefour de l'avenue des Casernes et de l'avenue Général Bernheim (soulèvement par les racines d'arbres, déchaussements, enfoncements) ;

Considérant le caractère glissant de ce revêtement par temps de pluie et fortement accentué par la présence de nombreuses feuilles mortes lors des périodes automnales et hivernales ;

Considérant le nombre important de piétons empruntant cet axe et la présence d'un commerce Horeca avec terrasse sur l'esplanade ;

Considérant le nombre croissant d'accidents de personnes dû au revêtement et à son état délabré ; ce dont la gérante du commerce Horeca présent est témoin ;

Considérant qu'en l'état, la situation présente un risque important pour les usagers faibles et que leur sécurité ne peut plus être garantie sur cet espace public ;

Considérant qu'en cas d'inaction des pouvoirs publics, la situation continuera à se dégrader sur la partie piétonne ;

Considérant la présence d'une importante société de transport/déménagement dont l'accès de véhicules lourds se fait via cette esplanade ; que le revêtement actuel n'est pas adapté à ce charroi ayant donné lieu à de nombreuses ornières représentant un danger pour les piétons ;

Considérant la présence trop importante et gênante de bollards anti-stationnement le long de l'avenue des Casernes et l'Avenue Général Bernheim au droit de cette esplanade, altérant la libre circulation des piétons et particulièrement celle des personnes à mobilité réduite ;

Considérant la présence de quatre Platanes remarquables sur l'esplanade et l'importance d'assurer le maintien de ces arbres dans de bonnes conditions de croissance, qui, actuellement, ne sont pas réunies du fait du manque d'espace de croissance manifeste permettant un développement racinaire minimal (pieds d'arbres asphaltés/pavés/présence d'importantes fondations en béton obligeant les racines à se développer en surface) ;

Considérant que la surface concernée se situe à plus de deux tiers sur voirie communale (avenue Général Bernheim) et moins d'un tiers sur voirie régionale (avenue des Casernes) ;

Considérant que le réaménagement de l'avenue des Casernes n'est pas à l'agenda de Bruxelles-Mobilité ;

Considérant que des travaux de sécurisation indispensables ont été réalisés récemment avenue Général Bernheim ; que, vu la proportion entre portions régionale et communale, il convient de poursuivre cette sécurisation sur la portion restante, située dans la continuité de la partie déjà réalisée ;

Considérant que le maintien de cette situation d'insécurité n'est pas tolérable ; qu'il est dès lors impératif de terminer ces travaux de sécurisation au plus vite ;

Considérant que le Bourgmestre est responsable de la sécurité publique ;

Vu l'urgence ;

Arrête:

Article 1er - Ordre est donné aux services techniques communaux de faire procéder au remplacement du revêtement existant par un revêtement en pavés de bétons, au placement de dalles podotactiles au droit des traversées piétonnes, au remplacement de mobilier (poubelles, signalisation, bancs publics) ainsi qu'à la création de zones de plantations plus larges au pied des platanes existants.

Article 2 - Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Article 3 - Le présent arrêté sera communiqué au Conseil communal lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Besluit van de burgemeester houdende de vervanging van de wegbekleding van de esplanade op het kruispunt van de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan

De burgemeester,

gelet op artikels 133 en 135, §2, 1° van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de openbare rust;

gelet op de structurele beschadiging van de wegbekleding in blauwe steen op de esplanade op het kruispunt van de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan (ophogingen door boomwortels, ontbloting, verzakkingen);

overwegende dat deze wegbekleding glad is bij regenweer en dat dit nog wordt versterkt

door de vele dode bladeren in de herfst en in de winter;

gelet op de vele voetgangers die van deze weg gebruikmaken en op de aanwezigheid van een horecazaak met terras op de esplanade;

gelet op het toenemende aantal ongevallen met personen als gevolg van de wegbekleding en de vervallen staat van de wegbekleding; overwegende dat de zaakvoerster van de horecazaak daar getuige van is;

overwegende dat de huidige situatie een groot risico inhoudt voor zwakke weggebruikers en dat hun veiligheid niet langer kan worden gegarandeerd op die openbare plaats;

overwegende dat de situatie alleen maar erger zal worden op het voetgangersgedeelte als de overheid geen actie onderneemt;

gelet op de aanwezigheid van een groot transport/verhuisbedrijf waarvan de toegang voor de zware voertuigen via die esplanade verloopt; dat de huidige wegbekleding niet is afgestemd op dit verkeer, waardoor heel wat sporen zijn gevormd die een gevaar vormen voor voetgangers;

gelet op de aanwezigheid van een grote hoeveelheid hinderlijke meerpalen om parkeren te verhinderen langs de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan loodrecht op deze esplanade waardoor de vrije doorgang van voetgangers, en in het bijzonder personen met beperkte mobiliteit, wordt belemmerd;

gelet op de aanwezigheid van vier opmerkelijke plataanbomen op de esplanade en op het belang om ervoor te zorgen dat die bomen goed kunnen blijven groeien, wat momenteel niet het geval is aangezien de bomen duidelijk te weinig plaats hebben om te groeien waardoor de wortels zich slechts minimaal ontwikkelen (boomvoeten geasfalteerd/betegeld/aanwezigheid van betonfunderingen waardoor de wortels zich bovengronds moeten ontwikkelen);

overwegende dat meer dan twee derde van de oppervlakte in kwestie is gelegen op een gemeenteweg (Generaal Bernheimlaan) en minder dan een derde op een gewestweg (Kazernenlaan);

overwegende dat de heraanleg van de Kazernenlaan niet op de agenda van Brussel Mobiliteit staat;

overwegende dat er recent noodzakelijke werkzaamheden werden uitgevoerd om de Generaal Bernheimlaan veiliger te maken; dat het, gezien de verhouding tussen het deel van het Gewest en het deel van de gemeente, is aangewezen om ook het resterende deel veiliger te maken dat in het verlengde ligt van het deel dat al werd aangepakt;

overwegende dat het ontoelaatbaar is om deze onveilige situatie te behouden; dat de werkzaamheden om dat deel veiliger te maken dus zo snel mogelijk moeten worden afgerond;

overwegende dat de burgemeester verantwoordelijk is voor de openbare veiligheid;

gelet op de dringendheid;

VERORDENT

Artikel 1 – Opdracht wordt gegeven aan de technische diensten van de gemeente om de bestaande wegbekleding te vervangen door een wegbekleding in betonklinkers, om een ribbelstrook te voorzien loodrecht op de oversteekplaatsen voor voetgangers, om het meubilair (vuilnisbaken, verkeerstekens, openbare banken) te vervangen en om grotere plantenzones aan te leggen rond de bestaande plataanbomen.

Artikel 2 – Een beroep tot nietigverklaring kan worden ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Artikel 3 – Dit besluit wordt meegedeeld aan de gemeenteraad tijdens zijn volgende zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.11.2021/A/0005 **Introduction à l'essai d'un nouvel équipement au sein de la zone de police – Caméras mobiles portatives de type Bodycam – Autorisation préalable du Conseil communal.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 NLC ;

Vu la loi du 05.08.1992 sur la fonction de police ;

Vu la loi du 21.03.2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglant la sécurité privée et particulière ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu le courrier du 08.11.2021 de M. Michaël JONNIAUX, Chef de corps de la Zone de police Montgomery à laquelle appartient la commune d'Etterbeek, par lequel il sollicite, du Conseil communal d'Etterbeek, l'autorisation d'utiliser des caméras mobiles portatives de type bodycam ;

Considérant qu'il y explique que la Zone de police Montgomery a l'intention d'acquiescer et d'utiliser des caméras mobiles portatives de ce type afin de procéder à une phase d'essai

d'une durée de 5 semaines relative à l'utilisation de ces appareils par les membres des Service Intervention et Brigade Cycliste ; que cette phase d'essai a pour objectif de permettre d'évaluer les points auxquels il convient de faire attention, que ce soit dans la rédaction du futur marché public en vue d'acquérir les bodycams ou au niveau des procédures et processus à mettre en place lors du déploiement du projet ;

Considérant qu'en vertu de l'article 25/4 de la loi sur la fonction de police, une autorisation du Conseil communal est requise ; que la demande d'autorisation doit préciser " le type de caméras, les finalités pour lesquelles les caméras vont être installées ou utilisées, ainsi que leurs modalités d'utilisation (...) " ;

Considérant que la demande d'autorisation porte sur le type de caméra suivant : l'utilisation de caméras mobiles de type bodycam portées de manière visible, par des membres du cadre opérationnel des services de police et permettant notamment l'enregistrement vidéo, l'enregistrement audio, la prise de photographies ainsi que la conservation des données de localisation (exclusivement pendant la durée des enregistrements et relatives au positionnement de la caméra lors de ces enregistrements) ;

Considérant que ce nouvel équipement poursuit les objectifs opérationnels suivants:

- Enregistrer les conditions de déroulement d'une intervention ;
- Rassembler et transmettre les images afin de compléter l'évaluation d'une situation opérationnelle ;
- Améliorer le rendre-compte des interventions à l'égard des autorités de police administrative et judiciaire ;
- Augmenter la qualité et étayer les constatations d'infractions en augmentant le recours à des constatations matérielles ;
- Renforcer le professionnalisme des interventions policières, notamment au travers de l'utilisation de ces images dans un cadre de débriefing et de formation ;
- Apaiser les relations entre les intervenants policiers et leurs interlocuteurs selon le principe de la désescalade en informant préalablement ces derniers de l'enregistrement de leurs faits, gestes, propos, ... ;
- Accroître la sécurité des fonctionnaires et agents de police ;
- Réduire le nombre de faits de violence et servir d'outil d'analyse et de contextualisation dans le cadre de l'examen des plaintes liées à l'activité policière;

Considérant que les finalités de traitement, au sens de l'article 28 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, sont donc les suivantes:

- Prévenir, constater et déceler des infractions ou des incivilités sur la voie publique et/ou y maintenir l'ordre public ;
- Rechercher les crimes, les délits et les contraventions, en rassembler les preuves, en donner connaissance aux autorités compétentes, en saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité compétente les auteurs, de la manière et dans les formes déterminées par la loi;
- Transmettre aux autorités compétentes le compte-rendu des missions de police administrative et judiciaire ainsi que les renseignements recueillis à cette occasion ;
- Recueillir l'information de police administrative visée à l'article 44/5 § 1 er alinéa 1 er, 2 à 6 de la Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. En ce qui concerne l'article 44/5 §1er, 5°, cette utilisation ne peut être autorisée qu'à l'égard des

personnes visées aux articles 18,19 et 20 de la Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

- Gérer les plaintes dans le cadre judiciaire et/ou administratif ainsi que le disciplinaire y afférent;
- Permettre des finalités didactiques et pédagogiques dans le cadre de la formation des membres des services de police après anonymisation ;
- Garantir le bien-être du personnel, notamment par le biais de l'exécution d'analyses de risques et le retour d'expériences, dans le cadre des accidents de travail.

Vu les modalités d'utilisation de ces caméras mobiles de type bodycam :

- Elles seront portées de manière visible par les membres du cadre opérationnel de la zone dans le cadre de l'exécution de leurs missions de police et il ne sera fait usage des dites caméras mobiles que dans les conditions déterminées à l'article 25/2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;
- Les informations suivantes pourront être enregistrées par les bodycams :
 - Les images et les sons captés par les caméras individuelles utilisées par les membres du cadre opérationnel dans les circonstances et pour les finalités prévues ci-dessus ;
 - Les métadonnées liées à ces images et sons :
 - le jour et les plages horaires d'enregistrement,
 - l'identification indirecte du membre du cadre opérationnel porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données (chaque bodycam disposant d'un identifiant unique),
 - le lieu où ont été collectées les données (géolocalisation durant l'enregistrement),
 - en outre, dans cadre de la constatation d'infractions, d'incivilités et/ou de troubles à l'ordre public, des données personnelles liées aux policiers intervenants, aux auteurs d'infractions, aux victimes, aux témoins ou à d'autres tiers généralement quelconques pourront être enregistrées,
 - certaines données sensibles relatives aux origines ethniques, aux opinions philosophiques, religieuses ou politiques, pourront éventuellement également être captées ; les bodycams ne pourront cependant pas avoir l'objectif spécifique de recueillir des données de ce type ;

Considérant que des directives claires seront rédigées pour l'utilisation des bodycams dans le respect des principes de proportionnalité et de subsidiarité ;

Considérant que ces éléments sont de nature à garantir une utilisation adéquate des dites caméras ;

DECIDE d'autoriser la Zone de police Montgomery utiliser des caméras mobiles portatives de type bodycam, selon les conditions reprises ci-dessus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Invoering op proef van een nieuwe voorziening binnen de politiezone – Draagbare mobiele camera's van het type bodycam – Voorafgaande toestemming van de gemeenteraad.

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 05.08.1992 op het politieambt;

gelet op de wet van 21.03.2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

gelet op de brief van 08.11.2021 van de heer Michaël JONNIAUX, korpschef van de politiezone Montgomery waartoe de gemeente Etterbeek behoort, waarin hij de gemeenteraad van Etterbeek toestemming vraagt om draagbare mobiele camera's van het type bodycam te gebruiken;

overwegende dat hij in die brief uitlegt dat de politiezone Montgomery van plan is om draagbare mobiele camera's van dat type aan te kopen en te gebruiken met als doel om over te gaan tot een testfase van 5 weken voor het gebruik van die toestellen door de leden van de interventiedienst en de fietsbrigade; dat die testfase tot doel heeft om de aandachtspunten te evalueren, zowel voor het opstellen van de toekomstige overheidsopdracht om de bodycams aan te kopen als voor de procedures en processen die moeten worden ingevoerd bij de uitvoering van het project;

overwegende dat op grond van artikel 25/4 van de wet op het politieambt de toestemming van de gemeenteraad vereist is; dat de toestemmingsaanvraag “het type camera, de doeleinden waarvoor de camera's zullen worden geïnstalleerd of gebruikt, evenals de gebruiksmodaliteiten ervan (...)” moet preciseren;

overwegende dat de toestemmingsaanvraag betrekking heeft op het volgende type camera: het gebruik van mobiele camera's van het type bodycam die zichtbaar worden gedragen door de leden van het operationele kader van de politiediensten en waarmee video's worden opgenomen, audiofragmenten worden opgenomen, foto's worden genomen en locatiegegevens worden bewaard (uitsluitend tijdens de duur van de opnames en met betrekking tot de positie van de camera tijdens die opnames);

overwegende dat die nieuwe voorziening de volgende operationele doelstellingen heeft:

- De omstandigheden opnemen waarin een interventie plaatsvindt;
- Beelden verzamelen en verzenden om de evaluatie van een operationele situatie aan te vullen;
- De rapportering van interventies verbeteren ten aanzien van de autoriteiten van bestuurlijke en gerechtelijke politie;
- De kwaliteit verhogen en de vaststellingen van inbreuken staven door het gebruik van materiële vaststellingen te verhogen;
- Het professionalisme van de politie-interventies versterken, in het bijzonder door de beelden te gebruiken in het kader van debriefingen of opleidingen;
- De relaties tussen de optredende politieambtenaren en hun gesprekspartners bedaren volgens het principe van de-escalatie door deze laatste personen van tevoren

te informeren over het feit dat hun handelingen, gebaren, uitlatingen... worden opgenomen;

- De veiligheid van de ambtenaren en politieagenten verhogen;
- Het aantal gewelddadige feiten verminderen en dienstdoen als hulpmiddel voor analyse en contextualisering in het kader van klachten over het politietoedren;

overwegende dat de verwerkingsdoelstellingen, in de zin van artikel 28 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, dus de volgende zijn:

- Voorkomen, vaststellen, opsporen van inbreuken of overlast op de openbare weg en/of er de openbare orde handhaven;
- Onderzoek voeren naar misdaden, wanbedrijven en overtredingen, er de bewijzen van verzamelen, de bevoegde overheden daarvan op de hoogte brengen, de daders ervan vatten, aanhouden en ter beschikking stellen van de bevoegde overheid, op de wijze en in de vormen zoals vastgesteld door de wet;
- Aan de bevoegde overheden het verslag bezorgen van de opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie alsook de bij dergelijke gelegenheid verzamelde inlichtingen;
- De informatie van bestuurlijke politie verzamelen zoals bedoeld in artikel 44/5, § 1, lid 1, 2° tot 6° van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Met betrekking tot artikel 44/5, § 1, 5° kan dat gebruik bovendien alleen worden toegestaan ten aanzien van de categorieën van personen bedoeld in de artikelen 18, 19 en 20 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;
- De klachten in het gerechtelijk en/of bestuurlijk kader en het bijhorende tuchtrechtelijk kader beheren;
- Didactische en pedagogische doeleinden toestaan in het kader van de opleiding van de leden van de politiediensten nadat de gegevens anoniem zijn gemaakt;
- Garanties bieden voor het welzijn van het personeel, in het bijzonder door risicoanalyses te maken en door middel van feedback, in het kader van arbeidsongevallen.

gelet op de gebruiksmodaliteiten van die mobiele camera's van het type bodycam:

- Ze worden enkel zichtbaar gedragen door leden van het operationeel kader van de zone in het kader van de uitoefening van hun politieopdrachten en die mobiele camera's zullen enkel worden gebruikt volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 25/2 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;
- De volgende informatie kan worden geregistreerd door de bodycams:

- De beelden en de klank die worden geregistreerd door de individuele camera's die de leden van het operationeel kader gebruiken in de omstandigheden en voor de doeleinden die hierboven worden beoogd;
- De metadata in verband met die beelden en klank:

- o • de dag en de tijdstippen van registratie;
- o • de onrechtstreekse identificatie van het lid van het operationeel kader dat de camera draagt tijdens de registratie van de gegevens (elke bodycam heeft een uniek identificatienummer);
- o • de plaats waar de gegevens worden verzameld (geolokalisering tijdens de registratie);

- o • bovendien kunnen, in het kader van de vaststelling van misdrijven, overlastgedrag en/of verstoring van de openbare orde, persoonsgegevens van de politieagenten die tussenkomen, de daders van misdrijven, de slachtoffers, de getuigen of andere derden worden geregistreerd;
- o • sommige gevoelige gegevens met betrekking tot etnische afkomst, filosofische, religieuze of politieke overtuigingen kunnen eventueel worden verzameld; bodycams kunnen echter niet specifiek tot doel hebben dit soort gegevens te verzamelen;

overwegende dat er duidelijke richtlijnen zullen worden opgesteld voor het gebruik van de bodycams met respect voor het evenredigheidsbeginsel en het subsidiariteitsbeginsel;

overwegende dat die elementen van dien aard zijn dat zij een juist gebruik van de genoemde camera's waarborgen;

BESLIST

om de politiezone Montgomery toestemming te geven om draagbare mobiele camera's van het type bodycam te gebruiken volgens de hierboven genoemde voorwaarden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20211025_Analyse_impacts_Bodycam_fr.pdf, 20211108_Demande de M. Jonniaux.pdf, 20211025_Analyse_impacts_Bodycam_nl.pdf

29.11.2021/A/0006 **Espace public situé au croisement de l'avenue des Casernes et de l'avenue Général Bernheim – Abattage d'arbre – Arrêté du Bourgmestre du 19.11.2021.**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2;

Vu l'article 1384, alinéa 1, du Code civil ;

Vu le test de traction effectué à la demande de la Ministre des Travaux publics sur un platane commun présent au coin Sud-Est de l'espace public situé au croisement de l'avenue des casernes et de l'avenue Général Bernheim ;

Considérant qu'il ressort de ce test que cet arbre représente un danger ;

Considérant que la sécurité des usagers de la voirie est menacée ;

Considérant que le présent arrêté est pris sur demande expresse de la Ministre de la mobilité Elke Van den Brandt ;

Vu l'extrême urgence,

ARRETE:

Article 1 – Ordre est donné à la société Krinkels de procéder dans les plus brefs délais à l'abattage du platane situé au coin de l'avenue des casernes et de l'avenue Général Bernheim.

Article 2 - Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Openbare ruimte op het kruispunt van de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan – Rooien van een boom – Besluit van de burgemeester van 19.11.2021

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op artikel 1384, alinea 1 van het Burgerlijk Wetboek;

overwegende dat op vraag van de minister van Openbare Werken een trekproef werd uitgevoerd op een gewone plataan op de zuidoostelijke hoek van de openbare ruimte op het kruispunt van de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan;

overwegende dat uit die test blijkt dat deze boom een gevaar vormt;

overwegende dat de veiligheid van de weggebruikers in het gedrang komt;

overwegende dat dit besluit wordt genomen op uitdrukkelijke vraag van de minister van Mobiliteit, Elke Van den Brandt;

gelet op de extreme dringendheid;

VERORDENT

Artikel 1 – Opdracht wordt gegeven aan het bedrijf Krinkels om de plataan op de hoek van de Kazernenlaan en de Generaal Bernheimlaan zo snel mogelijk te rooien.

Artikel 2 – In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht.

Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden ingediend binnen 60 dagen na de kennisgeving van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.11.2021/A/0007 **Arrêté du Bourgmestre ordonnant à la Région de Bruxelles-Capitale de procéder à une analyse phytosanitaire de type VTA et tomographique des arbres en port libre de la place Saint-Pierre à Etterbeek.**

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, al. 3, et 135, § 2, de la Nouvelle loi communale,

Vu le rapport de police BR.91.L5.302.704/202,

Vu le rapport établi par M. Valmy Van Compernelle, Secrétaire technique en chef auprès du service des Travaux publics de la Commune d'Etterbeek, en date du 29 novembre 2021,

Considérant qu'en date du 24 novembre dernier, un érable plane situé place Saint-Pierre, au droit du numéro 26, est tombé sur la voirie publique suite à un accident de roulage,

Qu'il ressort des rapports précités qu'un camion, lors de sa manœuvre, a accidentellement heurté le houppier de l'arbre dont question, lequel s'est alors brisé net en son pied,

Qu'après analyse visuelle, procédée sur place par le service des Travaux publics, il apparaît que « le tronc présentait de larges zones de pourritures (plus de 85 % de la surface du tronc au droit de la cassure) dues à la présence d'un champignon pathogène lignivore (de type armillaire ou pourridié) ayant altéré de manière irrémédiable les fibres du bois et considérablement détérioré les caractéristiques mécaniques du bois »,

Que ces constatations permettent très vraisemblablement d'expliquer pourquoi l'arbre s'est rompu net au pied lorsqu'un camion a accidentellement heurté son houppier,

Considérant que la place Saint-Pierre dispose de 15 érables de mêmes espèce et variété, d'une part, et de 4 tulipiers de Virginie, d'autre part, tous plantés de manière identique,

Que ladite place est placée en voirie régionale, sous la gestion de Bruxelles-Mobilité,

Considérant que le type de champignon pathogène dispose d'un mycélium susceptible de s'étendre sur plusieurs dizaines de mètres en sous-sol,

Qu'il en découle un risque réel que d'autres arbres de la place puissent pareillement être

affectés et qu'ils encourent également le risque de chuter sur la voirie publique,

Qu'il apparait à la fois nécessaire et urgent de confirmer ou d'infirmier l'existence de tels risques,

Considérant que le bourgmestre est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune, lequel doit prendre toute mesure nécessaire à garantir la sécurité publique et, dans le cas présent, celle des usagers de la place Saint-Pierre ;

Que la commune a également pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sûreté et de la tranquillité dans les rues et les lieux publics,

ARRETE CE QUI SUIIT

Art. 1. Il est ordonné à Bruxelles Mobilité – et par là même à la Région de Bruxelles-Capitale – de procéder à une analyse phytosanitaire de type VTA et tomographique de l'ensemble des arbres, en port libre, présents sur la place Saint-Pierre à Etterbeek.

Art. 2. Les résultats de l'analyse visée à l'article 1er devront être adressés, dans les 5 jours calendrier, à l'autorité de police administrative communale.

Art. 3. Le présent arrêté est notifié par courrier recommandé et par porteur, remis contre accusé de réception, à Bruxelles Mobilité.

Art. 4. Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage
Arrêté Arbres Saint-Pierre.docx

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

29.11.2021/A/0008 **Protocole 2021-2025 : modifications des barèmes E, D et C - chèques-repas.**

Le Conseil communal,
Vu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la

Charte sociale et ses modifications ultérieures ;
Vu le protocole d'accord du comité C 2021/1 ayant pour objet les revalorisations salariales 2021-2025 ;
Vu la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux, datée du 15 octobre 2021 ;
Vu la décision du Conseil communal de ce 29 novembre 2021 marquant son accord de principe sur le protocole d'accord du comité C 2021/1
Considérant que les niveaux D et E doivent bénéficier de leurs nouvelles échelles de traitement à partir du 1^{er} janvier 2021, tandis que les niveaux C en bénéficieront au 1^{er} janvier 2022 ;
Considérant que le montant de la part patronale des chèques-repas doit être portée à 6,76 € à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
Vu les articles 50, 51 et 53 § 4 de la Nouvelle loi communale ;
Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au comité d'accompagnement ;
Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;
Vu les articles 100, 117 et 145 de la Nouvelle loi communal ;
DECIDE :

Article 1^{er}

Au 1^{er} janvier 2021 les échelles E sont modifiées comme suit :

Echelle E1 :

Min : 13.286,18

Max : 15.146,36

1x1 : 132,87

13x2 : 132,87

Echelle E2 :

Min : 14.109,93

Max : 15.970,11

1x1 : 132,87

13x2 : 132,87

Echelle E3 :

Min : 14.933,68

Max : 16.793,86

1x1 : 132,87

13x2 : 132,87

Echelle E4 :

Min : 14.827,36

Max : 20.035,64

1x1 : 372,02

13x2 : 372,02

Echelle E5 :

Min : 15.885,63

Max : 21.093,91

1x1 : 372,02

13x2 : 372,02

Echelle D1 :

Min : 14.064,59

Max : 19.285,75

1x1 : 372,94

13x2 : 372,94

Echelle D2 :

Min : 14.900,06

Max : 20.133,96

1x1 : 373,85

13x2 : 373,85
Echelle D3 :
Min : 16.046,04
Max : 21.305,42
1x1 : 375,67
13x2 : 375,67
Echelle D4 :
Min : 16.634,28
Max : 24.074,72
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46
Echelle D5 :
Min : 18.170,18
Max : 25.610,62
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46

Article 2

Au 1er janvier 2022, les échelles C sont modifiées comme suit :

Echelle C1 :
Min : 14.514,59
Max : 21.971,69
1x1 : 532,65
13x2 : 532,65
Echelle C2 :
Min : 15.537,88
Max : 23.013,18
1x1 : 533,95
13x2 : 533,95
Echelle C3 :
Min : 17.169,68
Max : 24.681,52
1x1 : 536,56
13x2 : 536,56
Echelle C4
Min : 18.464,19
Max : 26.646,91
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48
Echelle C5
Min : 20.378,47
Max : 28.561,19
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48

Article 3

A l'article 2 § 1^{er} de l'annexe au Statut pécuniaire relative aux chèques-repas, le montant de 5,00 € est remplacé par 8,00 €.

A l'article 3 de la même annexe, le montant de 3,76 € est remplacé par 6,76 €.

Article 4

Le Conseil communal modifiera le Statut pécuniaire en temps utile pour permettre l'application du protocole 2021/1 du comité C, la première modification intervenant lors de la présente séance.

Article 5

Copie de la présente délibération sera adressée à Bruxelles Pouvoirs Locaux, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances et de la GRH.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Protocol 2021-2025 : wijzigingen van de barema's E, D en C - maaltijdcheques.

De gemeenteraad,
gelet op zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal handvest en zijn latere wijzigingen;
gelet op het protocolakkoord van het comité C 2021/1 betreffende de herwaardering van de lonen 2021-2025;
gelet op de omzendbrief van de minister van de Plaatselijke Besturen van 15 oktober 2021;
gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 november 2021 om een principeakkoord te geven voor het protocolakkoord van het comité C 2021/1;
overwegende dat het personeel van niveau D en niveau E hun nieuwe weddeschalen moeten genieten vanaf 1 januari 2021 terwijl het personeel ervan zal genieten vanaf 1 januari 2022;
overwegende dat het bedrag van de werkgeversbijdrage voor de maaltijdcheques 6,76 euro bedraagt vanaf 1 januari 2022;
gelet op artikels 50, 51 en 53, §4 van de Nieuwe Gemeentewet;
overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging werd voorgelegd aan het begeleidingscomité;
overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;
gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

Op 1 januari 2021 worden de weddeschalen van niveau E als volgt gewijzigd:

Schaal E1:

Min.: 13.286,18

Max.: 15.146,36

1x1: 132,87

13x2: 132,87

Schaal E2:

Min.: 14.109,93

Max.: 15.970,11

1x1: 132,87

13x2: 132,87

Schaal E3:

Min.: 14.933,68

Max.: 16.793,86

1x1: 132,87

13x2: 132,87

Schaal E4:

Min.: 14.827,36

Max.: 20.035,64

1x1: 372,02

13x2: 372,02

Schaal E5:

Min.: 15.885,63

Max.: 21.093,91

1x1: 372,02

13x2: 372,02

Schaal D1:

Min.: 14.064,59

Max.: 19.285,75

1x1: 372,94

13x2: 372,94

Schaal D2:

Min.: 14.900,06

Max.: 20.133,96

1x1: 373,85

13x2: 373,85

Schaal D3:

Min.: 16.046,04

Max.: 21.305,42

1x1: 375,67

13x2: 375,67

Schaal D4:

Min.: 16.634,28

Max.: 24.074,72

1x1: 531,46

13x2: 531,46

Schaal D5:

Min.: 18.170,18

Max.: 25.610,62

1x1: 531,46

13x2: 531,46

Artikel 2

Op 1 januari 2022 worden de weddeschalen van niveau C als volgt gewijzigd:

Schaal C1:

Min.: 14.514,59

Max.: 21.971,69

1x1: 532,65

13x2: 532,65

Schaal C2:

Min.: 15.537,88

Max.: 23.013,18

1x1: 533,95

13x2: 533,95

Schaal C3:

Min.: 17.169,68

Max.: 24.681,52

1x1: 536,56

13x2: 536,56

Schaal C4:

Min.: 18.464,19

Max.: 26.646,91

1x1: 584,48

13x2: 584,48

Schaal C5:

Min.: 20.378,47

Max.: 28.561,19

1x1: 584,48

13x2: 584,48

Artikel 3

In artikel 2, §1 van de bijlage bij het geldelijk statuut betreffende de maaltijdcheques wordt het bedrag van 5,00 euro vervangen door 8,00 euro.

In artikel 3 van diezelfde bijlage wordt het bedrag van 3,76 euro vervangen door 6,76 euro.

Artikel 4

De gemeenteraad zal zijn geldelijk statuut te gelegener tijd wijzigen om de toepassing van het protocol 2021/1 van het comité C mogelijk te maken, waarbij de eerste wijziging plaatsvindt tijdens de volgende zitting.

Artikel 5

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan Brussel Plaatselijke Besturen, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën en Personeel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

protocole accord adhésion échelles barémiques et cheques repas nego du 29.11.2021 .pdf

29.11.2021/A/0009 **Protocole d'accord du Comité C 2021/1 pour les années 2021-2025 - Adhésion**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieures ;

Vu le protocole d'accord du comité C 2021/1 ayant pour objet les revalorisations salariales 2021-2025 ;

Vu la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux, datée du 15 octobre 2021 ;

Considérant que le protocole d'accord contient cinq branches, dont quatre concernent les communes et C.P.A.S., à savoir :

- Augmentation des barèmes,
- Allongement des échelles barémiques,
- Aide à la pension,
- Titres repas,

Considérant que l'accord prévoit également sa déclinaison pour chaque année entre 2021 et 2025 ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale prévoit le subventionnement pérenne de ses quatre branches à hauteur de 75 %, mais sur base des données du personnel actuelles, 25 %, en moyenne, restant à charge des pouvoirs locaux ;

Considérant que la commune et le C.P.A.S. d'Etterbeek répondent déjà à la condition pour obtenir l'aide à la pension, à savoir, avoir souscrit un second pilier de pension pour leur personnel contractuel, à l'exception des article 60 et du personnel enseignant ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au comité d'accompagnement ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la Nouvelle loi communal ;

DECIDE :

Article 1^{er}

La commune d'Etterbeek marque son accord de principe sur le protocole d'accord du comité C 2021/1 à savoir :

Branche 1 :

Augmentation des barèmes suivant les pourcentages suivants :

NIVEAU/RANG	1	2	3	4 et suivants
--------------------	----------	----------	----------	----------------------

A	5	5	5	2
B	6	6	6	2
C	2,25	2,5	3	2
D	2,25	2,5	3	2
E	2	2	2	2

Les niveaux D et E bénéficieront de leur augmentation barémique à partir du 1^{er} janvier 2021. Les niveaux C, à partir du 1^{er} janvier 2022. Les niveaux A et B, à partir du 1^{er} juillet 2023.

Branche 2 :

Allongement des échelles barémiques : chaque échelle barémique sera allongée de deux augmentations biennales de sorte que les échelles des niveaux E à B auront un nouveau développement de 31 années et celles de niveau A, de 27 années. La première augmentation biennale interviendra le 1^{er} janvier 2023. La deuxième augmentation biennale, le 1^{er} janvier 2025.

Montants des deux dernières biennales :

Niveau et rang	Echelles 1 à 3	Echelles 4 et suivantes
A	700	1000
B	620	700
C	550	620
D	400	550
E	250	400

Branche 3 :

Souscription d'un deuxième pilier de pension pour le personnel contractuel à l'exception du personnel enseignant et des articles 60. La commune et le CPAS sont déjà affiliés auprès d'AG Insurance pour l'octroi d'un deuxième pilier de pension au personnel contractuel.

Branche 4 :

La Région octroie, à partir du 1^{er} janvier 2022, un montant de 3,00 € par jour et par équivalent temps plein destiné à octroyer ou à augmenter, s'ils existent déjà, la part patronale des chèques-repas.

Article 2

Le Conseil communal modifiera le Statut pécuniaire en temps utile pour permettre l'application du protocole 2021/1 du comité C, la première modification intervenant lors de la présente séance.

Article 3

Copie de la présente délibération sera adressée à Bruxelles Pouvoirs Locaux, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances et de la GRH.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Protocol van sectoraal akkoord van het onderhandelingscomité C voor de jaren 2021 tot 2025. Aansluiting.

De gemeenteraad,

gelet op zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal handvest en zijn latere wijzigingen;

gelet op het protocolakkoord van het comité C 2021/1 betreffende de herwaardering van de lonen 2021-2025;

gelet op de omzendbrief van de minister van de Plaatselijke Besturen van 15 oktober 2021; overwegende dat het protocolakkoord bestaat uit vijf pijlers waarvan er vier betrekking hebben op de gemeenten en de OCMW's, met name:

- Verhoging van de wedden
- Uitbreiding van de weddeschalen
- Pensioensteun
- Maaltijdcheques

overwegende dat het akkoord ook voorziet in de uitwerking ervan voor elk jaar tussen 2021 en 2025;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de duurzame subsidiëring voorziet van die vier pijlers ter waarde van 75%, maar op basis van de huidige personeelsgegevens, blijft gemiddeld 25% ten laste van de plaatselijke besturen;

overwegende dat de gemeente en het OCMW van Etterbeek al voldoen aan de voorwaarde om pensioensteun te krijgen, met name een tweede pensioenpijler hebben onderschreven voor de contractuele personeelsleden, met uitzondering van de artikels 60 en het onderwijzend personeel;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging werd voorgelegd aan het begeleidingscomité;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

De gemeente Etterbeek geeft een principeakkoord voor het protocolakkoord van het comité C 2021/1, met name:

Pijler 1:

Verhoging van de wedden volgens de volgende percentages:

NIVEAU/RANG	1	2	3	4 en volgende
A	5	5	5	2
B	6	6	6	2
C	2,25	2,5	3	2
D	2,25	2,5	3	2
E	2	2	2	2

Het personeel van niveau D en niveau E genieten de verhoging van hun wedden vanaf 1 januari 2021. Het personeel van niveau C vanaf 1 januari 2022. Het personeel van niveau A en B vanaf 1 juli 2023.

Pijler 2:

Uitbreiding van de weddeschalen: elke weddeschaal wordt met tweejaarlijkse verhogingen uitgebreid zodat de schalen van niveau E tot B een nieuwe ontwikkeling hebben van 31 jaar en die van niveau A van 27 jaar. De eerste tweejaarlijkse verhoging gebeurt op 1 januari 2023. De tweede tweejaarlijkse verhoging op 1 januari 2025.

Bedragen van de laatste twee tweejaarlijkse verhogingen:

Niveau en rang	Schalen 1 tot 3	Schalen 4 en volgende
A	700	1000
B	620	700
C	550	620
D	400	550
E	250	400

Pijler 3:

Onderschrijving van een tweede pensioenpijler voor de contractuele personeelsleden, met uitzondering van het onderwijzend personeel en de artikels 60. De gemeente en het OCMW zijn al aangesloten bij AG Insurance voor de toekenning van een tweede pensioenpijler voor de contractuele personeelsleden.

Pijler 4:

Het Gewest kent vanaf 1 januari 2022 een bedrag van 3,00 euro per dag en per voltijds equivalent toe om het aandeel van de werkgeversbijdrage in de maaltijdcheques toe te kennen of te verhogen als die al bestaat.

Artikel 2

De gemeenteraad zal zijn geldelijk statuut te gelegener tijd wijzigen om de toepassing van het protocol 2021/1 van het comité C mogelijk te maken, waarbij de eerste wijziging plaatsvindt tijdens de volgende zitting.

Artikel 3

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Madame Bataille :

Je voulais me réjouir de la mise en œuvre diligente aussi bien par la région que par la commune de ce protocole.

Le point pension de ce protocole fait suite à la mention adoptée à l'unanimité le mois dernier par le conseil communal. J'y relève la prime de 250€ par agent pour les communes qui apportent un second pilier de pension en vue de réduire l'écart entre la pension des agents statutaires et des agents contractuels, qui est plus modeste.

Monsieur le Bourgmestre :

Avec la commune d'Evere, nous sommes les deux meilleurs élèves de la classe en cette matière.

Mevrouw Bataille:

Ik wilde mijn voldoening uitspreken over de ijverige uitvoering van dit protocol door zowel het Gewest als de gemeente.

Het punt met betrekking tot de pensioenen uit dit protocol sluit aan bij de motie die de gemeenteraad vorige maand unaniem heeft goedgekeurd. Ik wijs op de premie 250 euro per ambtenaar voor de gemeenten die in een tweede pensioenpijler voorzien om de kloof tussen het pensioen van de statutaire personeelsleden en dat van de contractuele personeelsleden, dat bescheidener is, te verkleinen.

Mijnheer de burgemeester:

Samen met de gemeente Evere zijn wij de twee beste leerlingen van de klas op dit gebied.

1 annexe / 1 bijlage

protocole accord adhésion nego du 29.11.2021 .pdf

29.11.2021/A/0010 **Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2019/Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2019,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2019, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

Concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2019

En exécution de/du :

- la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016;
- l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AR »;
- l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AM »;

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par le Ministre de la Justice, établi Boulevard de Waterloo,

115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre »,

et,

d'autre part la commune d'Etterbeek, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DEWOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale f.f., ci-après dénommée "l'organisme".

il est convenu ce qui suit :

I. Dispositions générales

1. Sous réserve des crédits disponibles, le ministre attribue un montant annuel de **59.547,28 €** à l'organisme.
2. La subvention annoncée au point 1 est destinée à l'accompagnement de :

Travaux d'intérêt général qui sont prononcés sur base de l'art. 216 ter, §1, du Code d'instruction criminelle

Peines de travail qui sont prononcés sur base des art. 37 quinquies, 37 sexies et 37 septies du code pénal

Le service subventionné est un service d'accompagnement simple, tel que désigné à l'article 1,9° de l'AM

En cas de détachement vers une asbl, la convention passée entre l'organisme et l'asbl est transmise à l'Administration générale des Maisons de Justice

3. La subvention est attribuée pour l'engagement de :

1 personne niveau A à temps plein

Détail enveloppe globale		
Frais de personnel/	54.547,28 €	
Moyens d'action	Frais administratifs/	1000 €
	Frais de déplacement/	1000 €
	Investissements/	2500 €
Frais de fonctionnement/	500 €	
TOTAL GENERAL	59.547,28 €	

La subvention est attribuée sous la forme d'une enveloppe globale annuelle. Dans cette enveloppe globale, un transfert des sommes octroyées peut être réalisé entre les frais de personnel d'une part et moyens d'actions et frais de fonctionnement d'autre part et inversement. Ce transfert est équivalent à la somme des forfaits maximums prévus pour les moyens d'action et les frais de fonctionnement, tels que prévus à l'annexe 1 de l'AR.

1. La convention est conclue pour une période de 1 ans. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier 2019 et prend fin le 31 décembre 2019.
2. Le territoire d'action de l'organisme est celui défini en collaboration avec la maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité adressé à l'Administration générale des maisons de justice.
3. La maison de justice compétente est la maison de justice de Bruxelles

4. L'administration compétente est l'Administration générale des Maisons de Justice, rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles. Le contrôle financier est réalisé par la Direction du Partenariat interne à l'AGMJH.

II. Obligations de l'organisme

1. Tout en conservant les autres obligations de l'AR et de l'AM, l'organisme a en particulier pour obligation :

- d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;
- d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;
- d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;
- de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;
- de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.

Pour bénéficier d'un subventionnement, l'organisme et le service d'accompagnement doivent accomplir de manière effective et régulière des prestations en rapport avec la convention, ainsi que :

- satisfaire aux obligations et aux objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- se soumettre aux actions de contrôle de l'administration relatives aux obligations et objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- transmettre à l'administration, par l'intermédiaire de la maison de justice, au plus tard le 30^{ème} jour du mois qui suit la fin du trimestre, un rapport trimestriel, suivant un modèle établi par l'administration.

L'organisme est responsable de l'utilisation faite des subsides octroyés par le Ministre et s'engage à les gérer « en bon père de famille », et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux subventions fédérales.

2. Lors de chaque engagement de personnel, départ ou modification de contrat, l'organisme doit remplir le formulaire "Modification du personnel". Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis l'Administration Générale Maisons de Justice - Direction du Partenariat - (rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date (Annexe 1 - formulaire GP1)

Pour le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, l'organisme transmettra également un dossier financier, selon les modalités prévues à l'article 32 et 33, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015. Les pièces à mettre à disposition ou à introduire dans le cadre du dossier financier sont définies à l'annexe 2 de l'AR.

L'organisation s'engage à se conformer aux directives de l'administration (formulaire GP2,

GP2 bis et formulaire GP3 en annexe, et l'annexe 1 : déclaration sur l'honneur).

III. Objectifs poursuivis par le service d'encadrement

Les objectifs comprennent : les missions, la vision, le cadre judiciaire, la méthodologie, le groupe cible, le territoire d'action, et les critères d'évaluation.

1. La mission

Le service d'accompagnement a pour mission de faciliter la mise en œuvre des peines et mesures par les partenaires de la chaîne pénale: les autorités judiciaires, les maisons de justice et, en ce qui concerne les peines de travail et travail d'intérêt général, les lieux de prestation.

Le service d'accompagnement, en tant qu'acteur communautaire et partenaire des acteurs de la chaîne pénale, apporte à la mise en œuvre des peines et mesures l'expertise qui lui est spécifique.

Le service d'accompagnement doit pour remplir sa mission:

- développer une offre répondant à la demande des partenaires de la chaîne pénale;
- accueillir et encadrer les justiciables afin qu'ils disposent de tous les dispositifs nécessaires pour satisfaire aux conditions prévues par les peines et mesures qui ont été prononcées à leur encontre;
- faire rapport aux assistants de justice qui à leur tour font rapport aux autorités judiciaires, du déroulement de l'exécution des mesures ou peines.

2. La vision

Le service d'accompagnement réalise sa mission selon la vision suivante:

- prévenir la commission de nouvelles infractions;
- contribuer à une justice humaine et accessible, dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

3. Le cadre judiciaire

Les peines et mesures encadrées par les services d'accompagnement mentionnées au point I.2.

4. La méthodologie

Dans sa manière de travailler, le service d'accompagnement applique les principes de base tels que définis par l'administration.

5. Le groupe cible

Le groupe cible vise toute personne envoyée par la maison de justice dans le cadre de la mise à exécution d'une peine ou d'une mesure visée au point I.2.

6. Le territoire d'action

Le service d'accompagnement travaille sur le territoire tel que défini à l'article au point I.5. Le service d'accompagnement encadre tous les justiciables appartenant à son groupe cible qui lui sont envoyés et qui doivent accomplir leur peine ou mesure sur ce territoire. Si pour des raisons particulières la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service d'accompagnement transmettra l'information à la maison de justice. Dans ce cas, qui doit rester exceptionnel, le service d'accompagnement fournira toutes les motivations de son refus.

7. Les critères d'évaluation

Le service d'accompagnement accomplit sa mission en respectant des critères quantitatifs et qualitatifs.

Pour pouvoir juger du respect des critères quantitatifs, des zones sont définies. Pour pouvoir juger du respect des critères qualitatifs, l'administration prévoit des indicateurs objectivables.

Dans le cadre de la subvention octroyée, les critères à prendre en compte sont ceux repris dans l'arrêté ministériel du 26 décembre 2016 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures.

IV. Obligations du ministre

Sans préjudice des droits et obligations de l'AR et de l'AM, le Ministre met à disposition de l'organisme les crédits correspondant à la subvention prévue par la convention.

Sous réserve des crédits disponibles, la liquidation des allocations dues est réalisée selon un système d'avance/solde. Le pourcentage de ces avances est calculé sur une base annuelle.

L'avance de l'allocation est fixée à 80 % du montant de l'allocation annuelle. Le solde de l'allocation est versé après contrôle des dépenses introduites par l'organisme (Annexe 2 – formulaire GP2 (en ce compris l'annexe 2bis) et l'annexe 3 –formulaire GP3) et clôture du décompte annuel définitif.

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant l'organisme et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Le Ministre de la Justice procède aux récupérations et décide des suppressions des subventions.

V. Mise à disposition du personnel

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association, conformément à l'article 2, §2, de l'AR. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

VI. Dispositions finales

L'organisme fournit les ressources nécessaires à l'exécution de la convention durant le temps qui est nécessaire au traitement du dossier financier.

Les parties peuvent de commun accord apporter des modifications à la convention. Le cas échéant, les modifications sont reprises dans un avenant.

Les parties peuvent mettre fin prématurément à la convention d'un commun accord.

Les parties peuvent résilier le contrat unilatéralement par lettre recommandée, à condition d'observer une période de six mois de préavis.

La présente convention est signée en deux exemplaires.

Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Pour l'organisme

La Secrétaire communal f.f.
Annick PETIT.
Bruxelles,

Le Bourgmestre
Vincent DEWOLF

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 29 novembre 2021.

Par le Conseil :

La secrétaire communale, ff,
Président,
Annick PETIT

Le Bourgmestre-
Vincent DE WOLF

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME :

Par Ordonnance :

La Secrétaire communale, ff
Bourgmestre,
Annick PETIT
WOLF.

Le

Vincent DE

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2019 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2019,

BESLIST de conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2019 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

SUBSIDIE OVEREENKOMST

Betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2019

In uitvoering van:

- de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006 en 12 mei 2014;

- het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het KB” genoemd;

- het Ministerieel Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het MB” genoemd,

wordt tussen,

enerzijds, de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan 115 te 1000 Brussel, hierna de “de Minister” genoemd,

en

anderzijds, de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DEWOLF, Burgemeester en de mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris, verder “de organisatie” genoemd,

het volgende overeengekomen:

I. Algemene bepalingen

1. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten maakt de Minister jaarlijks een bedrag van **59.547,28 €** over aan de organisatie

2. De toelage vermeld in punt 1 is bedoeld voor de begeleiding van de uitvoering van: **Dienstverleningen** die zijn opgelegd op grond van art. 216ter, §1, Wetboek van Strafvordering;

Werkstraffen die zijn opgelegd op grond van art. 37quinquies, 37sexies en 37septies Strafwetboek.

De betoelaagde begeleidingsdienst betreft een “dispatchingsdienst”, als bedoeld in artikel 1, 9° MB.

In het geval van detachering of overdracht van kredieten wordt de overeenkomst overgemaakt aan de administratie van de Justitiehuizen.

3. De toelage is bedoeld voor de aanwerving van:

1 persoon, niveau A, VTE

Detail van de globale enveloppe		
Personeelskosten		54.547,28 €
Actiemiddelen	Administratieve kosten	1000 €
	Reiskosten	1000 €
	Investeringskosten	2500 €
Werkingskosten		500 €
ALGEMEEN TOTAAL		59.547,28 €

De toelage wordt toegekend in de vorm van een globale jaarlijkse enveloppe. Binnen deze globale enveloppe kan een overdracht van de toegekende bedragen worden gerealiseerd van de personeelskosten naar de actiemiddelen en de werkingskosten en omgekeerd. De overdracht bedraagt ten hoogste de totaalsom van de maximale forfaitaire bedragen voorzien voor de actiemiddelen en werkingskosten, zoals voorzien in bijlage 1 van het KB.

1. De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 1 jaar. Ze treedt in werking op 1 januari 2019 en eindigt op 31 december 2019.
2. Het werkingsgebied van de organisatie is zoals afgesproken met het bevoegde justitiehuis en opgenomen in de rapportage aan het hoofdbestuur van de justitiehuizen.
3. Het bevoegde justitiehuis is het Justitiehuis van Brussel
4. De bevoegde administratie is de Administration générale des Maisons de Justice, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. De financiële controle gebeurt door de Direction du Partenariat binnen de AGMJH .

II. Verplichtingen van de organisatie

1. Met behoud van de overige plichten die voortvloeien uit het KB en MB, heeft de organisatie in het bijzonder als verplichtingen:

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van de uitvoering van de in punt I.2 vermelde straffen en maatregelen. Het personeel wordt gevormd door de medewerker(s) van de begeleidingsdienst als bedoeld in art. 1, 4°, MB;
- te handelen als werkgever conform de wettelijke bepalingen en regelgeving voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;
- de actiemiddelen gelieerd aan de aanwerving op zich te nemen en de werkingsmiddelen;
- te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering voor het personeel;
- zijn expertise aan te bieden ter ondersteuning van de inhoudelijke uitwerking van het aanbod van de begeleidingsdienst.

Om subsidies te kunnen genieten, moeten de organisatie en de begeleidingsdienst

daadwerkelijk en regelmatig prestaties verrichten in overeenstemming met de overeenkomst, alsook:

- tegemoetkomen aan de verplichtingen en doelstellingen;
- zich onderwerpen aan controleacties van de administratie met betrekking tot de verplichtingen en doelen;
- via tussenkomst van het justitiehuis een trimestrieel rapport overmaken aan de administratie, ten laatste op de 30e dag van de maand die volgt na het einde van een trimester, volgens een model uitgewerkt door de administratie.

De organisatie is verantwoordelijk voor het gebruik van de subsidies toegekend door de Minister en verbindt zich ertoe deze te beheren “als een goede huisvader”, en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de federale subsidies.

2. Naar aanleiding van een aanwerving van personeel, vertrek of een wijziging van contract moet de organisatie het formulier “wijziging personeelsbestand” invullen. Elk vertrek of elke vervanging van een personeelslid moet worden meegedeeld via een formulier. Dit formulier moet duidelijk de datum vermelden waarop het personeelslid in dienst kwam. Dit formulier moet worden overgemaakt aan de AGMJ, Direction du Partenariat, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. Het personeel dient niet op dezelfde dag zijn aangeworven (Bijlage 1 : GP1-formulier).

Vóór 31 maart van het begrotingsjaar dat volgt op het jaar waarin de kredieten zijn verleend, maakt de organisatie het financieel dossier vermeld in art. 32 en 33, §1 van het MB van 26 december 2015. De stukken die in het kader van dit financieel dossier ter beschikking gesteld of overgemaakt moeten worden, zijn opgesomd in bijlage 2 van het KB.

De organisatie verbindt er zich toe de richtlijnen van de administratie na te leven. (GP2 en GP2 bis- formulier en GP3-formulier in bijlage, en Bijlage 1: verklaring op erewoord)

III. Doelstellingen van de begeleidingsdienst

De doelstellingen omvatten: de missie, de visie, het gerechtelijk kader, de methodologie, de doelgroep, het werkingsgebied en de evaluatiecriteria.

1. De missie

De begeleidingsdienst heeft als missie de uitvoering van straffen en maatregelen door de partners in de strafrechtsketen: de gerechtelijke autoriteiten, de justitieuizen, en voor wat betreft de werkstraffen en dienstverleningen, de prestatieplaatsen, te faciliteren.

De begeleidingsdienst, als actor in de gemeenschap en partner van de actoren van de strafrechtsketen, stelt zijn specifieke kennis ten dienste van de uitvoering van de straffen en maatregelen.

De begeleidingsdienst dient ter vervulling van zijn missie:

- een aanbod te ontwikkelen dat afgestemd is op de vraag van de partners van de strafrechtsketen;
- de justitiabelen te onthalen en te begeleiden zodat ze beschikken over alle middelen noodzakelijk om te voldoen aan de voorwaarden voorzien in de straffen en maatregelen die hen werden opgelegd;

- aan de justitieassistent te rapporteren, die op zijn beurt de gerechtelijke overheden inlicht over het verloop van de uitvoering van de maatregelen en straffen.

2. De visie

De begeleidingsdienst realiseert zijn missie volgens volgende visie:

- het voorkomen van het plegen van nieuwe feiten;
- het bijdragen aan een menselijke en toegankelijke justitie, waarbij de verantwoordelijkheid van de justitiabele primeert.

3. Het gerechtelijk kader

De straffen en maatregelen vermeld in punt I.2 die door de begeleidingsdienst omkaderd worden.

4. De methodologie

In zijn werkwijze past de begeleidingsdienst de basisprincipes, zoals gedefinieerd door de administratie toe.

5. De doelgroep

De doelgroep omvat iedere persoon die is doorverwezen door het justitiehuis in het kader van de uitvoering van een straf of maatregel vermeld in punt I.2.

6. Het werkingsgebied

De begeleidingsdienst treedt op voor het hele werkingsgebied vermeld in punt I.5. De begeleidingsdienst omkadert alle justitiabelen behorend tot de doelgroep die werden doorverwezen en die hun straf of maatregel moeten vervullen in dat werkingsgebied. Indien omwille van specifieke redenen, de uitvoering van een straf of maatregel niet mogelijk is, deelt de begeleidingsdienst deze informatie mee aan het justitiehuis. In dit geval, dat uitzonderlijk van aard is, motiveert de begeleidingsdienst de weigering.

7. De evaluatiecriteria

De begeleidingsdienst vervult zijn missie met respect voor de kwantitatieve en kwalitatieve criteria.

Voor de beoordeling van het behalen van de kwantitatieve criteria wordt er met zones gewerkt. Voor de beoordeling van het respecteren van de kwalitatieve criteria worden door de administratie objectieveerbare indicatoren voorzien.

In het kader van de toegekende subsidie zijn de in aanmerking te nemen criteria die vermeld in het ministerieel besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het MB" genoemd,

IV. Rechten en plichten van de Minister

Met behoud van de overige rechten en plichten die voortvloeien uit het KB en MB, stelt de Minister aan de organisatie de kredieten ter beschikking die overeenstemmen met de financiële toelage, zoals voorzien in de overeenkomst.

Binnen de beschikbare kredieten, gebeurt de vereffening van de verschuldigde toelagen gebeurt volgens een voorschot/saldosysteem. Het percentage van die voorschotten wordt berekend op jaarbasis. Het voorschot van de toelage wordt vastgelegd op 80% van het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het saldo zal gestort worden na controle van de door de organisatie ingediende uitgaven (bijlage 2, GP2-formulier (inclusief bijlage 2bis) en bijlage 3 GP3-formulier) en afsluiten van de definitieve jaarafrekening.

In het geval de voorwaarden niet worden gerespecteerd, wordt de forfaitaire tussenkomst beëindigd en zo nodig overgegaan tot de gedeeltelijke of volledige terug-inning ervan.

De minister van Justitie gaat met de terug-inning verder en beslist over de beëindiging van de subsidies.

V. Terbeschikkingstelling van personeel

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

VI. Slotbepalingen

De organisatie voorziet in de nodige middelen om de overeenkomst onverminderd uit te voeren gedurende de tijd die nodig is om het financieel dossier af te handelen.

De partijen kunnen in onderling overleg wijzigingen aanbrengen aan huidige overeenkomst. In voorkomend geval worden de wijzigingen opgenomen in een avenant.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming de overeenkomst voortijdig beëindigen.

De partijen kunnen de overeenkomst éézijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

Deze overeenkomst is opgemaakt in twee exemplaren.

Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Staat,

De Minister van Justitie,
Koen GEENS
Voor de organisatie,

De wnd. Gemeentesecretaris,
Annick PETIT.
Brussel,

De Burgemeester,
Vincent DE WOLF

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 29 november 2021.

NAMENS DE RAAD:

De wnd. Gemeentesecretaris,
Voorzitter,

De Burgemeester-

Annick PETIT;

Vincent DE WOLF;

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT:

In Opdracht:

De wnd. Gemeentesecretaris,
Burgemeester,

De

Annick PETIT

Vincent DE

WOLF.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre : :

On changera dans la convention que Koen Geens n'est plus ministre de la justice mais bien Vincent Van Quickenborne.

Monsieur du Bus :

J'ai deux questions :

- Pourquoi adoptons-nous une convention de 2019 alors que c'est un programme qui est réitéré quasi chaque année ?
- Il est question d'un rapport. Il nous intéresserait de prendre connaissance de ce rapport afin de comprendre le type de travaux d'intérêt général proposés, la façon dont cet accompagnement se structure et quels sont les effets dans le temps ?

Je suppose que le ministère de la justice doit avoir les informations sur le caractère intéressant et structurant proposé aux justiciables.

Il est aussi question de critères d'évaluation, on peut y comprendre le caractère efficace de ces travaux d'intérêt général.

Monsieur le Bourgmestre :

- Tout d'abord en 2019 ? il y a eu des élections au fédéral et régional, les ministres ont changé. On ne sait donc pas nous mettre le point à l'ordre du jour avant de recevoir la convention par le fédéral.
- C'est Monsieur Mayeur qui est notre fonctionnaire des peines alternatives Je ne sais plus si les conseillers reçoivent le texte détaillé de Monsieur Pinchart, notre évaluateur interne, qui communique chaque année aux différents ministres concernés, une évaluation de l'ensemble du contrat société. Dans cette évaluation, il y a un rapport très précis, sur le type de sanctions alternatives, le type de peines de travail exécutées, les services dans lesquels elles sont exécutées, la collaboration par les différents services, le résultat atteint. Je pense que ce document est à votre disposition et si ce n'est pas le cas, nous communiquerons aux chefs de groupe les rapports d'évaluation qui existent et qui sont indispensables pour qu'on puisse garder les subventions l'année suivante. D'ailleurs l'intensification du travail de Monsieur Mayeur fait qu'il ne sait plus s'occuper du chauffage. Il prête son accompagnement mais il est trop pris par la tâche qui est la sienne.

Mijnheer de burgemeester:

We zullen in de overeenkomst aanpassen dat Koen Geens niet langer de minister van Justitie is, maar wel Vincent Van Quickenborne.

De heer du Bus:

Ik heb twee vragen:

- Waarom nemen wij een overeenkomst van 2019 aan terwijl het een programma is dat bijna elk jaar wordt herhaald?
- Er is sprake van een rapport. Wij zouden dit verslag graag willen inzien om inzicht te krijgen in het soort gemeenschapsdienst dat wordt aangeboden, hoe deze begeleiding wordt gestructureerd en wat de effecten na verloop van tijd zijn.

Ik veronderstel dat het ministerie van Justitie moet beschikken over informatie over het interessante en structurerende karakter dat wordt aangeboden aan de justitiabelen.

Er is ook sprake van evaluatiecriteria, we kunnen daaronder begrijpen de doeltreffendheid van deze gemeenschapsdienst.

Mijnheer de burgemeester:

- Allereerst waren er in 2019 verkiezingen op federaal en regionaal niveau. De ministers zijn toen veranderd. We kunnen het punt dus niet op de agenda zetten voordat we de overeenkomst ontvangen van de federale regering.
- Het is de heer Mayeur die onze ambtenaar is voor alternatieve straffen. Ik weet niet of de raadsleden de gedetailleerde tekst ontvangen van de heer Pinchart, onze interne evaluator, die elk jaar aan de verschillende betrokken ministers een evaluatie van het volledige maatschappijcontract bezorgt. In deze evaluatie wordt zeer nauwkeurig verslag uitgebracht over het soort alternatieve straffen, het soort uitgevoerde werkstraffen, de diensten waarin zij worden uitgevoerd, de samenwerking van de verschillende diensten, de bereikte resultaten. Ik denk dat dit document tot uw beschikking staat en zo niet, dan zullen wij de fractieleiders de bestaande evaluatierapporten bezorgen, die voor ons onontbeerlijk zijn om de subsidies voor het volgende jaar te kunnen behouden. Bovendien kan de heer Mayeur door de intensivering van zijn werkzaamheden zich niet langer bezighouden met de verwarmde opvangruimte. Hij biedt ondersteuning, maar hij heeft het te druk met zijn eigen werk.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

29.11.2021/A/0011 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au §

1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **28/10/2021** ;

Objet : Patrimoine Régie/Rénovation – Contrôle et entretien annuel de 62 dévidoirs fixes - Petits travaux de maintenance et de remplacement de dévidoirs fixes – Exercice 2021 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.200,00 € HTVA – 5.082,00 € (TVAC 21 %).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/10/2021 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **28/10/2021** werd genomen:

Onderwerp: Patrimonium Regie/Renovatie – Jaarlijkse controle en onderhoud van 62 vaste haspels – Kleine onderhouds- en vervangingswerken van vaste haspels – Dienstjaar 2021 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.200,00 € EXCL. BTW – 5.082,00 € (21 % BTW).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28/10/2021 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.11.2021/A/0012 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **21/10/2021** ;

Objet : Immeubles 354 et 341 chaussée de Wavre – Traitement curatif contre les rongeurs - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.210,00 € (TVAC 21 %).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21/10/2021 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de

voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **21/10/2021** werd genomen:

Onderwerp: Gebouwen gelegen 354 en 341 Waversesteenweg - Curatieve behandeling tegen knaagdieren - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.210,00 € (21 % BTW).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21/10/2021 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.11.2021/A/0013 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00

€ ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **07/10/2021** ;

Objet : Maintenance des installations individuelles de chauffage et d'eau chaude sanitaire - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.
Estimation de la dépense : 110.000,00 € HTVA – 116.600,00 € (TVA 6 % comprise).
Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07/10/2021 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **07/10/2021** werd genomen:

Onderwerp: Onderhoud van individuele verwarmings- en sanitair warmwaterinstallaties - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.
Raming van de uitgave: 110.000,00 € EXCL. BTW – 116.600,00 € (6 % BTW).
Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 07/10/2021 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus:

Je sais que c'est un point d'information, mais aujourd'hui on ne peut s'empêcher de faire une réflexion sur l'opportunité de ce type de dépense.

Il s'agit ici des travaux de maintenance pour des chauffages et de l'eau chaude sanitaire. On est dans une réflexion plus globale visant à prendre une série de mesures en rapport avec la performance énergétique.

On voulait savoir comment ces critères de performance énergétique sont intégrés dans les travaux de maintenance des installations individuelles de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

Les bâtiments publics doivent afficher leur PEB.

Où en êtes-vous dans votre réflexion par rapport à ce type de dépenses croisées aux impératifs de réduction de la production de CO ?

Monsieur le Bourgmestre :

Encore une fois, c'est une bonne observation.

Nous tenons deux fois par an un Collège hors Collège, et le CPAS également.

Dans cette réunion, j'avais proposé au Collège d'entériner un nouveau programme ambitieux pour la régie foncière en termes de développement durable, de lutte contre le réchauffement climatique avec une volonté systématique d'isoler les bâtiments, de remplacer les châssis et de remplacer les systèmes de chauffage en allant vers les normes d'efficacité.

Un montant de 10.000.000 € a été réservé pour ce faire, plus l'autorisation de prendre dans les réserves à travers une technique particulière qui permet d'utiliser une partie des réserves.

Le seul problème c'est que Madame Milde est seule, qu'on a un souci de fonctionnaires. Un cahier des charges doit être réalisé.

Tout cela est en cours y compris l'intégration d'un fonctionnaire Plage. Des cases sont à remplir dans l'organigramme de la commune.

De heer du Bus:

Ik weet dat dit een informatief punt is, maar vandaag kunnen we niet anders dan nadenken over de opportuniteit van dit soort uitgaven.

We hebben het hier over onderhoudswerkzaamheden voor verwarming en sanitair warm water. We staan meer in het algemeen stil bij een reeks maatregelen in verband met de energieprestaties.

Wij wilden weten hoe deze energieprestatiecriteria worden geïntegreerd in de onderhoudswerkzaamheden voor afzonderlijke installaties voor verwarming en sanitair warm water.

Openbare gebouwen moeten hun EPB uithangen.

Hoever staat u in uw denkproces over dit soort uitgaven in het licht van de noodzaak om de CO-productie terug te dringen?

Mijnheer de burgemeester:

Nogmaals, dat is een goede opmerking.

We organiseren twee keer per jaar een college buiten college en het OCMW eveneens.

Tijdens die vergadering heb ik het college voorgesteld om een nieuw ambitieus programma voor de Regie van Grondbeleid goed te keuren op het gebied van duurzame ontwikkeling en de strijd tegen de opwarming van de aarde, met de systematische wil om de gebouwen te isoleren, de ramen te vervangen en de verwarmingssystemen te vervangen om zo te evolueren naar de efficiëntienormen.

Er werd hiervoor een bedrag van 10.000.000 euro vrijgemaakt, plus de toestemming om uit de reserves te nemen via een bijzondere techniek die het mogelijk maakt een deel van de reserves te gebruiken.

Het enige probleem is dat mevrouw Milde alleen is, dat we een personeelsprobleem hebben. Er moet een bestek worden opgesteld.

We zijn daarmee bezig en we zijn ook bezig met de aanwerving van een ambtenaar voor een PLAGE. Er moeten gaten worden opgevuld in het organigram van de gemeente.

Jeunesse - Jeugd

29.11.2021/A/0014 **Partenariat avec "Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie" (CRECCIDE) - Convention - Renouvellement**

Le Conseil Communal,

Considérant que le CRECCIDE nous a accompagné lors de la création du Conseil Communal des Enfants;

Considérant qu'il propose des formations pour les animateurs et les enfants/jeunes à partir de 10ans;

Considérant qu'elle nous propose toute une gamme de service, repris en annexe;

DÉCIDE d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat avec "Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie" (CRECCIDE) tel que repris ci-dessous.

exemplaires, l'un des deux vous sera renvoyé après signature ainsi que la fiche d'identification UBO (ci-dessous et ci-annexée) de votre représentant à notre Assemblée générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Partnerschap met "Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie" (CRECCIDE) - Overeenkomst - Vernieuwing

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw CRECCIDE ons begeleid heeft bij de oprichting van de kindergemeenteraad;

overwegende dat zij opleidingen aanbiedt voor animatoren en kinderen/jongeren vanaf 10 jaar;

overwegende dat zij ons een heel gamma van diensten aanbiedt die in bijlage opgenomen zijn;

BESLIST om de vernieuwing van de partnerschapsovereenkomst met “Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie” (CRECCIDE) zoals hieronder bijgevoegd goed te keuren;

Partnerschapsovereenkomst tussen Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie vzw en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2022

Tussen

De gemeente Etterbeek
Volledige gegevens: Kazernenlaan 31/1
1040 Brussel
02 627 25 18

Vertegenwoordigd dor: Mevrouw Annick Petit – waarnemend gemeentesecretaris
Mijnheer Vincent DE WOLF – Burgemeester verantwoordelijk voor
Jeugd

en

Le Carrefour Régional et Communautaire de Citoyenneté et de Démocratie vzw
Rue de Stierlinsart 45 in 5070 Fosses-la-ville

Vertegenwoordigd door: Dhr./Mevr.
Vertegenwoordiger van de raad van
bestuur

werd overeengekomen wat volgt:

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om het lidmaatschap voor een bedrag van 1.200,00 euro bij CRECCIDE vzw in het kader van de oprichting/opvolging van de kindergemeenteraad en/of de jeugdgemeenteraad te betalen om te kunnen genieten van het bijgevoegde dienstenaanbod. Dat bedrag wordt gestort voor 31 december 2022.

CRECCIDE verbindt zich ertoe om het hierbij gevoegde dienstenaanbod te respecteren voor alle activiteiten die uitgevoerd worden door de kindergemeenteraad en/of de jeugdgemeenteraad of georganiseerd worden door CRECCIDE vzw tussen 1 januari en 31 december 2022.

De gemeente Etterbeek zal vertegenwoordigd zijn binnen de algemene vergadering van CRECCIDE. Die vertegenwoordiger wordt dhr./mevr.

.....
.....
(Naam, voornaam, adres, rijksregisternummer).

Voor de gemeente
Etterbeek

Voor de raad van bestuur
van CRECCIDE vzw

Mevr. Annick PETIT
Wvd. gemeentesecretaris
.....

Dhr./Mevr.

Dhr. Vincent DE WOLF
Burgemeester, verantwoordelijk voor Jeugd

P.S.: Wij vragen u om twee exemplaren van dit document ingevuld en ondertekend terug te sturen. Wij bezorgen u een exemplaar terug na ondertekening als ook de identificatiefiche UBO (hieronder en in bijlage) van uw vertegenwoordiger binnen onze algemene vergadering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

Est-ce que le conseil communal des enfants fonctionne et avec quels types de résultats ?

Monsieur le Bourgmestre :

Vous avez été l'un des acteurs de la mise sur pied de ce conseil des enfants.

Il est toujours facile de se cacher derrière le Covid, mais dans la réalité, le Covid n'a pas permis de réunir les enfants.

On a par contre lancé les tables rondes jeunesse avec les acteurs de la jeunesse.

Ici on renouvèle la convention et il faudra relancer l'opération. L'an dernier et cette année ci aussi, n'a pas eu lieu de réunion du conseil des enfants pour les motifs que vous connaissez, c'est pourquoi on le remet au vote en 2022.

De heer du Bus:

Werkt de kindergemeenteraad en wat zijn de resultaten?

Mijnheer de burgemeester:

U was een van de mensen die deze kindergemeenteraad mee op poten heeft gezet.

Het is altijd gemakkelijk om ons achter het coronavirus te verstoppen, maar de werkelijkheid is dat de kinderen door het coronavirus niet konden samenkomen.

We zijn daarentegen wel gestart met de ronde tafels voor de jeugd met de partners uit de jeugdsector.

Met dit punt vernieuwen we de overeenkomst en we moeten opnieuw van start gaan. Vorig jaar en ook dit jaar zijn er geen vergaderingen geweest van de kindergemeenteraad om redenen die u welbekend zijn. Daarom zullen we er opnieuw over stemmen in 2022.

2 annexes / 2 bijlagen

budget 2022.pdf, services gratuits 2022.pdf

Finances - Financiën

29.11.2021/A/0015 Budget 2021 – Modification n°5 - service ordinaire

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 25 votes positifs, 3 abstentions.

Begroting 2021 Wijziging nr 5 - Gewone dienst

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 25 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Monsieur le Président:

Abstention des groupes Défi et CDH

Mijnheer de voorzitter:

Onthouding van de fracties DÉFI en cdH

2 annexes / 2 bijlagen

BW 5.pdf, MB 5.pdf

29.11.2021/A/0016 Règlement-taxe sur les surfaces de bureaux – Modification

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 14 décembre 2020 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 janvier 2021 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vue le rapport établi par le service des finances en vue de la séance du Conseil communal du 29 novembre 2021 ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2022 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les surfaces de bureaux.

Cette taxe a pour base la surface brute.

§1 Par bureau, on entend le local ou l'ensemble des locaux où, avec un équipement et / ou un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée. Le terme information est à comprendre au sens large : textes, rapports, études, conférences, données comptables, statistiques, brevets, sons, images, etc... Cette information peut être contenue sur n'importe quel support (documents, fichiers informatiques, etc...), mais également dans des échantillons ou prototypes.

§2 Par surface brute, on entend la surface totale occupée par la personne physique ou morale, y compris les surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivages, réfectoires, sanitaires, étages techniques,...), y compris la part dans les communs, et y compris les surfaces accessibles au public, mais non compris les surfaces de parkings.

§3 Par « mise à disposition commerciale de bureaux », il faut entendre toute activité qui a pour objet d'offrir, contre rétribution, des espaces de bureaux professionnels, meublés et connectés permettant une occupation flexible dans le temps et dans l'espace (tels que le coworking, des bureaux et salons d'affaires, des espaces de réunion, etc...).

Article 2 :

Le taux de la taxe pour les bureaux ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme ou d'une confirmation de la légalité de l'affectation est fixé à :

pour les surfaces de bureaux jusqu'à 100 m²: 17,00/m²€

pour les surfaces de bureaux de 101 à 200 m² : 19,00/m² €

pour les surfaces de bureaux supérieures à 200 m² : 21,00/m² €

Article 3 :

Le montant de la taxe est calculé sur base :

Soit de la surface constatée sur le lieu d'imposition par le fonctionnaire désigné conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014, muni de sa lettre de désignation, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe et mentionnée dans son rapport.

Soit du formulaire de déclaration que l'administration aurait adressé au redevable et que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complété, daté et signé avant l'échéance mentionnée sur ledit formulaire.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et pour lequel le lieu d'imposition n'a pas encore fait l'objet d'un rapport de surface taxable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice de taxation, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation notifiée par écrit.

Toute modification de la base taxable ou toute nouvelle occupation de surfaces de bureaux devra être signalée, dans le mois, à l'administration communale.

Article 4 :

La déclaration, par le redevable, d'une superficie autre que celle constatée par le fonctionnaire mentionné à l'article 3 de ce règlement entraînera l'enrôlement d'office de la taxe, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Le montant de la taxe sera calculé selon la surface constatée par ce fonctionnaire et mentionnée dans son rapport, sans majoration.

En l'absence de rapport, la non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement entraîne aussi l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Seules les taxes enrôlées d'office, en cas de non déclaration dans les délais prévus, sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 5 :

La taxe est due par l'occupant des surfaces de bureaux.

En cas de « mise à disposition commerciale de bureaux » (telle que définie à l'article 1 §3 de ce règlement), la taxe n'est pas due par l'occupant effectif temporaire des bureaux mais par la personne physique ou morale qui met commercialement à disposition ces bureaux.

Article 6 :

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- Les surfaces de bureaux inférieures à 20 m².

Cette exonération n'est pas d'application lorsqu'une surface de bureaux supérieure à 20 m² est occupée par diverses sociétés. Dans ce cas, chaque société sera imposée d'après la

surface qu'elle occupe réellement ;

- Les occupants ayant le statut de personne de droit public ou d'organisme de droit public et à la condition expresse d'occuper eux-mêmes les bureaux ;
- Les établissements d'enseignement subventionnés par les Communautés et occupants de leurs bureaux ;
- Les surfaces dans un logement dont l'occupant, y domicilié, y exerce une profession de salarié, d'indépendant ou libérale, lorsqu'elles ne dépassent pas un tiers de la surface totale ;
- Les surfaces servant aux cultes reconnus, les maisons de la laïcité, les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires ou œuvres de bienfaisance ;
- Les associations sans but lucratif et groupements à finalité sociale, culturelle, sportives, de loisirs, de santé ou d'éducation qui ne poursuivent aucun but lucratif, à l'exclusion des groupements qui, quelle que soit leur forme juridique, visent notamment à préserver les intérêts économiques, commerciaux ou professionnels de leurs membres ;

Article 7 :

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation, tout mois entamé étant compté en entier.

En cas de cessation ou de début d'occupation progressive de surfaces de bureaux par étage d'un même immeuble par le même occupant, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation par étage, tout mois entamé étant compté en entier.

Article 8 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9 :

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10 :

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 11 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc..., étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement auprès de l'administration communale, aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Reglement-belasting op de kantooroppervlakten – Wijziging

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 14 december 2020 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 20 januari 2021 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op het verslag opgesteld door de dienst Financiën voor de vergadering van de gemeenteraad van 29 november 2021 ;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2022 ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2025, een jaarlijkse belasting geheven op de kantooroppervlakten.

Deze belasting heeft als basis de bruto- oppervlakte.

§1 Als kantoor wordt bedoeld het lokaal of het geheel der lokalen waar met behulp van een aangepaste uitrusting en/of meubilair, informatie kan worden verwerkt. De term informatie moet in brede zin worden verstaan: teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, statistieken, brevetten, klank-en beeldmateriaal, enz... Deze informatie kan weergegeven zijn op om het even welke materie (documenten, computerdata, enz...) maar eveneens in stalen en prototypes.

§2 Onder bruto-oppervlakte wordt verstaan de totale door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon bezette oppervlakte, daarin begrepen de oppervlakten onrechtstreeks gebruikt (ruimten voor het verkeer en het onthaal, conferentiezalen, lokalen voor het rangeren en het archiveren, refters, het sanitair, technische verdiepingen, ...), daarin begrepen het deel van de gemeenschappelijke delen van het gebouw, daarin ook begrepen de oppervlakten toegankelijk voor het publiek, doch niet de parkeeroppervlakten.

§3 Onder “commerciële terbeschikkingstelling van kantoorruimte”, wordt elke activiteit verstaan die tot doel heeft om tegen vergoeding professionele, gemeubileerde en op het internet aangesloten kantoorruimte aan te bieden die een flexibele bezetting in tijd en ruimte mogelijk maakt (zoals co-working, kantoren en business lounges, vergaderruimtes, enz.).

Artikel 2:

Het tarief van de belasting op kantoren waarvoor een stedenbouwkundige vergunning of een bevestiging van de legaliteit van de bestemming verleend werd, is vastgesteld op:

voor de kantooroppervlakten tot 100 m²: 17,00/m² €

voor de kantooroppervlakten van 101 m² tot 200 m²: 19,00/m² €

voor de kantooroppervlakten boven de 200 m²: 21,00/m² €

Artikel 3:

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van:

Ofwel van de oppervlakte waargenomen op de plaats van belastingheffing door de aangewezen functionaris op grond van artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014, in het bezit van zijn benoemingsbrief om de grondslag van de belasting vast te stellen of te controleren en dit te vermelden in zijn verslag.

Ofwel door het invullen van het aangifteformulier opgestuurd door het gemeentebestuur en dit ondertekend en gedateerd terug te sturen voor de uiterste datum vermeld op het formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op dat van het jaar waarop de belasting slaat, aan het gemeentebestuur aangifte te doen van de elementen nodig voor de belasting.

De aangifte blijft geldig zolang zij niet via schriftelijke betekening wordt herroepen.

Elke wijziging van de belastbare basis of elke nieuwe ingebruikname van kantorenoppervlakten moet binnen de maand gemeld worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 4:

Wanneer de belastingplichtige een andere oppervlakte opgeeft dan diegene die vastgesteld werd door de ambtenaar in artikel 3 van ditzelfde reglement, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd, in overeenstemming met het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Het bedrag van de belasting wordt berekend op basis van de oppervlakte waargenomen door de ambtenaar en vermeld in zijn verslag, zonder vermeerdering.

Bij het ontbreken van het verslag, wordt de niet aangifte van het voorziene termijn van ditzelfde reglement ook ambtshalve ingekohierd in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 7 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Enkel de ambtshalve ingekohierde belastingen worden, indien zij niet opgegeven werden binnen de voorziene termijn, verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 5:

De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantooroppervlakten.

In geval van “commerciële terbeschikkingstelling van kantoorruimte” (zoals gedefinieerd in artikel 1 §3 van dit reglement) is de belasting niet verschuldigd door de tijdelijke effectieve gebruiker van de kantoren maar door de natuurlijke of rechtspersoon, die deze kantoren commercieel ter beschikking stelt.

Artikel 6:

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- De kantooroppervlakten beneden de 20 m².

Deze vrijstelling wordt niet toegepast wanneer een bureeloppervlakte van meer dan 20 m² bezet wordt door verschillende maatschappijen. In dat geval, wordt elke maatschappij belast volgens de oppervlakte die zij werkelijk bezet;

- De bezetters die het statuut van een openbare rechtspersoon bezitten of van een instelling van openbaar recht op uitdrukkelijke voorwaarde dat ze zelf de kantoren bezetten;

- De onderwijsinstellingen die door de gemeenschappen worden gesubsidieerd en die hun eigen lokalen bezetten;

- De oppervlakten in een woning waar de gedomicilieerde gebruiker een bezigheid uitoefent van loontrekkende, zelfstandige of een vrij beroep, wanneer deze kleiner zijn dan één derde van de volledige oppervlakte;

- De oppervlakten bestemd voor de erkende erediensten, de huizen bestemd voor de lekenmoraal, de ziekenhuizen, de klinieken, de dispensaria en weldadigheidsinstellingen;
- De verenigingen zonder winstoogmerk en organisaties met een sociaal, cultureel, sportief, recreatief, gezondheidsgerelateerd of educatief oogmerk die geen enkel winstoogmerk nastreven, uitgezonderd organisaties die, ongeacht hun rechtsvorm, er net op gericht zijn om de economische, commerciële of professionele belangen van hun leden te beschermen;

Artikel 7:

In geval van stopzetting of het aanvangen van de bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

In geval van stopzetting of het aanvangen van progressieve bezetting van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, per verdiep van een gebouw door eenzelfde bezetter, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectief aantal maanden gebruik per verdiep, met dien verstande dat elke begonnen maand als geheel wordt geteld.

Artikel 8:

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9:

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10:

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in het artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, en voor alles wat niet geregeld zou worden door onderhavig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en nietfiscale schuldvorderingen of alle gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit van toepassing.

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 11:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz... die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de toezichtoverheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

Où se trouve la modification ?

Monsieur le Bourgmestre :

C'est une suppression.

Sur la base d'un coup de fil de Monsieur Benoit Cèrex, signalant que Securex allait quitter Etterbeek et que plus de 3000 emplois allaient être perdus, on a modifié le règlement Taxes sur les bureaux en permettant que de nouveaux bureaux dans une nouvelle construction soient exonérés d'impôts d'un tiers pendant 6 ans, permettant à Securex de construire et de rester sur Etterbeek.

Un gros bureau d'avocats s'est installé en gardant la structure du bâtiment et en construisant des superbes bureaux et considère qu'ils doivent bénéficier de ce dont a bénéficié Securex car ils estiment que c'est une véritable construction et pas une lourde rénovation.

Sur la base des conseils de notre avocat fiscaliste, pour éviter tout débat, on a supprimé la phrase :

- Le premier occupant d'une surface de bureaux située dans une nouvelle construction, à concurrence du tiers du montant de la taxe durant les six premiers exercices.

Monsieur Rigaux :

La modification se trouve dans l'annexe du point.
De heer du Bus:

Waar vinden we de wijziging?

Mijnheer de burgemeester:

Het gaat over een schrapping.

Op basis van een telefoongesprek van de heer Benoit Cèrex waarin hij meedeelde dat Securex Etterbeek zou verlaten en dat meer dan 3000 jobs verloren zouden gaan, hebben wij het reglement betreffende de belasting op kantooroppervlakten gewijzigd. We hebben het toen mogelijk gemaakt dat nieuwe kantoren in een nieuwbouw voor een derde vrijgesteld werden van de belasting gedurende 6 jaar zodat Securex kon bouwen en in Etterbeek on blijven.

Nu heeft een groot advocatenbureau er zijn intrek genomen. Het heeft de structuur van het gebouw behouden en er prachtige kantoren ingericht. Het is van mening dat zij recht hebben op hetzelfde als Securex omdat zij vinden dat het gaat over een echte nieuwbouw en niet over een grote renovatie.

Op basis van het advies van onze advocaat-fiscalist en om discussie te vermijden, hebben wij de volgende zin geschrapt:

- De eerste bezetter van een kantooroppervlakte gelegen in een nieuwe constructie, voor een bedrag van één derde van het belastingbedrag, gedurende de zes eerste belastingjaren.

De heer Rigaux:

De wijziging staat in de bijlage van het punt.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport Conseil SDB 29.11.21.NL.docx, Rapport Conseil SDB 29.11.21.FR.docx

Vincent De Wolf quitte la séance / verlaat de zitting.

29.11.2021/A/0017 **Convention d'assurance de cotisations souscrite par l'administration communale et le CPAS d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;

Vu la décision du 16 décembre 1993 relative à la création d'un fonds de pension et la signature à cet effet d'une convention avec la Société Mutuelle des Administrations Publiques (SMAP);

Vu sa décision du 17 novembre 1997 décidant d'une part de conclure un emprunt pour alimenter le fonds et arrêtant d'autre part l'avenant à ladite convention;

Vu sa décision d'approuver en 2016 l'avenant n° 2 au règlement d'assurance de cotisations de la commune et du CPAS conclu avec Ethias;

Vu les importantes réformes au cours des dernières années en matière de pensions légales;

Vu la révision de l'ensemble des conventions 1er pilier par Ethias;

D E C I D E :

d'approuver la convention d'assurance cotisations.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overeenkomst voor de bijdrageverzekering gesloten door het gemeentebestuur en het OCMW van Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen;

gelet op de beslissing van 16 december 1993 betreffende de oprichting van een pensioenfonds en de ondertekening daartoe van een overeenkomst met de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen (OMOB);

gelet op zijn beslissing van 17 november 1997 om enerzijds een lening af te sluiten om het fonds van geld te voorzien en anderzijds om het aanhangsel bij die overeenkomst vast te leggen;

gelet op zijn beslissing om in 2016 aanhangsel nummer 2 bij het reglement van de bijdrageverzekering goed te keuren dat de gemeente en het OCMW hebben gesloten met Ethias;

gelet op de grote hervormingen van de voorbije jaren op het vlak van wettelijke pensioenen;

gelet op de herziening van alle overeenkomsten van de eerste pijler door Ethias;

BESLIST:

om de overeenkomst voor de bijdrageverzekering goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

652-653 ETTERBEEK_AC_compl.pdf, 652-653 ETTERBEEK_BVZ_compl.pdf

29.11.2021/A/0018 **Convention d'assurance pensions 1er pilier (pensions légales)**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;

Vu la décision du 16 décembre 1993 relative à la création d'un fonds de pension et la signature à cet effet d'une convention avec la Société Mutuelle des Administrations Publiques (SMAP);

Vu sa décision du 17 novembre 1997 décidant d'une part de conclure un emprunt pour alimenter le fonds et arrêtant d'autre part l'avenant à ladite convention;

Vu sa décision d'approuver en 2016 l'avenant n° 2 au règlement d'assurance pensions de la commune et du CPAS d'Etterbeek conclu avec Ethias;

Vu les importantes réformes au cours des dernières années en matière de pensions légales;

Vu la révision de l'ensemble des conventions 1er pilier par Ethias;

D E C I D E :

d'approuver la convention d'assurance pensions 1er pilier (pensions légales)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overeenkomst pensioenverzekering 1e pijler (wettelijke pensioenen)

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen;

gelet op de beslissing van 16 december 1993 betreffende de oprichting van de pensioenfondsen en de ondertekening daartoe van een overeenkomst met de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen (OMOB);

gelet op zijn beslissing van 17 november 1997 om enerzijds een lening af te sluiten om het fonds van geld te voorzien en anderzijds om het aanhangsel bij die overeenkomst vast te leggen;

gelet op zijn beslissing om in 2016 aanhangsel nummer 2 bij het reglement van de pensioenverzekering van de gemeente en het OCMW van Etterbeek goed te keuren dat werd gesloten met Ethias;

gelet op de grote hervormingen van de voorbije jaren op het vlak van wettelijke pensioenen;

gelet op de herziening van alle overeenkomsten van de eerste pijler door Ethias;

BESLIST:

om de overeenkomst pensioenverzekering 1e pijler (wettelijke pensioenen) goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Mommer:

Pouvez-vous nous rappeler le champ d'application de chacune des deux conventions ?

- La première, dans le document Ethias, convention assurances pension, il y a un sous-titre qui parle des pensions statutaires résiduelles et pensions des mandataires locaux.

Est-ce que cela veut dire que c'est une convention qui s'applique à ceux des fonctionnaires qui, historiquement, n'ont pas été transférés dans le fond solidarisé plus les mandataires locaux ?

- Et la seconde serait celle qui concerne tout le reste des agents statutaires ou est-ce une autre explication ?

Monsieur Van Bockstal :

Les anciens fonctionnaires restent toujours sur une partie de responsabilisation dans le fond jusqu'à ce qu'ils s'éteignent.

Je n'ai pas la réponse pour la dénomination, mais oui ils sont repris et de mémoire je pense que cela concerne encore 15 personnes.

Pour la manière dont c'est régulé, je n'ai pas la réponse.

Madame Bataille :

Comme j'ai salué tout à l'heure ce que Etterbeek faisait pour les agents contractuels, je vous voudrais saluer ce que Etterbeek fait pour les agents statutaires en signant cette convention avec Ethias afin de mieux prévoir, mieux gérer et lisser la croissance des cotisations de pensions pour les agents statutaires.

Cette croissance reste exponentielle.

Dans l'optique du suivi de la motion adoptée il y a un mois, je souhaite que le Collège assure le suivi de cette motion en écrivant au fédéral pour obtenir un cofinancement structurel des pensions communales. L'état fédéral intervient dans le financement de tous les régimes de pensions en Belgique excepté dans les pensions des agents communaux.

Monsieur Van Bockstal :

Pour confirmer à Monsieur Mommer, les textes présents ici ne changent rien dans le fond. Ce sont des ajustements au niveau des modifications légales intervenues durant ces 5 dernières années.

De heer Mommer:

Kunt u voor ons het toepassingsgebied van elk van de twee overeenkomsten herhalen?

- De eerste, in het document van Ethias, overeenkomst pensioenverzekering, is er

een tussentitel over de statutaire residuele pensioenen en de pensioenen van de lokale mandatarissen.

Betekent dit dat het een overeenkomst is die van toepassing is op de ambtenaren die historisch gezien niet zijn overgeheveld naar het solidariteitsfonds plus de lokale mandatarissen?

- En de tweede overeenkomst zou betrekking hebben op de rest van de statutaire ambtenaren of is dat een andere uitleg?

De heer Van Bockstal:

De voormalige ambtenaren blijven tot aan hun dood een deel van de responsabilisering in het fonds.

Ik heb het antwoord niet voor de benaming, maar ja, ze zijn opgenomen en uit mijn hoofd gaat het nog om 15 mensen.

Voor de manier waarop het geregeld is, heb ik het antwoord niet.

Mevrouw Bataille:

Zoals ik mij eerder verheugde over wat Etterbeek deed voor de contractuele personeelsleden, zo ben ik nu tevreden over wat Etterbeek doet voor de statutaire personeelsleden door deze overeenkomst met Ethias te ondertekenen om de groei van de pensioenbijdragen voor de statutaire personeelsleden beter te voorzien, beter te beheren en te gelijk te maken.

Die groei blijft exponentieel.

Met het oog op de opvolging van de motie die een maand geleden is aangenomen, zou ik willen dat het college deze motie opvolgt door de federale regering aan te schrijven om structurele cofinanciering voor gemeentelijke pensioenen te verkrijgen. De federale staat komt tussen in de financiering van alle pensioenregelingen in België, met uitzondering van de pensioenen van het gemeentepersoneel.

De heer Van Bockstal:

Om de heer Mommer te bevestigen, de teksten hier veranderen inhoudelijk niets. Het gaat om aanpassingen van de juridische wijzigingen die de afgelopen 5 jaar hebben plaatsgevonden.

4 annexes / 4 bijlagen

650-651 ETTERBEEK_PVZ_S+M_compl.pdf, 652-653 ETTERBEEK_AC_compl.pdf, 652-653 ETTERBEEK_BVZ_compl.pdf, 650-651 ETTERBEEK_AP_S+M_compl.pdf

29.11.2021/A/0019 **CPAS – Compte 2020**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 23 novembre 2020 le Conseil de l'aide sociale a arrêté provisoirement les comptes de 2020 suivant les directives des articles 89 et 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ;

	Exploitation	Investissement	Total
Droits constatés (irrecouvrables déduits)	49.880.450,57	1.503.237,33	51.383.687,90
Engagement (engagements abandonnés déduits)	50.036.251,99	2.049.226,23	52.085.478,22
Résultat comptable	-155.801,42	-545.988,90	-701.799,32
Encaissements	48.704.022,34	1.320.953,03	50.024.975,37
Paiements	54.226.276,61	1.607.608,81	55.833.885,42
Résultat de trésorerie	5.522.254,27	-286.655,78	-5.808.910,05

Attendu que le résultat comptable doit être rectifié avec la variation de la provision pour les créances douteuses ;

Attendu que le résultat corrigé s'élève à € 9.797,44 (137.687,01 - 127.889,57) et que la commune peut diminuer son intervention 2021 du même montant à l'article 831/435-01/ - 01;

Attendu que l'intervention communale pour l'exercice 2021 s'élèvera dès lors à € 12.490.202,56 au lieu de € 12.500.000,00;

Attendu que les montants doivent être inscrits à notre budget avant le 31 décembre 2021, que cette décision vaut modification budgétaire;

APPROUVE

- le compte de l'exercice 2020 du Centre public d'aide sociale d'Etterbeek;
- le montant de son intervention 2021

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 24 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille.

OCMW – Rekening 2020

De gemeenteraad,

overwegende dat in zitting van 123 november 2020, de Raad voor maatschappelijk welzijn de rekeningen over het dienstjaar 2020 voorlopig heeft vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 en 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijke welzijn;

	Exploitation	Investeringen	Totaal
Vastgestelde rechten (oninvorderbare afgetrokken))	49.880.450,57	1.503.237,33	51.383.687,90
Aanwendingen (afgestane aanwendingen afgetrokken)	50.036.251,99	2.049.226,23	52.085.478,22
Boekhoudkundig	-155.801,42	-545.988,90	-7012.799,32
innings	48.704.022,34	1.320.953,03	50.034.975,37
Betalingen	54.226.276,61	1.607.608,81	55.833.885,42
Thesaurieresultaat	5.522.254,27	-286.655,78	-5.808.910,05

overwegende dat het boekhoudkundig resultaat verbeterd moet worden met de wijziging in het reservefonds voor onzekere vorderingen ;

overwegende dat het verbeterd resultaat vastgesteld wordt op € 9.797,44 (137.687,01 - 127.889,57) en dat de gemeente haar tussenkomst voor 2021 hetzelfde bedrag mag verminderen op artikel 831/435-01 / 01 ;

overwegende dat bijgevolg de gemeentelijke tussenkomst voor 2021 € 12.490.202,56 zal bedragen in plaats van € 12.500.000,00

overwegende dat deze bedragen in onze begroting moeten worden ingeschreven voor 31 december 2021 en dat deze beslissing als begrotingswijziging telt;

KEURT GOED

- de algemene rekening over het dienstjaar 2020 van het Openbare centrum voor maatschappelijk welzijn van Etterbeek;
- het bedrag van haar tussenkomst 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 24 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille.

Monsieur le Président :

Abstention sur les comptes des groupes défi et du CDH

Mijnheer de voorzitter:

Onthouding over de rekeningen van de fracties DÉFI en cdH

5 annexes / 5 bijlagen

Situation caisse 010120-311220 officielle 181121.pdf, Compte budgetaire_18.11.21.pdf, Compte de résultats 181121.pdf, Bilan.pdf, Rapport Financier 2020 FR.pdf

PME et Classes moyennes - KMO's en Middenstand

29.11.2021/A/0020 **Organisation du projet « 1040, un soutien visible pour les commerces locaux » en partenariat avec hub.brussels**

Le Conseil Communal,

Considérant la convention cadre entre hub.brussels et la Commune d'Etterbeek signée le 30/09/2019 ;

Considérant la proposition de hub.brussels, Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise, d'organiser un projet commun, à savoir un élément décoratif pour compléter l'offre des illuminations de fin d'année qui sera installé sur la Place Jourdan du 15 décembre 2021 au 24 janvier 2022 ;

Considérant qu'il s'agit d'un 1040 géant en fibre écologique, ayant des supports d'une hauteur de 180 cm sur 40 cm de profondeur, et un poids entre 30kg et 45kg sans dalle et 120kg -130kg avec la dalle en acier thermolaquée (voir fiche technique mise en annexe) ;

Considérant que la location de ce 1040 géant est prise en charge par hub.brussels ;

Considérant qu'hub.brussels devrait souscrire à une assurance contre le vandalisme ;

Considérant l'avis favorable du Service des Travaux quant à la faisabilité du projet (voir annexe) sous réserve de trouver un raccordement électrique différent des illuminations de Noël et de prévoir des passes câbles pour protéger l'alimentation et que les piétons ne s'y prennent pas les pieds ;

Considérant que la société Charve qui s'occupe du marché Place Jourdan et la Police devront être mise au courant du projet ;

Considérant la proposition d'emplacement dans le devis en annexe et que l'endroit final sera à arrêter avec le Service des Travaux, la société Charve (Marché Place Jourdan) et le Service des Classes moyennes en fonction également de l'endroit du sapin de Noël ;

Considérant que le projet aurait pour objectif de soutenir les commerces locaux comme décrit dans la convention mise en annexe ;

Considérant que l'objectif serait de collaborer avec l'association de commerçants Brussels Europe Jourdan ;

Considérant qu'il s'agirait de proposer une ou deux sessions de photos durant les soirées d'hiver de la période indiquée précédemment et que les frais de prestations d'un.e photographe serait pris en charge par la Commune (environ 1000€) ;

Considérant que ces frais seraient imputés à l'article budgétaire des Classes Moyennes : 520-124 - 02/01 ;

Considérant que des agent·e·s du service des classes moyennes devront probablement être

présents-es lors des sessions photos ;

Considérant que ce projet serait une phase pilote et qu'il s'agirait de potentiellement racheter le 1040 géant au prestataire, en fonction du succès du projet;

Considérant que l'idée d'un rachat potentiel serait d'en faire bénéficier les différents quartiers commerçants d'Etterbeek et de pouvoir disposer l'élément décoratif tout au long de l'année lors de différents moments clés (soldes, été, autres festivités) ;

Considérant le montant de 5500€ HTVA à titre indicatif pour racheter l'élément décoratif, les projecteurs et les dalles en acier thermolaquées ;

Considérant que le potentiel rachat ferait l'objet d'un nouveau point collègue une fois la phase pilote terminée;

DÉCIDE d'approuver:

1. La proposition de projet de hub.brussels d'apposer un 1040 géant en fibre écologique sur la Place Jourdan (voir fiche technique) du 15 décembre 2021 au 24 janvier 2022 ;
2. La proposition d'endroit sur la Place Jourdan (voir devis de l'élément décoratif et la proposition à la 2^{ème} page) ;
3. La convention mise en annexe qui décrit l'organisation du projet ;
4. L'organisation de prestations photographiques pour réaliser une ou deux sessions de photos durant la période indiquée ci-dessus ;
5. La participation des agents communaux aux différentes sessions de photos ;
6. L'imputation des frais à l'article budgétaire des Classes Moyennes : 520-124 - 02/01 ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Organisatie van het project "1040, zichtbare steun voor lokale ondernemingen" in samenwerking met hub.brussels

De Gemeenteraad,

gelet op de kaderovereenkomst tussen hub.brussels en de gemeente Etterbeek die werd ondertekend op 30/09/2019;

gelet op het voorstel van hub.brussels, het Brussels Agentschap voor Bedrijfsondersteuning, om een gemeenschappelijk project te organiseren, namelijk een decoratie-element als aanvulling op de eindejaarsverlichting op het Jourdanplein van 15 december 2021 tot 24 januari 2022;

overwegende dat het gaat over een reuzegrote "1040" in ecologische vezel op een drager van 180 cm hoog en 40 cm diep en met een gewicht tussen 30 kg en 45 kg zonder plaat en tussen 120 kg en 130 kg met de plaat van gecoat staal (zie technische fiche in bijlage);

overwegende dat hub.brussels de huur van die reuzegrote 1040 voor zijn rekening neemt;

overwegende dat hub.brussels een verzekering zou moeten afsluiten tegen vandalisme;

gelet op het gunstige advies van de dienst Openbare Werken in verband met de

haalbaarheid van het project (zie bijlage) op voorwaarde dat er een elektrische aansluiting wordt gevonden die verschillend is van de kerstverlichting en dat er kabelbeschermers worden voorzien om de voeding te beschermen en te vermijden dat voetgangers struikelen;

overwegende dat het bedrijf Charve, dat zich bezighoudt met de markt op het Jourdanplein, en de politie op de hoogte moeten worden gebracht van het project;

gelet op het voorstel voor de locatie in het bestek in bijlage en overwegende dat over de uiteindelijke locatie een beslissing wordt genomen in overleg met de dienst Openbare Werken, het bedrijf Charve (markt op het Jourdanplein) en de dienst Middenstand in functie ook van de locatie van de kerstboom;

overwegende dat het project tot doelstelling heeft om de lokale handelaars te steunen zoals beschreven in de bijgevoegde overeenkomst;

overwegende dat het de bedoeling is om samen te werken met de handelaarsvereniging “Brussels Europe Jourdan”;

overwegende dat er een of twee fotosessies zouden worden georganiseerd op winteravonden tijdens de bovengenoemde periode en dat de gemeente de kosten van de fotograaf voor haar rekening zou nemen (ongeveer 1.000 euro);

overwegende dat die kosten zouden worden ingeschreven op het begrotingsartikel van de dienst Middenstand: 520-124 - 02/01;

overwegende dat er waarschijnlijk medewerkers van de dienst Middenstand aanwezig zouden moeten zijn tijdens de fotosessies;

overwegende dat het project een proeffase zou zijn en dat de reuzegrote 1040 mogelijk zou worden overgekocht van de dienstverlener, afhankelijk van het succes van het project;

overwegende dat het idee van een mogelijke overkoop erin bestaat de reuzegrote 1040 ook in andere handelswijken in Etterbeek te plaatsen en dit decoratie-element het hele jaar door te gebruiken op verschillende sleutelmomenten (solden, zomer, andere festiviteiten);

gelet op het indicatieve bedrag van 5.500 euro exclusief btw om het decoratie-element, de schijnwerpers en de platen in gecoat staal over te kopen;

overwegende dat de potentiële overkoop het voorwerp zou uitmaken van een nieuwe collegepunt zodra de proeffase is afgelopen;

BESLIST om goedkeuring te geven voor:

1. het voorstel van hub.brussels om een reuzegrote “1040” in ecologische vezel te plaatsen op het Jourdanplein (zie technische fiche) van 15 december 2021 tot 24 januari 2022;
2. het voorstel voor de locatie op het Jourdanplein (zie bestek van het decoratie-element en voorstel op de 2e pagina);
3. de bijgevoegde overeenkomst die de organisatie van het project beschrijft;
4. de prestaties van een fotograaf om een of twee fotosessies te organiseren tijdens de bovengenoemde periode;
5. de medewerking van de personeelsleden van de gemeente aan de verschillende fotosessies;

6. de inschrijving van de kosten op het begrotingsartikel van de dienst Middenstand: 520-124 - 02/01.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus:

J'ai deux questions par rapport à ce projet.

Le projet est d'abord destiné à être placé sur la place Jourdan et puis sur les autres zones commerçantes sur Etterbeek.

Est-ce que la commission consultative des commerçants a été impliquée car c'est typiquement ce genre de sujet qui animerait ces réunions ? Si pas, pour quelles raisons et quand va-t-elle être à nouveau réunie ?

Pourquoi le texte est au conditionnel ? Quel est l'élément qui sous-tend cette conditionnalité ?

Monsieur Es :

Merci pour votre question Monsieur du Bus.

Le projet 1040 est un projet hub et la commune est un simple partenaire dans ce projet. Tout le projet est financé par hub si ce n'est le financement des photos s'il fallait en faire. Ce projet sera installé du 15.12.21 au 25.01.21 sur la place Jourdan seulement.

Monsieur le Bourgmestre :

Le conditionnel est justifié par le fait qu'en Collège hors Collège, nous avons décidé d'un plan de relance ambitieux en collaboration avec hub, la région, le club des entrepreneurs, les popup stores, porté par la fonctionnaire de niveau A.

Cette personne et partie il y a peu de temps et cela ne favorise pas la rapidité de l'exécution d'autant plus que, suite au dernier CODECO, on a classifié les services en services nécessaires et non nécessaires pour la continuité du service public.

Nous sommes donc totalement impactés par le télétravail. La moitié des services communaux sont sur un régime de 4 jours de télétravail sur 5. Cela ne favorise pas la collaboration entre les différents services sur les projets transversaux.

Un centre de vaccination permanent va être installé qui permettra à ceux forcés de rester derrière leurs écrans de venir faire un travail utile.

Monsieur du Bus :

Merci pour vos réponses respectives.

Ceci étant, je me permets d'insister une fois encore sur l'importance de pouvoir réunir les commissions consultatives des commerçants même si le projet est financé par un organe externe.

Délivrer des messages de la part de la commune aux commerçants en leur disant qu'il est important que vous vous structuriez avec votre comité de commerçants et qu'on puisse discuter avec votre interlocuteur, cela reste profondément démocratique et important.

Ici c'eût été une occasion d'expliquer aux commerçants ce projet et d'avoir une sorte d'adhésion. Je sais que cela n'est pas facile mais il faut saisir toutes les opportunités pour ce faire.

Monsieur le Bourgmestre :

Les circonstances ne l'ont peut-être pas permis mais je crois que vous avez raison et que l'échevin veille à réunir cette commission consultative qui autrefois réunissait les présidents des différentes associations de commerçants élargies à leurs forces vives qui permettaient aux différents quartiers de se voir.

Il faut relancer cela avec les fonctionnaires afin que les différents points qui concernent les commerçants soient soumis à la commission consultative pour avis pour que quand cela passe au conseil, on puisse donner l'avis de la commission consultative également.

De heer du Bus:

Ik heb twee vragen over dit project.

Het project vindt eerst plaats op het Jourdanplein en verhuist daarna naar andere handelszones in Etterbeek.

Werd de adviescommissie van de handelaars betrokken? Want dit is een typisch onderwerp dat op die vergaderingen zou worden besproken. Zo niet, waarom niet en wanneer komt die commissie opnieuw samen?

Waarom staat de tekst in de voorwaardelijke wijs? Wat is het onderliggende element van die voorwaardelijkheid?

De heer Es:

Bedank voor uw vraag, mijnheer du Bus.

Het project "1040" is een hub-project en de gemeente is enkel partner van dit project. Het volledige programma wordt gefinancierd door hub, behalve de foto's als die zouden worden gemaakt. Het project vindt enkel plaats op het Jourdanplein van 15.12.21 tot en met 25.01.22.

Mijnheer de burgemeester:

De voorwaardelijke wijs wordt gerechtvaardigd door het feit dat wij in het college buiten het college een beslissing hadden genomen over een ambitieus herstelplan in samenwerking met hub, het Gewest, de Ondernemersclub, de pop-upstores, met de steun van de ambtenaar van niveau A.

Die persoon is korte tijd geleden vertrokken en dit komt de snelheid van de uitvoering niet ten goede, temeer omdat de diensten na het laatste Overlegcomité werden ingedeeld als noodzakelijk en niet-noodzakelijk voor de continuïteit van de openbare dienstverlening.

Wij ondervinden dus ten volle de impact van het telewerk. De helft van de gemeentediensten werken volgens een regeling van 4 telewerkdagen op 5. Dat bevordert de samenwerking tussen verschillende diensten voor transversale projecten niet.

Er wordt binnenkort een permanent vaccinatiecentrum geopend waardoor degenen die genoodzaakt zijn om achter hun scherm te blijven zitten toch nuttig werk zullen kunnen leveren.

De heer du Bus:

Bedankt voor uw respectieve antwoorden.

Dat gezegd zijnde, ben ik zo vrij om nogmaals de nadruk te leggen op het belang om de adviescommissie voor de handelaars samen te brengen, zelfs als dit project wordt

gefinancierd door een extern orgaan.

Boodschappen van de gemeente overbrengen aan de handelaars door hun te zeggen dat het belangrijk is dat u structuur aanbrengt met uw handelaarscomité en dat wij kunnen overleggen met uw gesprekspartner, blijft zeer democratisch en belangrijk.

Hier zou het een gelegenheid zijn geweest om dit project aan de handelaars uit te leggen en een soort steun te krijgen. Ik weet dat dit niet gemakkelijk is, maar we moeten elke gelegenheid aangrijpen om dit te doen.

Mijnheer de burgemeester:

De omstandigheden lieten het misschien niet toe, maar ik geloof dat u gelijk hebt en dat de schepen ervoor moet zorgen dat deze overlegcommissie bijeen wordt gebracht, waarin vroeger de voorzitters van de verschillende handelaarsverenigingen zetelden, uitgebreid met hun drijvende krachten waardoor de verschillende wijken elkaar konden zien.

Wij moeten dit samen met de ambtenaren opnieuw op gang brengen, zodat de verschillende punten die de handelaars aanbelangen ter advies aan de commissie worden voorgelegd, zodat wij, wanneer een punt op de agenda van de gemeenteraad staat, ook het advies van de adviescommissie kunnen geven.

4 annexes / 4 bijlagen

D-2021-154 - Hub Brussels (fourniture lettres 3D) .pdf, Fiche Technique - Fibre Minérale.pdf, 20211019 Dynamisation Place Jourdan_Octobre2021.pdf, Avis du Service des Travaux.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

29.11.2021/A/0021 **CONVENTION Relative à l'octroi d'un subside d'un montant maximum de 148 358,00 € à Université libre de Bruxelles Institut de sociologie 128 450,00 € à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) 42 854,00 € à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI 44 000,00 € à Commune d'Etterbeek dans le cadre du programme Co-creation 2021 pour entreprendre le Projet intitulé: «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-création interculturelle»**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en séance du 3 décembre 2020, le collège des bourgmestre et échevin·e·s a donné un accord de principe pour la participation du service de la Solidarité Internationale au projet « Inclusion et Représentation dans l'Espace Public (IREP) : une histoire de co-création interculturelle » ;

Considérant qu'en séance du 11 février 2021, le collège des bourgmestre et échevin·e·s a approuvé qu'une demande de subside soit déposée à Innoviris, pour l'embauche d'un·e historien·ne, à mi- temps pendant 18 mois, dans le cadre de la participation au projet de co-création IREP ;

Considérant que vous pouvez consulter le dossier complet du projet en annexe de la

présente délibération ;

Considérant que le projet est porté par le Group for research on Ethnic Relations, Migration & Equality (GERME, ULB), le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD) et le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) ;

Considérant que la Convention est la suivante :

CONVENTION

Relative à l'octroi d'un subside d'un montant maximum de

148 358,00 € à Université libre de Bruxelles Institut de sociologie

128 450,00 € à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)

42 854,00 € à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI

44 000,00 € à Commune d'Etterbeek

dans le cadre du programme Co-creation 2021 pour entreprendre le Projet intitulé: «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-création interculturelle»

Entre d'une part,

La Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par Madame Barbara TRACHTE
Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale
chargée de la Transition économique et de la Recherche scientifique ;

Ci-après dénommée « la Région »;

et d'autre part

Université libre de Bruxelles
Avenue Franklin Roosevelt 50
1050 Bruxelles
enregistrée à la BCE sous le numéro 0407626464,
représentée par Monsieur Carati Daniele, Directeur du Département Recherche

Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)
Rue du Noyer 322
1030 Bruxelles
enregistrée à la BCE sous le numéro 0729568375,
représentée par Monsieur Atchikiti Edoé Adiciam Komlan

Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI
Avenue Stalingrad 24
1000 Bruxelles
enregistrée à la BCE sous le numéro 0421019095,
représentée par Monsieur Ansay Alexandre

Commune d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Bruxelles
enregistrée à la BCE sous le numéro 0207365610,
représentée par Monsieur Karim Sheikh Hassan, échevin de la Solidarité internationale, et

Mme Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.,

Ci-après dénommés le(s) «Bénéficiaire(s)» ;

La Région et les Bénéficiaires sont ci-après dénommés, ensemble, « les Parties » ;

A titre préalable, il est exposé ce qui suit :

Le programme “Co-creation” se situe dans le cadre des mesures mises en place pour stimuler l’innovation participative en rapprochant la population bruxelloise et le secteur associatif du monde de la recherche et de l’innovation. Elle a pour but de renforcer la transdisciplinarité, la transectorialité, la valorisation effective des résultats de recherche et la pertinence des innovations.

Ce programme cible des projets de recherche appliquée et d’innovation menée par des entreprises, des universités et/ou des associations et qui s’intégreront dans une dynamique de co-création avec les usagers finaux.

Dans le cadre de ce programme, les bénéficiaires ont introduit une Proposition de Projet intitulé : «IREP : Inclusion et représentation dans l’espace public: une histoire de co-création interculturelle» Cette proposition a été analysée et évaluée par Innoviris ainsi qu’un Jury d’experts. Cette analyse a conduit à la rédaction d’un rapport d’évaluation. Le projet est financé dans le respect des conditions et observations formulées dans le rapport d’évaluation.

En application :

- de l’ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l’innovation par l’octroi d’aides affectées à des finalité non économique en faveur des organisations non marchandes, des organismes de recherche et des entreprises (ci-après, « l’Ordonnance à finalité non économique ») et de son arrêté d’exécution du 21 février 2019 (ci-après « l’Arrêté d’exécution à finalité non économique»);

- de l’ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l’innovation par l’octroi d’aides affectées à des finalités économiques en faveur des entreprises et des organismes de recherche assimilés à des entreprises (ci-après, « l’Ordonnance à finalité économique ») et de son arrêté d’exécution du 21 février 2019 (ci-après « l’Arrêté d’exécution à finalité économique ») ;

La Région peut, dans certaines conditions, octroyer des aides financières, sous forme de subsides visant à encourager la recherche scientifique et l’innovation dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans le cadre des compétences qui lui ont ainsi été imparties, la Région a, par arrêtés du gouvernement du (ci-après « les Arrêtés d’octroi »), accordé aux Bénéficiaires un subside d’un montant maximal de **363 662 €** conformément à l’ordonnance du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région pour l’année budgétaire 2021.

Conformément à l’article 3 des Arrêtés d’octroi, lesquels font notamment écho à l’article 22 des deux Arrêtés d’exécution, la présente convention (ci-après, « la Convention ») vise à arrêter et/ou à préciser les conditions auxquelles un subside est octroyé et, le cas échéant, restera acquis aux Bénéficiaires. Tout ce qui n’est pas expressément réglé par la Convention doit être considéré l’être conformément aux dispositions des Ordonnances à finalité non économique ou économique et des deux Arrêtés d’exécution, selon le cas applicable.

Par conséquent, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Dans le cadre de la présente Convention, on entend par :

- « **Convention** » : la présente convention, ainsi que les annexes y attachées et, le cas échéant, les modifications, ajouts et/ou précisions adoptés d'un commun accord par les Parties et mis par écrit dans des avenants y annexés ; les modifications, ajouts et/ou précisions qui résulteraient de nouvelles dispositions légales contraignantes seront d'application directe, sans nécessiter l'accord écrit préalable des Parties ;
- « **Ordonnance à finalité économique** »: ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation par l'octroi d'aides affectées à des finalités économiques en faveur des entreprises et des organismes de recherche assimilés à des entreprises ;
- « **Arrêté d'exécution à finalité économique** »: arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 février 2019 portant exécution de l'Ordonnance à finalité économique ;
- « **Ordonnance à finalité non économique** »: ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation par l'octroi d'aides à finalité non économique en faveur des organisations non marchandes, des organismes de recherche et des entreprises ;
- « **Arrêté d'exécution à finalité non économique** »: arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 février 2019 portant exécution de l'Ordonnance à finalité non économique ;
- « **Arrêtés d'octrois** » : arrêtés du gouvernement du [...]] aux termes desquels la Région a accordé aux Bénéficiaires le subside visé par la Convention ;
- « **Innoviris** »: l'Institut bruxellois pour la recherche et l'innovation créé par l'ordonnance du 26 juin 2003 portant création de l'Institut d'encouragement de la Recherche scientifique et de l'Innovation de Bruxelles tel que modifiée par l'ordonnance à finalité économique, article 34 ;
- « **Organisation non marchande** » : une entité, différente d'un organisme de recherche, qui n'exerce pas d'activités économiques, ou qui exerce des activités économiques à caractère purement accessoire et qui est indépendante d'une entreprise ;
- « **Organisme de recherche** » ou « Organisme de recherche et de diffusion de connaissances » : toute entité (telle qu'une université ou un institut de recherche, une agence de transfert de technologies, un intermédiaire en innovation, une entité collaborative réelle ou virtuelle axée sur la recherche), quel que soit son statut légal (de droit public ou de droit privé) ou son mode de financement, dont l'objectif premier est d'exercer, en toute indépendance, des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental, ou de diffuser largement les résultats de ces activités au moyen d'enseignements, de publications ou de transferts de connaissances.

- « **Entreprise** » : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d'autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique ;
- **Rapport d'évaluation** : Rapport remis aux bénéficiaires suite à l'évaluation de la Proposition de Projet ou suite aux comités de suivis.
- « **Projet** »: projet intitulé: ««IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-crédation interculturelle»» subsidié par la Région dans les conditions régies par la Convention;
- « **Période de développement et d'exécution du Projet** »: période convenue entre Parties en vue de la réalisation et de l'exécution du Projet visant à l'obtention de résultats qui devront ensuite être valorisés industriellement et commercialement ;
- « **Durée de la Convention** » : durée pendant laquelle la Convention est conclue et, plus particulièrement, pendant laquelle les Bénéficiaires seront tenues par les obligations leur incombant aux termes de ladite Convention ;
- « **Résultats du Projet** »: résultats matériels et/ou immatériels, en ce compris, sans y être limités, technologies, savoir-faire et informations de nature technique ou autre, créés, découverts et/ou obtenus dans le cadre de et/ou suite au développement et à l'exécution du Projet ;
- « **Accord de consortium** » accord conclu entre tous les Bénéficiaires et réglant les questions de propriété intellectuelle de manière équilibrée et sans équivoque ainsi que les obligations de chaque Bénéficiaire l'un par rapport à l'autre.
- « **Espace de co-crédation** » : lieu physique localisé en Région bruxelloise représentant le contexte de vie réel des usagers et permettant le dialogue, la rencontre, la production conjointe de connaissances et l'expérimentation avec ceux-ci. L'espace de co-crédation met à la disposition du projet les ressources nécessaires pour développer, orienter, tester, évaluer et valider en continu les concepts innovants développés dans le cadre du projet et ceci avec les utilisateurs finaux ;
- « **Le Centre d'appui** » : le projet transversal de centre d'appui à l'action Co-create dont l'objectif sera de fournir aux projets financés dans le cadre du programme « Co-crédation » un accompagnement réflexif et formatif sur la recherche en co-crédation et sur la résilience urbaine. Son objectif sera aussi de permettre une transversalité entre ces projets.
- « **Accord de collaboration avec le Centre d'appui** » : document décrivant les modalités de collaboration entre les Partenaires du projet et le Centre d'Appui.
- « **Comité de suivi** »: dans sa forme restreinte : groupe constitué de représentants d'Innoviris. Ce groupe est chargé de suivre le bon déroulement du Projet et l'utilisation adéquate de la subvention allouée aux Bénéficiaires. Dans sa forme élargie, Le Comité de suivi pourra être élargi à des représentants du secteur cible, des représentants de la Région, des experts externes, d'un référent du Centre d'appui et d'autres personnes participants à des projets menés dans le cadre de l'action « Co-crédation ». Il émet des observations et recommandations

contenues dans un Rapport d'évaluation dont le respect conditionne la continuité du financement.

Article 2 – Objet de la Convention

La Région a accordé aux Bénéficiaires un subside d'un montant maximum de «363 662 €» (trois cent soixante-trois mille six cent soixante-deux euros) pour réaliser le Projet intitulé: «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-crédation interculturelle».

Ce montant est réparti comme suit :

- 148 358,00 € (cent quarante-huit mille trois cent cinquante-huit euros) à Université libre de Bruxelles - laboratoire Institut de sociologie
- 128 450,00 € (cent vingt-huit mille quatre cent cinquante euros) à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)
- 42 854,00 € (quarante-deux mille huit cent cinquante-quatre euros) à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI
- 44 000,00 € (quarante-quatre mille euros) à Commune d'Etterbeek

Le programme du Projet et le Rapport d'évaluation sont repris en annexe 1 et font partie intégrante de la présente Convention.

Article 3 – Mission d'Innoviris

En application de l'article 4 de l'ordonnance du 26 juin 2003 portant création d'Innoviris, des articles 2 et 26 de l'Arrêté d'exécution, Innoviris se voit confier par la Région la mission consistant à assurer et à contrôler l'application et l'exécution correctes de la Convention. En ce sens, il assurera, notamment, le suivi administratif et financier de la Convention et contrôlera le bon déroulement du Projet ainsi que l'affectation correcte de l'aide octroyée.

Dans le cadre de la mission lui étant ainsi impartie, Innoviris agira toujours sous l'autorité de la Région, représentée par la Secrétaire d'Etat signataire de la présente Convention, qui conservera donc en toutes circonstances le « dernier mot ».

Toute remarque, observation et/ou réclamation concernant la Convention doit être adressée à Innoviris, Chaussée de Charleroi 112, 1060 Bruxelles.

Article 4 – Organisation, budget et financement du Projet

Les travaux de développement et d'exécution du Projet seront réalisés au sein de

- Université libre de Bruxelles , Avenue Franklin Roosevelt 50 1050 Bruxelles. Plus particulièrement au laboratoire Institut de sociologie
- Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) , Rue du Noyer 322 1030 Bruxelles.
- Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI , Avenue Stalingrad 24 1000 Bruxelles.
- Commune d'Etterbeek , Avenue des Casernes 31/1 1040 Bruxelles.

Plusieurs travaux pourront cependant être effectués au sein des espaces de co-crédation

associés au projet.

Le Projet s'intègre totalement à la structure et à la dynamique globale de l'action « Co-creation ». Plus particulièrement, les Bénéficiaires s'engagent à tout mettre en œuvre pour collaborer avec le Centre d'appui en accord avec les modalités précisées dans l'Accord de collaboration avec le Centre d'appui. Ceci implique notamment la participation aux réunions et événements organisés par le Centre d'appui.

Le budget total maximum alloué au développement et à l'exécution du Projet sera de 377 947 € (trois cent septante-sept mille neuf cent quarante-sept euros) se décomposant théoriquement comme mentionné dans l'annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la Convention.

Pour Université libre de Bruxelles le taux d'intervention de la Région correspond à 100% de son budget. Ce taux correspond au taux appliqué pour les organismes de recherche conformément à l'article 12 § 5 de l'Ordonnance à finalité non économique.

Pour Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) le taux d'intervention de la Région correspond à 100 % de son budget. Ce taux correspond au taux appliqué pour les organisations non marchandes conformément à l'article 12 § 5 de l'Ordonnance à finalité non économique.

Pour le Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI le taux d'intervention de la Région correspond à 75% de son budget. Ce taux respecte le taux maximal appliqué pour les grande asbl ayant des activités économiques et assimilées à une petite entreprise réalisant un projet de recherche industrielle en coopération effective avec une autre entreprise belge, étrangère, ou un organisme de recherche conformément à l'article 13 §5 de l'Ordonnance à finalité économique.

Pour la Commune d'Etterbeek le taux d'intervention de la Région correspond à 100% de son budget. Ce taux correspond au taux appliqué pour les organisations non marchandes conformément à l'article 12 § 5 de l'Ordonnance à finalité non économique.

Les Bénéficiaires percevront le subside en fonction des dépenses supportées tenant compte des modalités de liquidation prévues à l'article 12 et du budget détaillé repris à l'annexe 2 faisant partie intégrante de la convention.

Les Bénéficiaires concluent un Accord de consortium qu'ils fournissent à Innoviris au moment de l'instruction du Projet. Tout manquement des Bénéficiaires aux obligations stipulées dans cet accord devra être notifié dans les 15 jours à Innoviris et tout particulièrement ceux affectant le bon déroulement du Projet ou le respect des obligations spécifiées dans la Convention.

Article 5 – Période de développement et d'exécution du Projet

La Période de développement et d'exécution du Projet est fixée à 18 mois débutant entre le 1er septembre 2021 et le 1er décembre 2021. Les Bénéficiaires communiquent au plus tôt par écrit à Innoviris la date de début effective du Projet.

Seuls les frais définis dans l'annexe 2 et encourus endéans cette période seront pris en compte en vue du calcul du montant définitif du subside alloué.

Par dérogation à ce principe et conformément à l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 25 des deux Arrêtés d'exécution, certaines dépenses exposées antérieurement au début de cette période ou postérieures à son terme peuvent être admises, à condition que leur utilité aux fins du développement ou de l'exécution du projet soit démontrée et que ces dépenses aient été préalablement validées par Innoviris.

A l'issue de la Période de développement et d'exécution du Projet une demande de

renouvellement pour une période maximale de 30 mois pourra être introduite.

Article 6 – Cumul avec d'autres sources de financement

Conformément à l'article 10 de l'Ordonnance à finalité non économique et 11 de l'Ordonnance à finalité économique, le Projet ne peut faire l'objet des aides financières prévues par les Ordonnances et leur Arrêté d'exécution respectifs s'il bénéficie déjà, pour les mêmes dépenses éligibles/admissibles, d'autres aides de la Région.

Si le Projet bénéficie déjà, outre l'aide faisant l'objet de la Convention, de l'aide financière d'autres institutions et/ou pouvoirs publics – belges, étrangers ou internationaux –, le subside est diminué à due concurrence de telle sorte que le cumul des différentes aides n'excède pas les limites de l'intervention financière fixées par les Ordonnances conformément aux règles communautaires.

Le Bénéficiaire est tenu d'informer immédiatement Innoviris de toute demande d'aide financière effectuée et de toute aide reçue d'autres institutions.

Article 7 – Utilisation du subside

Les Bénéficiaires s'engagent à utiliser le subside exclusivement en vue de développer et d'exécuter le programme repris à l'annexe 1, dans le respect du budget convenu, tel qu'éventuellement adapté d'un commun accord par les Parties. A cet égard, pour rappel, le budget arrêté à l'article 4 de la Convention, tel qu'explicité à l'annexe 2, représente le budget total maximum sur base duquel les Parties ont déterminé le taux de leur intervention respective en vue du financement du Projet. Si le budget pourra éventuellement être adapté – en ce compris ses modalités d'allocation, telles que déterminées à l'annexe 2 – d'un commun accord au cours de la Période d'exécution du Projet, il ne pourra toutefois en aucun cas être augmenté.

Après contrôle par Innoviris et en fonction des dépenses approuvées par ce dernier, le montant final du subside octroyé pourra, le cas échéant, être ajusté en vue de tenir compte du budget final arrêté d'un commun accord par les Parties, tout en maintenant le taux d'intervention de la Région visé à l'article 2. Conformément à l'alinéa précédent, le montant final du subside alloué ne pourra, quoi qu'il en soit, en aucun cas être supérieur au montant initial convenu entre Parties.

Le cas échéant, les Bénéficiaires s'engagent à restituer le montant trop perçu du subside

Article 8 – Modifications du programme et du budget

Toute modification du programme et/ou du budget, dans le respect de l'article 7, ne pourra être effectuée qu'après notification motivée adressée à Innoviris et accord de ce dernier. Le cas échéant, la/les modification(s) acceptée(s) devront faire l'objet d'un avenant annexé à la Convention.

Article 9 – Contrôle de l'exécution du Projet

Innoviris se réserve le droit de contrôler et/ou de faire contrôler la bonne exécution du Projet ainsi que l'affectation correcte du subside octroyé, notamment par des visites *in situ* au cours desquelles il pourra vérifier le respect par les Bénéficiaires de leurs obligations envers la Région.

À tout moment au cours de la Période de développement et d'exécution du Projet les Bénéficiaires peuvent être appelés à présenter un exposé des travaux en cours, des dépenses encourues ou prévues et, en général, des mesures prises pour la bonne exécution

du Projet.

Article 10 – Propriété et valorisation des Résultats du Projet

1. Conformément à l'article 9 de l'Ordonnance à finalité non économique et 10 de l'Ordonnance à finalité économique, l'octroi d'une aide n'a pas pour effet de conférer à la Région des droits intellectuels sur les résultats et le savoir-faire résultant de l'exécution des projets pour lesquels une aide est octroyée.

Les Bénéficiaires restent par conséquent titulaires des droits de propriété intellectuelle dont ils disposaient avant l'octroi de l'aide ou des droits de propriété intellectuelle qui leur sont dévolus dans le respect de toute convention ou autre base légale préalable ou contemporaine au Projet. Ils disposent des droits de propriété intellectuelle relatifs aux Résultats du projet dans le respect de ces situations préexistantes ou de ces arrangements contractuels, sans que l'octroi de l'aide n'ait pour effet d'influer cette dévolution.

2. Dans tous les cas, chaque Bénéficiaire veille à assurer la valorisation industrielle et commerciale des Résultats du Projet dans l'intérêt de l'économie, de l'emploi et de l'environnement de la Région, ainsi que, notamment, à assurer la protection de ses droits de propriété intellectuelle par les moyens les plus appropriés.

3. Conformément à l'article 24 des deux Arrêtés d'exécution, les Bénéficiaires sont tenus de satisfaire de manière continue, durant toute la période de développement et d'exécution du projet, aux conditions de recevabilité et d'octroi de sa demande d'aide. Ils communiquent à Innoviris tout changement significatif de leur situation juridique, en ce compris, notamment, toute modification apportée à leurs statuts, toute modification de leur actionnariat, toute opération affectant de manière significative leur capital, leurs activités, leur localisation, leur taille, etc. Cette communication devra intervenir dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de la modification et/ou de l'opération considérée(s).

4. Chaque Bénéficiaire informera par ailleurs immédiatement Innoviris de tout projet d'octroi de licence exclusive ou de tout projet de cession à un tiers, sous quelque forme que ce soit, volontaire ou forcée, de sa propriété intellectuelle sur les Résultats du Projet. La continuité de l'aide, en ce compris la poursuite de la Convention jusqu'à son terme, ne sera approuvée par Innoviris qu'après qu'il ait pu s'assurer de l'impact de la cession envisagée sur l'économie, l'emploi et l'environnement de la Région et que le Bénéficiaire concerné lui ait démontré que le tiers cessionnaire s'engage à respecter les termes de la Convention. A cet égard, en ce cas de cession effective, le Bénéficiaire concerné se porte fort du fait que le tiers s'engage à respecter la Convention.

Article 11 – Evaluation ex-post

Trois ans après la fin de la Période de développement et d'exécution du Projet, le Bénéficiaire fournira à Innoviris un rapport destiné à lui donner un aperçu clair et complet de l'usage et de la valorisation commerciale et/ou industrielle des Résultats du Projet au cours des trois dernières années.

Article 12 – Modalités de liquidation du subside

En vue de la liquidation du subside, chaque Bénéficiaire introduira auprès d'Innoviris au plus tard un mois après les termes précisés ci-dessous, les documents visés ci-dessous en version électronique (format PDF). Ces documents sont envoyés à l'adresse e-mail reporting@innoviris.brussels, à l'exception des déclarations de créance qui sont, quant à elles, envoyées à l'adresse e-mail e-invoicing@innoviris.brussels:

Echéance	Rapports/comités	
	Pour l'ensemble du consortium	Pour tous les bénéficiai

+ 0 mois		<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de c
+6 mois	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Fiche d'auto-évaluation • Charte de de la recherche en Co-création • Comité de suivi restreint : Equipe, Innoviris, centre d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de c
+12 mois	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de recherche • Fiche d'auto-évaluation • Comité de suivi élargi : Equipe, Innoviris, centre d'appui, experts, 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de c • Rapport financi • La preuve d'app quote-part financi le bénéficiaire CB
+18 mois	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Fiche d'auto-évaluation • Comité de suivi restreint : Equipe, Innoviris, centre d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de c • Rapport financi

Le rapport scientifique comprend :

- un rapport d'activités détaillé rendant compte de l'exécution du programme repris à l'annexe 1 en ce compris les activités éventuelles en matière de valorisation,
- la description des résultats obtenus au cours de la période écoulée, tout en justifiant, le cas échéant, les écarts observés par rapport au programme initial.
- l'actualisation du programme de travail pour le reste de la Période de développement et d'exécution du Projet.

Le rapport financier pour une période donnée comprend un état détaillé des dépenses réalisée pendant cette période, certifié sincère et conforme, accompagné des pièces justificatives de celles-ci.

La déclaration de créance est un document via lequel chaque Bénéficiaire sollicite auprès d'Innoviris le paiement d'une tranche de la subvention.

La preuve d'apport de la quote-part financière (si applicable) est un document justificatif (par exemple et à titre non limitatif : état de trésorerie, carnet de commande, extrait bancaire, documents notariés attestant d'une augmentation de capital, etc.) prouvant que le Bénéficiaire concerné est en mesure d'apporter la quote-part financière nécessaire à la réalisation d'une période donnée ou de la totalité du projet ;

La liquidation du subside sera réalisée selon le plan de liquidation suivante

Subside	148.358 €	128.450€	42.854 €	44.000 €
---------	-----------	----------	----------	----------

Mois	Tranche	ULB	ACM	CBAI	Commune d'Eterbeek
0	1	40%	40%	40%	40%
6	2	30%	30%	30%	30%
12	3	25%	25%	25%	25%
18	4	5%	5%	5%	5%
TOTAL		100%	100%	100%	100%

La liquidation de chaque tranche sera soumise à l'approbation des documents visés ci-dessus

Chaque tranche pourra être ajustée en fonction des dépenses approuvées pendant la période considérée.

Conformément à l'article 7 de la Convention, chaque Bénéficiaire devra en fin de projet, le cas échéant, rembourser le montant trop perçu du subside.

Afin de satisfaire au contrôle que la Cour des Comptes peut exercer, les Bénéficiaires sont tenus de conserver les pièces justificatives des dépenses admissibles à disposition de la Région pendant une période de sept ans après la fin de l'exécution du Projet.

Article 13 – Non-respect des obligations

Conformément à l'article 27 de l'Arrêté d'exécution à finalité non économique et 28 de l'arrêté d'exécution à finalité économique, le non-respect par les Bénéficiaire des obligations résultant des Ordonnances, des Arrêtés d'exécution et/ou de la Convention peut entraîner la suspension, voire la résiliation ou la résolution de celle-ci. Le cas échéant, Innoviris pourra exiger le remboursement total ou partiel du subside déjà versé.

Sont notamment constitutifs de manquements graves susceptibles d'entraîner la suspension, la résiliation ou la résolution de la présente Convention et, corrélativement, de justifier le remboursement total ou partiel du subside déjà versé :

- • l'abandon du Projet avant le terme de la Période de développement et d'exécution visée à l'article 5 de la Convention;
- • le fait de donner en licence exclusive ou de céder, sous quelque forme, volontairement ou non, à des tiers la propriété intellectuelle afférente aux Résultats du Projet sans en avoir préalablement informé Innoviris et sans avoir obtenu son accord à cet égard;
- • le fait de ne pas avoir utilisé le subside conformément à l'article 7
- • Le fait de ne pas mener le Projet dans le respect des observations faites dans les rapports d'évaluation, selon les objectifs et l'encadrement fixés par le programme « Co-création » et conformément au programme, moyens et délais fixés dans l'Arrêté d'octroi et/ou dans la Convention ;
- • le fait de ne pas se soumettre au contrôle de l'exécution du Projet exercé par Innoviris, tel que, notamment, visé à l'article 9 de la Convention;
- • le fait de ne pas remettre les rapports visés, notamment, aux articles 11 et 12 de la Convention, ou le fait de communiquer, dans le cadre de cette obligation, des données inexactes ou incomplètes;

En cas de constat de manquements et après évaluation de leur gravité, Innoviris adresse au I concerné un courrier recommandé décrivant les manquements reprochés, ainsi que les sanctions envisagées.

Ce courrier recommandé mentionne la possibilité pour le Bénéficiaire concerné de faire valoir ses observations, par écrit ou lors d'une audition, dans un délai qui ne peut être inférieur à 7 jours. Sur la base des éventuels éléments présentés par le Bénéficiaire en question, ainsi qu'au vu des éventuelles mesures correctrices adoptées par celui-ci, le Gouvernement pourra décider d'adopter une des sanctions visées à l'alinéa 1er du présent article.

Ladite décision peut prendre effet immédiatement ou accorder un délai de grâce d'une durée maximale de 15 jours afin de permettre au Bénéficiaire concerné d'adopter des mesures correctrices. Ladite décision est notifiée sans délai, par courrier recommandé, au Bénéficiaire.

En cas de décision ordonnant le remboursement de l'aide, le remboursement est dû dans un délai de 15 jours.

Les montants dus seront majorés d'intérêts moratoires au taux légal à partir de l'expiration de ce délai.

Article 14 – Responsabilité

La Région et/ou Innoviris ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables d'un quelconque dommage aux personnes et/ou aux choses qui résulterait, directement ou indirectement, sans y être limité du développement, de l'exécution et/ou de l'exploitation du Projet et/ou de ses Résultats.

Les Bénéficiaires garantissent la Région et Innoviris contre toute revendication relative au Projet et/ou à ses résultats.

Article 15 – Confidentialité

Conformément à l'article 8 §1 des deux Arrêtés d'exécution, Innoviris garantit le respect de la confidentialité de toute information que lui communiquent les Bénéficiaires tant dans le cadre de la demande d'aide, de son instruction qu'au cours de l'exécution du Projet et de la valorisation des résultats issus de celui-ci.

L'information confidentielle ainsi communiquée reste la propriété / co-propriété des Bénéficiaires et ne sera utilisée que pour des besoins relatifs à l'octroi ou au contrôle de l'aide, à l'exclusion de toute fin commerciale. Innoviris s'engage à protéger cette information avec des moyens raisonnables et d'une façon au moins équivalente à celle accordée à ses propres informations confidentielles.

Article 16 – Entrée en vigueur et Durée de la Convention

A défaut de stipulation expresse des Parties en sens contraire, la Convention entre en vigueur au jour de sa signature par les Parties et elle est conclue pour une période de 10 ans à compter de ladite signature.

Article 17 – Publications scientifiques et techniques et publicité

1. Toutes les publications, notamment scientifiques et/ou techniques, effectuées par ou avec l'accord des Bénéficiaires concernant le Projet et/ou les Résultats du Projet devront porter la mention suivante : « Projet subsidié par la Région de Bruxelles-Capitale -

Innoviris ».

D'une manière plus générale, il sera par ailleurs fait mention du soutien de la Région et d'Innoviris et de leur logo respectif lors de toute publication et/ou de tout événement relatif au Projet (au sens large du terme).

2. Nonobstant l'article 15 de la Convention et conformément à l'article 8 §2 des deux Arrêtés d'exécution, chaque Bénéficiaire autorise Innoviris à utiliser, notamment par voie de publication et/ou de toute forme de communication au public, les informations non confidentielles reprises dans le résumé remis à la Région lors de l'introduction de son dossier en vue de l'obtention d'un subside. Sauf motivation expresse du Bénéficiaire justifiant qu'elles soient gardées confidentielles, ces informations couvrent, notamment, le nom du Bénéficiaire, le type de projet subsidié, son intitulé, la date de début, sa durée, l'aide financière attribuée, ainsi qu'une série d'informations relatives aux buts scientifiques, technologiques, industriels et/ou commerciaux poursuivis par le Projet.

A défaut d'avoir fourni à Innoviris le résumé requis lors de l'introduction de sa demande d'aide, les Bénéficiaires autorisent Innoviris à faire usage des informations ci-dessus mentionnées pour les besoins visés à l'alinéa précédent.

Article 18– Divers

1. Toute modification ou addition à la Convention ne sera valable et/ou ne liera les Parties que pour autant qu'elle ait été consignée dans un écrit portant la signature de chacune d'elles.

2. Si l'une quelconque des dispositions de la Convention ou son application à l'égard de l'une des Parties ou à certaines circonstances particulières devait, pour quelque motif et/ou dans quelque mesure que ce soit, être considérée comme nulle, caduque ou inopposable en vertu de la loi applicable, la validité et l'opposabilité à l'égard des Parties des autres dispositions de la Convention ne s'en trouveront pas affectées. En pareil cas, la disposition viciée devra être considérée comme étant limitée ou modifiée dans la mesure nécessaire pour la rendre valable et opposable conformément à la loi applicable. Toute disposition jugée nulle ou inopposable dans son intégralité sera remplacée par une disposition nouvelle permettant aux Parties d'atteindre l'objectif initialement recherché de manière licite et effective.

Article 19 – Droit applicable et litiges

La Convention est soumise au droit belge. Tout litige ou contestation concernant son interprétation, sa mise en œuvre, sa validité ou son exécution sera soumis aux juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, qui seront seules compétentes pour en connaître.

Avant de saisir les juridictions judiciaires, toute contestation concernant l'interprétation, la mise en œuvre, la validité ou de l'exécution de la Convention peut être adressée au service de médiation d'Innoviris via le formulaire accessible via le lien <https://innoviris.brussels/fr/feedback>

Fait à Bruxelles, le

Chacune des Parties reconnaît par la signature de la présente Convention en avoir reçu un exemplaire, dûment signé par toutes les Parties, en avoir compris la portée, avoir eu l'occasion de se faire assister préalablement à sa signature et en avoir accepté tous les

termes.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,
Barbara TRACHTE, Secrétaire d'Etat
à la Région de Bruxelles-Capitale
chargée de la Recherche scientifique

Pour Université libre de Bruxelles ,
Monsieur Carati Daniele, Directeur du Département
Recherche

Pour Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et
Lutte contre les Discriminations (ACM),
Monsieur Atchikiti Edoé Adiciam Komlan

Pour Centre bruxellois d'action interculturelle -
CBAI,
Monsieur Ansay Alexandre

Pour Commune d'Etterbeek
Madame Annick Petit, secrétaire communale f.f. ;
Monsieur Karim Sheikh Hassan, échevin de la
Solidarité Internationale

DECIDE d'approuver la CONVENTION Relative à l'octroi d'un subside d'un montant maximum de 148 358,00 € à Université libre de Bruxelles Institut de sociologie, 128 450,00 € à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM), 42 854,00 € à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI, 44 000,00 € à Commune d'Etterbeek dans le cadre du programme Co-creation 2021 pour entreprendre le Projet intitulé: «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-création interculturelle»

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

OVEREENKOMST Betreffende de toekenning van een subsidie voor een maximumbedrag van 148 358,00 € à Université libre de Bruxelles Institut de sociologie 128 450,00 € à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) 42 854,00 € à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI 44 000,00 € à Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek voor het ondernemen van het project: «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-création interculturelle» naar aanleiding van de oproep "Co-creation 2020"

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 3 december 2020 een principeakkoord heeft gegeven voor de deelname van de dienst Internationale Solidariteit aan het project "Inclusion et Représentation dans l'Espace Public (IREP): une

histoire de co-création interculturelle”;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 11 februari 2021 heeft goedgekeurd dat een subsidieaanvraag wordt ingediend bij Innoviris voor de aanwerving van een voltijdse historicus/historica gedurende 18 maanden in het kader van de deelname aan het co-creatieproject IREP;

overwegende dat u het volledige dossier van het project kunt raadplegen in de bijlage bij deze beraadslaging;

overwegende dat het project wordt gedragen door de Group for research on Ethnic Relations, Migration & Equality (GERME, ULB), het Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD) en het Centre Bruxellois d’Action Interculturelle (CBAI);

gelet op de onderstaande overeenkomst:

BESLIST om goedkeuring te geven voor de overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie voor een maximumbedrag van 148.358,00 euro aan de Université libre de Bruxelles Institut de sociologie, 128.450,00 euro aan Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM), 42.854,00 euro aan het Centre bruxellois d’action interculturelle (CBAI) en 44.000,00 euro aan de gemeente Etterbeek in het kader van het programma Co-Creation 2021 om het volgende project op touw te zetten: **“IREP: Inclusion et représentation dans l’espace public: une histoire de co-création interculturelle”**

OVEREENKOMST

Betreffende de toekenning van een subsidie voor een maximumbedrag van

148 358,00 €   Université libre de Bruxelles Institut de sociologie

128 450,00 € à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)

42 854,00 €   Centre bruxellois d’action interculturelle - CBAI

44 000,00 €   Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek

**voor het ondernemen van het project: «IREP : Inclusion et représentation dans l’espace public: une histoire de co-création interculturelle» naar aanleiding van de oproep
"Co-creation 2020"**

Tussen enerzijds

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
vertegenwoordigd door Barbara TRACHTE
Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
bevoegd voor Economische Transitie en Wetenschappelijk Onderzoek

Hierna "het Gewest" genoemd

En anderzijds

Université libre de Bruxelles
avenue F.D. Roosevelt 50 CP 161
1050 Ixelles
Ingeschreven bij de KBO onder het nummer 0407626464,

Vertegenwoordigd door Madame Schaus Annemie, Rectrice

Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)
Rue du Noyer 322
1030 Bruxelles
Ingeschreven bij de KBO onder het nummer 0729568375,
Vertegenwoordigd door Monsieur Atchikiti Edoé Adiciam Komlan,

Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI
Avenue Stalingrad 24
1000 Bruxelles
Ingeschreven bij de KBO onder het nummer 0421019095,
Vertegenwoordigd door Monsieur Ansay Alexandre,

Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek
Kasernlaan 31/1
1040 Bruxelles
Ingeschreven bij de KBO onder het nummer 0207365610,
Vertegenwoordigd door de heer Karim Sheikh Hassan, schepen van Internationale Solidariteit en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

hierna « de Begunstigde(n) »

De Begunstigden en het Gewest worden hierna samen “de Partijen” genoemd

wordt vooraf het volgende uiteengezet:

Het "Co-creation"-programma maakt deel uit van de maatregelen die zijn genomen om participatieve innovatie te stimuleren door de Brusselse bevolking en de non-profitsector dichter bij de wereld van onderzoek en innovatie te brengen. Het doel ervan is de transdisciplinariteit, de transectorialiteit, de effectieve valorisatie van de onderzoeksresultaten en de relevantie van de innovaties te versterken.

Dit programma is gericht op projecten voor toegepast onderzoek en innovatie die worden uitgevoerd door bedrijven, universiteiten en/of verenigingen en die worden geïntegreerd in een dynamiek van co-creatie met de eindgebruikers.

In het kader van dit programma hebben de begunstigden een projectvoorstel ingediend met als titel: ««\$titre»». Dit voorstel is geanalyseerd en geëvalueerd door Innoviris en een jury van experts. Deze analyse heeft geleid tot het opstellen van een evaluatieverslag. Het project wordt gefinancierd overeenkomstig de voorwaarden en opmerkingen in het evaluatieverslag.

In toepassing van:

- de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met economische finaliteit ten voordele van ondernemingen en onderzoeksorganisaties gelijkgesteld met ondernemingen, (hierna « de Ordonnantie met economische finaliteit ») en het Uitvoeringsbesluit van 21 februari 2019 (hierna « het economisch Uitvoeringsbesluit »);

- de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met niet-economische finaliteit ten voordele van non-profitorganisaties, onderzoeksorganisaties en ondernemingen; (hierna « de Ordonnantie met niet-economische finaliteit ») en het Uitvoeringsbesluit van 21 februari 2019 (hierna « het niet-economische Uitvoeringsbesluit »),

kan het Gewest, onder bepaalde voorwaarden, financiële steun toekennen in de vorm van subsidies of terugvorderbare voorschotten met als doel wetenschappelijk onderzoek en innovatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bevorderen.

In het kader van de bevoegdheden die haar werden toegekend, heeft het Gewest, per ministeriële besluiten op [...] (hierna « de Toekenningsbesluiten »), aan de Begunstigden een subsidie toegekend voor een maximum bedrag van « $\{\text{montant}\}$ » in overeenkomst met artikel 69 van de ordonnantie van 17 december 2019 houdende de Algemene Uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2020.

In overeenkomst met artikel 3 van de Toekenningsbesluiten die weerklink vinden in artikel 22 van de twee Uitvoeringsbesluiten, heeft huidige overeenkomst (hierna « de Overeenkomst ») als doel de voorwaarden vast te stellen of te verfijnen waaronder een subsidie wordt toegekend en, desgevallend, in handen zullen blijven van de Begunstigden. Al wat niet uitdrukkelijk wordt geregeld in de Overeenkomst, moet worden beschouwd als conform de voorschriften van de Ordonnanties met niet-economische of economische finaliteit en de twee Uitvoeringsbesluiten voor zover van toepassing.

Bijgevolg wordt overeengekomen:

Artikel 1 – Definities

In het kader van huidige Overeenkomst, verstaat men onder:

- « **Overeenkomst** »: de huidige Overeenkomst, inclusief bijlagen, en desgevallend, de aanpassingen, toevoegingen en/of preciseringen die bij onderlinge overeenstemming van de Partijen schriftelijk worden gesteld en worden toegevoegd als aanhangsel; de aanpassingen, toevoegingen en/of preciseringen die het resultaat zijn van nieuwe dwingende wettelijke voorschriften zullen onmiddellijk van toepassing zijn, zonder dat een vooraf geschreven akkoord van de Partijen vereist is;
- « **Ordonnantie met economische finaliteit** »: de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met economische finaliteit ten voordele van ondernemingen en onderzoeksorganisaties gelijkgesteld met ondernemingen,
- « **Economisch Uitvoeringsbesluit** »: Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 februari 2019 houdende de uitvoering van de ordonnantie met economische finaliteit;
- « **Ordonnantie met niet-economische finaliteit** »: de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met niet-economische finaliteit ten voordele van non-profitorganisaties, onderzoeksorganisaties en ondernemingen;
- « **Niet-economisch Uitvoeringsbesluit** »: Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 februari 2019 houdende de uitvoering van de ordonnantie met niet-economische finaliteit;
- "**Toekenningsbesluiten**": ministeriële besluiten van op basis

waarvan het Gewest de in de Overeenkomst beoogde subsidie heeft toegekend aan de Begunstigden;

- « **Innoviris** »: het Brussels Instituut voor onderzoek en innovatie opgericht door de Ordonnantie van 26 juni 2003 houdende de oprichting van het Instituut ter Bevordering van het Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie van Brussel zoals gewijzigd door de Ordonnantie met economische finaliteit, artikel 34";
- « **Non-profitorganisatie** » : een entiteit, andere dan een onderzoeksorganisatie, die geen economische activiteiten uitoefent, of die economische activiteiten uitoefent met een louter ondergeschikt karakter en niet afhangt van een onderneming ;
- “**Onderzoeksinstelling**” of "Instelling voor Onderzoek en Kennisdifusie": elke entiteit (zoals een universiteit of een onderzoeksinstituut, een agentschap voor technologieoverdracht, een innovatie-intermediair of een entiteit voor virtuele of reële onderzoekgerichte samenwerking), ongeacht haar rechtsvorm (publiek- of privaatrechtelijk) of haar financieringswijze, die zich in hoofdzaak bezighoudt met het volledig onafhankelijk verrichten van fundamenteel onderzoek, industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling of met het breed verspreiden van de resultaten van deze activiteiten door middel van onderwijs, publicaties of kennisoverdracht.
- “**Onderneming**”: elke entiteit, ongeacht haar rechtsvorm, die een economische activiteit uitoefent. Worden met name als dusdanig beschouwd: entiteiten die een ambachtelijke of andere activiteit ten individuele of familiale titel uitoefenen, personenvennootschappen of verenigingen die regelmatig een economische activiteit uitoefenen;
- “**Projectvoorstel**”: aanvraag voor een subsidie voor de uitvoering van het project "Stitle" dat is ingediend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten "Co-creation 2020".
- “**Evaluatieverslag**”: verslag aan de begunstigden na de evaluatie van het projectvoorstel of na de Opvolgingscomités.
- “**Project**”: Project «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-crédation interculturelle» voor de oproep " Co-creation 2020", gesubsidieerd door het Gewest onder de voorwaarden vastgelegd in de Overeenkomst;
- "**Uitvoeringsperiode van de Project**": tussen de Partijen overeengekomen periode voor de realisatie en de uitvoering van het Project van het project.
- "**Duur van de Overeenkomst**": de duur waarvoor de Overeenkomst wordt gesloten en, in het bijzonder, waarbinnen de Begunstigde gehouden is door de verplichtingen die hem worden opgelegd door deze Overeenkomst;
- “**Resultaten van het project**”: de materiële en/of immateriële resultaten, met inbegrip van, maar zonder beperking, de technologieën, knowhow en informatie van technische of andere aard, ontwikkeld, ontdekt en/of bekomen in het kader van en/of ten gevolge van de ontwikkeling en de uitvoering van het Project.
- - "**Consortiumovereenkomst**": een overeenkomst die tussen alle Begunstigden wordt gesloten en waarin intellectuele-eigendoms kwesties op evenwichtige en

ondubbelzinnige wijze worden geregeld en waarin de verplichtingen van elke Begunstigde ten opzichte van elkaar worden vastgelegd.

- **“Co-creatie ruimte”**: fysieke plaats in het Brussels Gewest die de reële context van de gebruikers vertegenwoordigt en die dialoog, ontmoeting, gezamenlijke productie van kennis en experimenten met hen mogelijk maakt. De co-creatieruimte biedt het Project de nodige middelen om de in het kader van het Project ontwikkelde innovatieve concepten te ontwikkelen, te oriënteren, te testen, te evalueren en te valideren, en dit samen met de eindgebruikers;

- **"Het Adviescentrum"**: het transversale project van het Adviescentrum Co-create heeft tot doel heeft de projecten gefinancierd in het kader van het programma "Co-Creation" reflectieve en formatieve ondersteuning te bieden bij het onderzoek naar co-creatie en veerkracht in de stad. Het doel is ook om deze projecten transversaal te maken.

- **"Samenwerkingsovereenkomst met het Adviescentrum"**: document dat de modaliteiten van de samenwerking tussen de projectpartners en het Adviescentrum beschrijft.

- **"Opvolgingscomité"**: in beperkt vorm: een groep bestaande uit vertegenwoordigers van Innoviris. Deze groep is verantwoordelijk voor het toezicht op het goede verloop van het project en het juiste gebruik van de aan de begunstigden toegekende subsidie. In uitgebreide vorm kan het opvolgingscomité worden uitgebreid met vertegenwoordigers van de doelsector, vertegenwoordigers van de regio, externe deskundigen, een vertegenwoordiger van het adviescentrum en andere personen die betrokken zijn bij projecten die in het kader van de actie "Co-Creation" worden uitgevoerd. Het comité

Artikel 2 – Voorwerp van de Overeenkomst

Het Gewest heeft de Begunstigden een subsidie toegekend voor een maximumbedrag van 363 662 € (drie honderd drieënzestig duizend zes honderd tweeënzestig euro) om het project samen te stellen met als titel «IREP : Inclusion et représentation dans l'espace public: une histoire de co-création interculturelle».

Dit bedrag is als volgt verdeeld:

148 358,00 € honderd achtenveertig duizend drie honderd achtenvijftig euro) à Université libre de Bruxelles

128 450,00 € (honderd achtentwintig duizend vier honderd vijftig euro) à Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM)

42 854,00 € (tweeënveertig duizend acht honderd vierenvijftig euro) à Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI

44 000,00 € (vierenveertig duizend euro) à Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek

Het programma van het Project en het evaluatieverslag van het selectiepanel worden hernoemen in bijlage 1 en maken integraal deel uit van huidige Overeenkomst.

Artikel 3 – Opdracht van Innoviris

In toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 26 juni 2003 houdende de oprichting van Innoviris en de artikelen 2 en 26 van de twee Uitvoeringsbesluiten, heeft het Gewest

Innoviris de opdracht toevertrouwd de concrete toepassing en uitvoering van de Overeenkomst te verzekeren en te controleren. In die zin zal Innoviris, in het bijzonder, de administratieve en financiële opvolging van de Overeenkomst verzekeren en zal Innoviris het goede verloop van het Project evenals de correcte bestemming van de toegekende steun, controleren.

Innoviris zal In het kader van zijn opdracht steeds handelen onder toezicht van het Gewest, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris, die huidige Overeenkomst heeft ondertekend en die in elke omstandigheid het “laatste woord” heeft.

Elke opmerking, waarneming en/of bezwaar betreffende de Overeenkomst moet geadresseerd worden aan Innoviris, Charleroisesteenweg 112, 1060 Brussel.

Artikel 4 – Organisatie, budget en financiering van het Project

De ontwikkeling en uitvoering van het Project zal worden uitgevoerd op de volgende locaties :

Université libre de Bruxelles , avenue F.D. Roosevelt 50 CP 161 1050 Ixelles
Plus particulièrement au «\$sousprojet.laboratoire»

Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) , Rue du Noyer 322 1030 Bruxelles

Centre bruxellois d’action interculturelle - CBAI , Avenue Stalingrad 24 1000 Bruxelles

Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek , Kasernlan 31/1 1040 Bruxelles

Er kunnen echter verschillende werken worden uitgevoerd binnen de co-creatie ruimtes die verbonden zijn met het Project.

Het project is volledig geïntegreerd in de algemene structuur en de dynamiek van de actie "Co-Creation". Meer in het bijzonder verbinden de begunstigden zich ertoe alles in het werk te stellen om met het adviescentrum samen te werken volgens de modaliteiten die in de samenwerkingsovereenkomst met het adviescentrum zijn vastgelegd. Dit impliceert met name deelname aan vergaderingen en evenementen die het adviescentrum organiseert. Het totale budget voor de uitvoering van het Project zal 377 947 € (drie honderd zevenenzeventig duizend negen honderd zevenenveertig euro) bedragen, theoretisch verdeeld zoals vermeld in bijlage 2, die integraal deel uitmaakt van de Overeenkomst.

Voor Université libre de Bruxelles komt het steunpercentage van het Gewest overeen met 100 % van zijn budget. Dit percentage komt overeen met het percentage dat overeenkomstig artikel 12 § 5, van de Ordonnantie met niet-economische finaliteit wordt toegepast voor onderzoeksinstellingen

Voor Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (ACM) komt het steunpercentage van het Gewest overeen met 100 % van zijn budget. Dit percentage komt overeen met het percentage dat overeenkomstig artikel 12 § 5, van de Ordonnantie met niet-economische finaliteit wordt toegepast voor non-profit organisaties.

Voor Centre bruxellois d’action interculturelle - CBAI komt het steunpercentage van het Gewest overeen met 75 % van zijn budget. Dit percentage komt overeen met het percentage dat overeenkomstig artikel 13 § 5, van de Ordonnantie met economische

finaliteit wordt toegepast voor ondernemingen.

Voor Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek komt het steunpercentage van het Gewest overeen met 100 % van zijn budget. Dit percentage komt overeen met het percentage dat overeenkomstig artikel 12 § 5, van de Ordonnantie met niet-economische finaliteit wordt toegepast voor non-profit organisaties.

De begunstigden ontvangen de subsidie op basis van de gedane uitgaven, rekening houdend met de in artikel 11 bedoelde liquidatieprocedure en de gedetailleerde begroting in bijlage 2, dewelke integraal deel uitmaakt van huidige Overeenkomst.

De Begunstigden ondertekenen een Consortiumovereenkomst die zij bij de beoordeling van het Project aan Innoviris zullen bezorgen. Elke niet-nakoming door de Begunstigden van de in deze overeenkomst vastgestelde verplichtingen wordt binnen 15 dagen ter kennis gebracht van Innoviris, met name van de verplichtingen die van invloed zijn op de goede uitvoering van het Project of de naleving van de in de Overeenkomst vermelde verplichtingen.

Artikel 5 – Periode van ontwikkeling en uitvoering van het Project

De Periode van ontwikkeling en uitvoering van het Project is vastgesteld op 18 maanden, beginnend tussen 1 September 2021 en 1 December 2021. De Begunstigden delen schriftelijk zo snel mogelijk de effectieve begindatum van het Project mee aan Innoviris.

Enkel de kosten gedefinieerd in bijlage 2 en die gemaakt zijn binnen deze periode, zullen in overweging worden genomen bij de berekening van het definitieve bedrag van de toe te kennen subsidie. In afwijking van dit principe en overeenkomstig lid twee van § 3 van artikel 25 van de twee Uitvoeringsbesluiten, kunnen bepaalde uitgaven die gedaan worden voor het begin van deze periode of na deze termijn aanvaard worden, op voorwaarde dat aangetoond wordt dat ze nuttig zijn voor de ontwikkeling of de uitvoering van het project en dat deze uitgaven voorafgaandelijk door Innoviris werden goedgekeurd.

Artikel 6 – Cumulatie met andere financieringsbronnen

Overeenkomstig artikel 10 van de Ordonnantie met niet-economische finaliteit en artikel 11 van de Ordonnantie met economische finaliteit, kan het Project geen voorwerp uitmaken van de financiële steun voorzien in de Ordonnanties en hun Uitvoeringsbesluiten indien het Project voor dezelfde in aanmerking komende/toegelaten kosten reeds andere steun krijgt van het Gewest.

Indien het Project, naast de steun die het voorwerp uitmaakt van de Overeenkomst, reeds financiële steun geniet van andere – Belgische, buitenlandse of internationale – organisaties en/of openbare instellingen, dan wordt de toegekende subsidie overeenkomstig verminderd tot het verschuldigde bedrag van die aard is dat de som van de diverse financiële steunmaatregelen de maxima van de financiële tegemoetkoming vastgesteld door de Ordonnanties conform de communautaire voorschriften niet overschrijdt.

De Begunstigden zijn verplicht om Innoviris onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke aanvraag voor financiële steun die wordt ingediend en van alle steun die wordt ontvangen van andere instellingen.

Artikel 7 – Gebruik van de subsidie

De Begunstigden verbinden zich ertoe de subsidie exclusief te gebruiken om het in bijlage 1 opgenomen programma te ontwikkelen en uit te voeren, met respect voor het overeengekomen budget, zoals desgevallend aangepast met het gemeenschappelijk akkoord van alle Partijen. Ter herinnering: in dit verband vertegenwoordigt het budget, vastgesteld in artikel 4 van de Overeenkomst, zoals verduidelijkt in bijlage 2, het maximale totale budget op basis waarvan de Partijen hun respectievelijke tegemoetkoming in de financiering van het Project hebben bepaald. Indien het budget – inclusief de toekenningsmodaliteiten, zoals vastgesteld in bijlage 2 – met het gemeenschappelijk akkoord van de Partijen wordt aangepast tijdens de Periode van ontwikkeling en uitvoering van het Project, zal het op geen enkele manier kunnen worden verhoogd.

Na controle door Innoviris en afhankelijk van de door dit Instituut goedgekeurde uitgaven, zal het uiteindelijke bedrag van de toegekende subsidie desgevallend kunnen worden aangepast naargelang van het uiteindelijke budget dat door de Partijen in onderling overleg werd vastgelegd, met behoud van de in artikel 2 vastgelegde tegemoetkoming van het Gewest. Overeenkomstig het voorgaande lid kan het eindbedrag van de subsidie hoe dan ook in geen geval hoger zijn dat het aanvankelijk tussen de Partijen overeengekomen bedrag

Desgevallend verbinden de Begunstigden zich ertoe het deel van de subsidie dat zij te veel ontvingen, terug te betalen.

Artikel 8 – Aanpassingen van het programma en het budget

Elke aanpassing van het programma en/of het budget zal, overeenkomstig artikel 7, slechts kunnen worden uitgevoerd na een gemotiveerde kennisgeving aan en met het akkoord van Innoviris. De aanpassing(en) die word(en) aanvaard, zal (zullen) desgevallend het voorwerp moeten uitmaken van een bijlage die aan de Overeenkomst wordt toegevoegd.

Artikel 9 – Controle van de uitvoering van het Project

Innoviris behoudt zich het recht om de goede uitvoering van het Project en de correcte bestemming van de toegekende subsidie te controleren of te laten controleren, met name door bezoeken ter plaatse, waarbij zij de naleving van de verplichtingen van de Begunstigden ten aanzien van het Gewest zal kunnen controleren.

Op elk moment tijdens de Periode van ontwikkeling en uitvoering van het Project, kunnen de Begunstigden worden opgeroepen om een uiteenzetting te geven over de lopende werkzaamheden, de gemaakte of voorziene uitgaven en de algemene maatregelen die werden genomen voor de goede uitvoering van het Project.

Artikel 10 – Intellectuele eigendom en valorisatie van de Resultaten van het Project

1. In overeenkomst met artikel 9 van de Ordonnantie met niet-economische finaliteit en artikel 10 van de Ordonnantie met economische finaliteit, heeft de toekenning van steun niet tot gevolg dat het Gewest intellectuele rechten verwerft op de resultaten en de knowhow die voortvloeit uit de uitvoering van projecten waarvoor steun wordt toegekend.

Bijgevolg blijven de Begunstigden de eigenaar van de intellectuele eigendomsrechten van het Project die zij al hadden voor de toekenning van de steun of die zij hebben verworven in overeenstemming met alle overeenkomsten of eender welke rechtsgrondslag van voor of tijdens de looptijd van het Project. Zij beschikken over de intellectuele eigendomsrechten verbonden aan de Resultaten van het project in overeenstemming met deze reeds bestaande situaties of contractuele overeenkomsten en zonder dat de toekenning van de steun deze verwerving kan beïnvloeden.

2. In elk geval verbindt elke Begunstigde zich ertoe de industriële en commerciële valorisatie van de Resultaten van het Project te verzekeren, bij voorkeur via de oprichting van de Spin-off, ten voordele van de economie, de werkgelegenheid en het leefmilieu van het Gewest. Hij verbindt zich er eveneens toe de bescherming van de intellectuele eigendom met de gepaste middelen te verzekeren.

3. In overeenkomst met artikel 24 van de twee Uitvoeringsbesluiten zijn de Begunstigden verplicht om tijdens de hele periode van ontwikkeling en uitvoering van het project voortdurend te voldoen aan de ontvankelijkheids-en toekenningsvoorwaarden van zijn aanvraag. Zij zullen Innoviris op de hoogte brengen van elke significante verandering van hun juridische situatie, met inbegrip van, in het bijzonder, elke wijziging van de statuten, van het aandeelhouderschap en van elke handeling die op significante wijze het kapitaal, de activiteiten, de locatie en de omvang van de activiteiten, enz., van de Begunstigden treft. Deze mededeling moet desgevallend worden gedaan binnen een termijn van maximum 30 dagen, te rekenen vanaf de wijziging en/of de handeling in kwestie.

4. Elke Begunstigde zal Innoviris bovendien onmiddellijk op de hoogte brengen van elk voornemen tot exclusieve licentieverlening of van elk voornemen tot overdracht van de intellectuele eigendom op de Resultaten van het Project aan een derde partij, onder welke vorm dan ook, vrijwillig of gedwongen. De continuïteit van de steun, inclusief de voorzetting van de Overeenkomst tot het einde, zal slechts door Innoviris worden goedgekeurd nadat het de impact van de beoogde overdracht op de economie, de tewerkstelling en het leefmilieu van het Gewest heeft kunnen verzekeren en nadat de Begunstigde aan Innoviris heeft aangetoond dat de derde cessionaris zich ertoe heeft verbonden om de voorwaarden van de Overeenkomst na te leven. In geval van daadwerkelijke overdracht, staat de Begunstigde ervoor in dat de derde partij zich ertoe verbindt de Overeenkomst te respecteren.

Artikel 11 – Ex-post evaluatie

Drie jaar na het einde van de Periode van ontwikkeling en uitvoering van het Project zal elke Begunstigde Innoviris een rapport dat bedoeld is om een duidelijk en volledig overzicht te geven van het gebruik en de commerciële en/of industriële valorisatie van de projectresultaten in de afgelopen drie jaar.

Artikel 12 – Modaliteiten van vereffening van de subsidie

Met het oog op de vereffening van de subsidie moet elke Begunstigde de onderstaande documenten uiterlijk één maand na de hieronder vermelde termijnen in een elektronische versie (pdf-formaat) aan Innoviris bezorgen. Deze documenten worden naar het e-mailadres reporting@innoviris.brussels verzonden, met uitzondering van schuldvorderingen, dewelke naar het e-mailadres e-invoicing@innoviris.brussels worden verzonden:

Termijn	Verslagen/comités	
	Voor het hele consortium	Voor alle begunstigden
+0 maanden		• Schuldvordering

+6 maanden	<ul style="list-style-type: none"> ◦ • Activiteitenverslag ◦ • Zelfevaluatiefiche ◦ • Charter van het Co-creatieonderzoek ◦ • Beperkt opvolgingscomité: onderzoeksploeg, Innoviris, adviescentrum 	<ul style="list-style-type: none"> • Schuldvordering
+12 maanden	<ul style="list-style-type: none"> • Onderzoeksverslag • Zelfevaluatiefiche • Uitgebreid opvolging: onderzoeksploeg, Innoviris, experts 	<ul style="list-style-type: none"> • Schuldvordering • Financieel verslag • Bewijs van de bijdrage van het financiële aandeel (indien van toepassing)
+18 maanden	<ul style="list-style-type: none"> • Activiteitenverslag • Zelfevaluatiefiche • Beperkt opvolgingscomité: onderzoeksploeg, Innoviris, adviescentrum 	<ul style="list-style-type: none"> • Schuldvordering • Financieel verslag

Elke schijf kan worden aangepast in functie van de goedgekeurde uitgaven tijdens de in aanmerking genomen periode.

In overeenstemming met artikel 7 van de overeenkomst moet de Begunstigde aan het einde van het project, in voorkomend geval, het teveel ontvangen bedrag van de subsidie terugbetalen.

Het wetenschappelijke rapport omvat:

- een gedetailleerd activiteitenrapport waarin verslag wordt uitgebracht over de uitvoering van het in bijlage 1 beschreven programma, met inbegrip van de eventuele activiteiten inzake valorisatie;
- de beschrijving van de resultaten verkregen in de loop van de voorbije periode, met desgevallend een rechtvaardiging van de verschillen die ten opzichte van het oorspronkelijke programma werden vastgesteld;
- de bijwerking van het werkprogramma voor de rest van de ontwikkelings- en uitvoeringsperiode van het project.

Het financieel rapport voor een welbepaalde periode omvat een gedetailleerde staat van de in deze periode uitgevoerde uitgaven, die naar waarheid en conform is getekend en is vergezeld van de bewijsstukken van deze uitgaven.

De verklaring tot schuldvordering is een document waarmee de begunstigde bij Innoviris de betaling van een schijf van de subsidie aanvraagt.

Bewijs van bijdrage van financieel aandeel (indien van toepassing): een officiële kennisgeving aan Innoviris van het bewijs (bijvoorbeeld en niet enkel beperkt tot: kasstroomoverzicht, orderportefeuille, bankafschrift, notariële documenten waaruit een verhoging van het kapitaal blijkt, enz.) dat de Begunstigde zijn deel van de uitvoering van

het hele project of van een deel ervan kan financieren.

Het opvolgingscomité (indien van toepassing) is een groep die het goede verloop van het project moet garanderen, erop moet toezien dat de aan de onderzoeksgroep toegekende subsidie juist wordt besteed en de tussentijdse of eindresultaten van het project moet beoordelen. Het kan bestaan uit leden van het team (de teams) dat (die) is (zijn) belast met het project, desgevallend betrokken interfaces en vertegenwoordigers van Innoviris. In het comité mogen ook experts en vertegenwoordigers uit de betrokken sector en de overheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zetelen.

Zij maakt opmerkingen en doet aanbevelingen in een evaluatieverslag, waarvan de naleving een voorwaarde is voor de voortzetting van de financiering.

De vereffening van de subsidie zal worden uitgevoerd volgens het volgende vereffeningsplan

	Subsidie	148.358 €	128.450€	42.854 €	44.000 €
Maand	Schijf	ULB	ACM	CBAI	Gemeente d'Eterbeek
0	1	40%	40%	40%	40%
6	2	30%	30%	30%	30%
12	3	25%	25%	25%	25%
18	4	5%	5%	5%	5%
TOTAL		100%	100%	100%	100%

Elke schijf kan worden aangepast in functie van de goedgekeurde uitgaven tijdens de in aanmerking genomen periode.

In overeenstemming met artikel 7 van de overeenkomst moet de Begunstigde aan het einde van het project, in voorkomend geval, het teveel ontvangen bedrag van de subsidie terugbetalen.

Om te voldoen aan de controle die kan worden uitgevoerd door het Rekenhof, is de Begunstigde ertoe gehouden de bewijsstukken van de toegelaten uitgaven gedurende een periode van zeven jaar na het einde van de uitvoering van het project ter beschikking te houden van het Gewest.

Artikel 13 – Het niet respecteren van de verplichtingen

In overeenkomst met artikel 27 van het niet-economische Uitvoeringsbesluit en artikel 28 van het economische Uitvoeringsbesluit, kan de Overeenkomst opgeschort, opgezegd of ontbonden worden indien de Begunstigden niet voldoen aan de verplichtingen die voortvloeien uit de Ordonnanties, de Uitvoeringsbesluiten en/of de Overeenkomst. Desgevallend kan Innoviris de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de reeds uitbetaalde subsidie eisen.

Volgende ernstige nalatigheden kunnen leiden tot de opschorting, ontbinding of vernietiging van huidige Overeenkomst en tegelijkertijd de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de reeds uitbetaalde subsidie rechtvaardigen:

- • afstand nemen van het Project voor het einde van de Periode van ontwikkeling en uitvoering in artikel 5 van de Overeenkomst;
- • de verplichtingen niet naleven met betrekking tot de exploitatie en de industriële en commerciële valorisatie van de Resultaten van het Project, zoals toegelicht in

artikel 10 van de Overeenkomst;

- • de subsidie niet gebruiken in overeenstemming met artikel 7
- • het Project niet uitvoeren in overeenstemming met de opmerkingen in de evaluatierapporten, in overeenstemming met de doelstellingen en het kader van het "Co-creatie"-programma en in overeenstemming met het programma, de middelen en de termijnen die zijn vastgesteld in de Toekenningsbesluiten en/of in het Overeenkomst;
- • Het feit dat het Project niet wordt uitgevoerd in overeenstemming met wat in het Projectvoorstel is gepresenteerd, eventueel gewijzigd na instemming van Innoviris;
- • Er is geen rekening gehouden met de evaluatie van het selectiepanel en de opvolgingscomités.
- • niet meewerken aan de controle van Innoviris op de uitvoering van het Project, zoals vermeld in artikel 9 van de Overeenkomst;
- • de verslagen, vermeld in artikel 11 en 12 van de Overeenkomst, niet tijdig indienen of, in het kader van deze verplichting, het doorgeven van onjuiste of onvolledige informatie;

Als Innoviris tekortkomingen vaststelt, stuurt het, na de ernst ervan beoordeeld te hebben, een aangetekend schrijven naar de Begunstigde met een beschrijving van de ten laste gelegde tekortkomingen en de eventuele sancties.

Dit aangetekend schrijven vermeldt ook de mogelijkheid die de begunstigde heeft om zijn opmerkingen te doen gelden, schriftelijk of tijdens een hoorzitting, binnen een termijn die niet korter mag zijn dan 7 dagen.

Op basis van eventuele rechtvaardigingen van de Begunstigde en van eventuele rechtzettende maatregelen voorgesteld door hem, kan de autoriteit die de steun overeenkomstig artikel 2 §2 van de twee Uitvoeringsbesluiten heeft toegekend beslissen om één van de sancties op te leggen die worden beschreven in de eerste alinea van dit artikel.

Deze beslissing kan onmiddellijk in werking treden of er kan de Begunstigde een uitstel van maximaal 15 dagen worden toegekend om hem in de mogelijkheid te stellen corrigerende maatregelen te nemen. Deze beslissing wordt zonder verwijl per aangetekend schrijven meegedeeld aan de Begunstigde.

In geval van een beslissing die de terugbetaling van de steun gelast, moet de terugbetaling gebeuren binnen de 15 dagen.

De verschuldigde bedragen worden vermeerderd met moratoire interesten tegen de wettelijke interestvoet vanaf het verstrijken van deze termijn.

Artikel 14 – Aansprakelijkheid

Het Gewest en/of Innoviris zullen in geen geval verantwoordelijk kunnen worden gehouden voor eender welke schade aan personen en/of zaken die, (on)rechtstreeks, voortvloeit, zonder daartoe echter beperkt te zijn, uit de ontwikkeling, de uitvoering en/of de exploitatie van het Project en/of de Resultaten.

De Begunstigden vrijwaren het Gewest en Innoviris tegen elke eis/vordering voortvloeiend van en/of met betrekking tot het Project en/of de Resultaten.

Artikel 15 – Vertrouwelijkheid

Overeenkomstig artikel 8 §1 van de twee Uitvoeringsbesluiten, garandeert Innoviris de vertrouwelijkheid van alle informatie die door de Begunstigden wordt meegedeeld, zowel tijdens de subsidieaanvraag als tijdens de behandeling ervan en in de loop van de uitvoering van het Project.

De informatie die als vertrouwelijk wordt meegedeeld, blijft eigendom/mede-eigendom van de Begunstigden en zal enkel worden gebruikt voor de toekenning of controle van de steun, met uitsluiting van elk commercieel doel. Innoviris verbindt zich ertoe deze informatie met geschikte middelen, en minstens op dezelfde manier als zijn eigen vertrouwelijke informatie, te beschermen.

Artikel 16 – Inwerkingtreding en duur van de Overeenkomst

Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald door de Partijen treedt de Overeenkomst in werking op de dag dat de Partijen ze ondertekenen, voor een duur van 10 jaar, te rekenen vanaf de datum van de handtekening.

Artikel 17 – Wetenschappelijke en technische publicaties en publiciteit

1. Alle publicaties, in het bijzonder wetenschappelijke en/of technische, die gebeuren door of met instemming van de Begunstigden en betrekking hebben op het Project en/of de resultaten ervan, dienen de volgende vermelding te krijgen: "Project gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Innoviris".

Meer in het algemeen dient er daarnaast bij elke publicatie en/of bij elk evenement dat betrekking heeft op het Project melding gemaakt te worden van de ondersteuning door het Gewest en door Innoviris en van hun respectievelijke logo's.

2. Onverminderd artikel 15 van de Overeenkomst en in overeenstemming met artikel 8 §2, van de twee Uitvoeringsbesluiten, staat elke Begunstigde Innoviris toe om, vooral bij de uitvoering van studies, evaluaties, statistieken, publicatie en/of enige andere vorm van communicatie aan het publiek, gebruik te maken van de niet-vertrouwelijke informatie, hernomen in de samenvatting die werd overgemaakt aan het Gewest bij het indienen van het dossier, met het oog op het bekomen van een subsidie. Deze informatie bevat; in het bijzonder, de naam van de Begunstigde, het type van het gesubsidieerde project, de titel, de startdatum, de duur, de toegekende financiële steun en informatie met betrekking tot de wetenschappelijke, technologische, industriële en/of commerciële doelstellingen die bij het project werden vooropgesteld.

Indien de Begunstigden bij het indienen van hun aanvraag geen samenvatting aan Innoviris hebben bezorgd, heeft Innoviris het recht alle bovengenoemde informatie te gebruiken voor doeleinden beschreven in de vorige paragraaf.

Artikel 18 – Varia

1. Elke aanpassing of toevoeging aan de Overeenkomst is slechts geldig en/of verbindt de Partijen slechts wanneer deze op schrift gesteld is in een document dat is ondertekend door elke Partij.

2. Indien een van de bepalingen van de Overeenkomst of de toepassing ervan ten aanzien van een van de Partijen of onder bepaalde bijzondere omstandigheden om eender welke reden en/of in welke mate dan ook als nietig, onbestaand of niet-tegenstelbaar dient te worden beschouwd op grond van de toepasselijke wet, heeft dit geen invloed op de rechtsgeldigheid en de tegenstelbaarheid van de andere bepalingen van de Overeenkomst ten aanzien van de Partijen. In dergelijk geval zal de aangetaste bepaling in zodanige mate als beperkt of aangepast dienen te worden beschouwd als nodig om haar rechtsgeldig en tegenstelbaar te maken in overeenstemming met de toepasselijke wet. Elke bepaling die in zijn geheel nietig of niet-tegenstelbaar wordt verklaard, zal worden vervangen door een nieuwe bepaling die de Partijen toelaat om de initiële doelstelling op een legitieme en effectieve manier te bereiken.

Artikel 19 – Toepasselijk recht en geschillen

De Overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht. Elk geschil of elke betwisting met betrekking tot de interpretatie, de implementatie, de rechtsgeldigheid en de uitvoering zal worden voorgelegd aan de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel, die exclusief bevoegd zijn om er kennis van te nemen.

Alvorens een beroep te doen op de rechtbanken, kan elke betwisting betreffende de interpretatie, de implementatie, de rechtsgeldigheid of de uitvoering van de Overeenkomst aan de ombudsdienst van Innoviris worden gericht via het formulier dat toegankelijk is via de link <https://innoviris.brussels/nl/feedback>.

Opgemaakt te Brussel, op _____, in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke Partij middels de ondertekening van deze overeenkomst erkent haar exemplaar, naar behoren ondertekend door de andere Partij, te hebben ontvangen, de reikwijdte ervan te hebben begrepen, de kans te hebben gehad om zich voor de ondertekening te laten bijstaan en alle voorwaarden te hebben aanvaard.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Barbara Trachte
Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest, bevoegd voor Economische Transitie en
Wetenschappelijk Onderzoek

Pour Université libre de Bruxelles ,
Madame Schaus Annemie, Rectrice

Pour Les Amis du Collectif Mémoire Coloniale et
Lutte contre les Discriminations (ACM) A.S.B.L
Monsieur Atchikiti Edoé Adiciam Komlan,

Pour Centre bruxellois d'action interculturelle - CBAI
A.S.B.L.
Monsieur Ansay Alexandre,

Pour Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek
Etablissement public,
Mevrouw Annick Petit, waarnemend
gemeentesecretaris;
Meneer Karim Sheikh Hassan, schepen van
Internationale Solidariteit;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

On se réjouit de voir que ce sujet-là bouge et nous n'avons absolument rien à dire par rapport à cette convention.

Par contre, où en est l'initiative de la création du groupe de travail sur les enjeux de la décolonisation de l'espace public ?

Il y a eu des articles de presse qui mettaient en avant la volonté de la commune d'avancer sur ce sujet. Il y était aussi question d'un groupe de travail ouvert aux acteurs etterbeekois ou autres qui ont des choses à partager sur la mémoire coloniale et la lutte contre les discriminations.

Je n'ai aucun doute et aucune réserve sur la qualité du travail qui sera rencontrée au départ de ce budget important, mais j'aimerais savoir où en est ce groupe de travail et quelle articulation entre ce groupe de travail et les missions définies ici.

Monsieur Sheikh Hassan :

La commission devrait être lancée début de l'année prochaine.

Sur l'articulation, dans la convention il est inscrit comment on compte articuler les deux. Un lien entre les deux personnes et le projet va s'établir. Les conclusions de la commission vont servir au travail de ce projet, sachant qu'on part sur 4 à 5 ans de travail. D'autant plus qu'Innoviris demande une vraie démarche citoyenne et participative dans toute une série de projets et dont celui-ci. Il est assez intéressant que les deux projets puissent travailler en parallèle et qu'il y ait des liens entre les deux.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est la commission mixte qui a été votée par notre conseil dont la présidence sera assurée par Mme Mandaila. On a un peu de retard en raison des difficultés pour recruter les experts. Il y a 8 mois, les experts ont été trouvés mais le mode de rémunération posait problème et donc les contrats n'ont pas été signés.

Les contrats sont désormais signés et tout va être lancé.

Monsieur du Bus :

Monsieur l'échevin nous dit qu'il est question du groupe travail de cette commission Je n'ai pas vu cela dans la convention.

Monsieur Sheikh Hassan :

Vous trouverez cela en page 24

Monsieur le Bourgmestre :

La commission se compose de 10 membres du conseil communal selon la représentation proportionnelle à l'application du système D'HONDT par rapport aux groupes qui composent le conseil communal.

Votre groupe, Monsieur le président, a droit à 4 représentants. Chaque groupe a droit à au moins 1 représentant mais chaque groupe du conseil communal peut aussi être assisté d'un expert membre le cas échéant du conseil sans voix délibérative.

De heer du Bus:

We zijn blij dat er hier iets beweegt en wij hebben helemaal niets aan te merken op deze overeenkomst.

Maar hoe staat het daarentegen met het initiatief om een werkgroep op te richten over de uitdagingen met betrekking tot de dekolonisatie van de openbare ruimte?

In artikels in de pers wordt benadrukt dat de gemeente vooruitgang wil boeken. Er is ook gesproken over een werkgroep die openstaat voor Etterbeekse acteurs of anderen die iets te vertellen hebben over de koloniale herinnering en de strijd tegen discriminatie.

Ik heb geen twijfels of bedenkingen over de kwaliteit van het werk dat met dit grote budget zal worden verricht, maar ik zou graag willen weten hoever deze werkgroep staat en wat het verband is tussen deze werkgroep en de hier omschreven opdrachten.

De heer Sheikh Hassan:

De commissie moet begin volgend jaar van start gaan.

Wat het verband betreft: in de overeenkomst staat hoe wij de twee willen koppelen. Er zal een link worden gelegd tussen de twee personen en het project. De conclusies van de commissie zullen worden gebruikt voor de werkzaamheden van dit project, wetende dat we beginnen met 4 tot 5 jaar werk. Vooral omdat Innoviris in een hele reeks projecten, waaronder dit, vraagt om een echte burger- en participatieve benadering. Het is heel interessant dat de twee projecten parallel kunnen lopen en dat er verbanden tussen beide zijn.

Mijnheer de burgemeester:

Het is de gemengde commissie die door onze raad werd goedgekeurd en die zal worden voorgezeten door mevrouw Mandaila. Wij hebben wat achterstand door de moeilijkheden bij het aanwerven van deskundigen. Acht maanden geleden hadden we de deskundigen gevonden, maar de wijze van vergoeding was een probleem en daarom werden de contracten niet ondertekend.

De contracten zijn nu wel ondertekend en alles zal in gang worden gezet.

De heer du Bus:

De schepen zegt ons dat er sprake is van de werkgroep van die commissie. Dat heb ik niet

in de overeenkomst gezien.

De heer Sheikh Hassan:

Dat vindt u op pagina 24.

Mijnheer de burgemeester:

De commissie bestaat uit 10 gemeenteraadsleden volgens een evenredige vertegenwoordiging, in toepassing van het systeem d'Hondt, tussen de fracties die de gemeenteraad vormen.

Uw fractie, mijnheer de voorzitter, heeft recht op 4 vertegenwoordigers. Elke fractie heeft recht op minstens 1 vertegenwoordiger, maar elke fractie van de gemeenteraad kan ook worden bijgestaan door een deskundige, die eventueel lid is van die raad en die zetelt zonder stemgerechtigdheid.

2 annexes / 2 bijlagen

*convention_2021-COC-2
10novembre.docx*

NL-10novembre.docx,

convention_2021-COC-FR-

Achats - Aankopen

29.11.2021/A/0022 **Administration générale - Cabinet du Bourgmestre - Acquisition d'un véhicule sous forme de renting opérationnel (60 mois) - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/CAB/2022/Leasing001 relatif au marché “Administration générale - Cabinet du Bourgmestre - Acquisition d'un véhicule sous forme de renting opérationnel (60 mois) ;

Considérant que le contrat du véhicule en location actuellement utilisé par le Cabinet du Bourgmestre arrive à échéance fin avril 2022 ;

Considérant que les délais de livraison de véhicules neufs sont considérables depuis la crise sanitaire (jusqu'à 6 mois) et qu'il est, par conséquent, judicieux de remettre ce marché en concurrence dès maintenant;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 80.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 60 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2022, article 101/127-12 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collègue;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/CAB/2022/Leasing001 et le montant estimé du marché “Administration générale - Cabinet du Bourgmestre - Acquisition d'un véhicule sous forme de renting opérationnel (60 mois)”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 80.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2022, article 101/127-12 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Algemeen bestuur - Cabinet van de Burgemeester - Aanschaffen van een voertuig onder de vorm van een operationele renting (60 maanden) Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid

artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 139.000,00 € niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Algemeen bestuur - Cabinet van de Burgemeester - Aanschaffen van een voertuig onder de vorm van een operationele renting (60 maanden)” een bestek met nr. TP/ORD/CAB/2022/Leasing001 werd opgesteld;

Overwegende dat het contract van huidig voertuig gebruikt door het Cabinet van de Burgemeester ten einde komt eind april 2022;

Overwegende dat de levertermijnen voor nieuwe voertuigen aanzienlijk zijn (tot 6 maanden) en, dat het daarom verstandig zou zijn vanaf nu een nieuwe overheidsopdracht te starten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 80.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 60 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien zal worden in het budget van 2022, op artikel 101/127-12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/CAB/2022/Leasing001 en de raming voor de opdracht “Algemeen bestuur - Cabinet van de Burgemeester - Aanschaffen van een voertuig onder de vorm van een operationele renting (60 maanden)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de

algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 80.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur du Bus:

On imagine que c'est un véhicule hybride... ?

Monsieur le Bourgmestre :

Il s'agit du même véhicule que le véhicule d'aujourd'hui. Ce sont des cahiers des charges et ou des renting conclus soit pour 5 ans soit pour un bon 100.000 km et les 2 conditions seront réunies cumulativement en mars de l'année prochaine.

Vu les délais de livraison, le fonctionnaire marché public a lancé l'opération.
De heer du Bus:

Ik ga ervanuit dat het een hybridevoertuig is?

Mijnheer de burgemeester:

Het gaat over hetzelfde voertuig als vandaag. Het gaat over bestekken en/of rentings die worden gesloten voor 5 jaar of voor 100.000 km. Die twee voorwaarden zullen in maart volgend jaar tegelijkertijd zijn vervuld.

Gezien de levertermijnen is de ambtenaar van de overheidsopdrachten al gestart.

1 annexe / 1 bijlage
2021_10_17_CCH - Modele 3P.doc

Secrétariat - Secretariaat

29.11.2021/A/0023 **Interpellation de Monsieur André du Bus à propos du suivi des séances d'information et des consultations relatives au chantier du réaménagement des abords des immeubles Log'Iris rue Général Henry et rue Commandant Ponthier**

Monsieur le Bourgmestre,

Le chantier relatif au réaménagement des abords des immeubles Log'Iris situés rue

Général Henry et rue Commandant Ponthier bat actuellement son plein. Ce qui ne manque pas de susciter diverses réactions dans le chef des habitants et des riverains.

Parmi celles-ci je relève les réactions relatives :

- à l'abattage des arbres de plus de 10m alors que, selon ce qui a été entendu par plusieurs habitants lors des séances d'information préalables, les arbres de plus de 10m ne seraient pas abattus ;
- à l'absence d'information sur le type d'arbre qui seront replantés et leur nombre ;
- au bruit « assourdissant » des engins de chantier dans la partie formée par les façades arrières qui forment un U face à la rue Commandant Ponthier. Cette disposition en U constitue une caisse de résonance particulièrement désagréable pour les riverains. L'inconnue, dans le chef de plusieurs riverains, quant à la durée exacte de ces travaux constitue pour ces derniers une source de mal-être réel ;
- à l'obscurité totale dans laquelle est plongée ce U suite aux travaux, U dont deux parties sont formées des accès aux logements. Plusieurs habitants ne se sentent pas en sécurité une fois la nuit tombée, il y fait réellement noir.

Mes questions sont dès lors les suivantes :

- Combien d'appels et de demandes d'information l'administration communale et le Groupe Colas ont-ils fait l'objet de la part des habitants ayant reçu le courrier daté du 8 mars 21 qui les invitait, le cas échéant, à les contacter ?
- Outre ce courrier, existe-t-il un autre processus concret d'accompagnement des habitants afin de répondre à leurs questionnements, voire leurs inquiétudes ?
- Si la situation n'est pas encore résolue, est-il possible de prévoir un éclairage temporaire dans la partie « accès des bâtiments » rue Commandant Ponthier en attendant les travaux d'installation définitive du nouvel éclairage ?
- Quel est l'agenda de finition du chantier ?

Le Conseil entend l'interpellation.

28 votants : 28 votes positifs.

Interpellatie van Mijnheer André du Bus over de opvolging van de infosessies en de raadplegingen in verband met de werkzaamheden voor de heraanleg van de omgeving van de Log'Irisgebouwen in de Generaal Henrystraat en de Kommandant Ponthierstraat.

Mijnheer de burgemeester,

De werkzaamheden voor de heraanleg van de omgeving van de Log'Irisgebouwen in de Generaal Henrystraat en de Kommandant Ponthierstraat zijn in volle gang. En dat brengt heel wat reacties teweeg bij de bewoners en de buurtbewoners.

Dit zijn enkele reacties waarop ik de aandacht wil vestigen:

- het rooien van de bomen van meer dan 10 meter terwijl volgens meerdere bewoners tijdens de voorafgaande infosessies werd gezegd dat bomen van meer dan 10 meter niet zouden worden gerooid;

- het gebrek aan informatie over het type bomen die zullen worden geplant en het aantal;
- het “oorverdovende” lawaai van de bouwmachines in het deel dat wordt gevormd door de achtergevels die een U vormen tegenover de Kommandant Ponthierstraat. Die U-vorm is een klankkast die bijzonder onaangenaam is voor de buurtbewoners. Dat meerdere buurtbewoners niet weten hoelang de werkzaamheden exact zullen duren creëert voor hen een echt gevoel van onbehagen;
- de volledige duisternis waarin deze U is gehuld naar aanleiding van de werkzaamheden. Twee delen van die U worden gevormd door toegangen tot de woningen. Veel bewoners voelen zich niet veilig wanneer de nacht valt. Het is er echt donker.

Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

- Hoeveel telefoontjes en vragen om inlichtingen hebben het gemeentebestuur en de groep Colas ontvangen van bewoners die de brief van 8 maart 2021 hebben ontvangen waarin zij werden uitgenodigd om indien nodig contact met hen op te nemen?
- Bestaat er behalve die brief een andere concrete manier om de inwoners te begeleiden en om te antwoorden op hun vragen en bezorgdheden?
- Als de situatie nog niet is opgelost, is het dan mogelijk om tijdelijke verlichting te voorzien aan de toegang tot de gebouwen in de Kommandant Ponthierstraat in afwachting dat de nieuwe verlichting definitief wordt geplaatst?
- Wat is de planning voor de afwerking van de werf?

De raad hoort de interpellatie.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

Je propose de faire équipe avec Madame Joway et Monsieur Van Praet sur ce dossier.

Ce dossier a commencé avant l'arrivée de Madame Joway puisque les travaux du côté de la rue Général Henri sont des travaux qui ont été financés par le fond des grandes villes.

On n'a pas manqué de faire des réunions de concertation, de participation, d'information. On en a fait dans la salle communautaire du foyer etterbeekoï, des habitants du quartier ont parlé des arbres à conserver ou pas.

Ce site était dans un état de délabrement considérable depuis plusieurs dizaines d'années de même que l'espace plus haut appelé « la plaine ».

C'est toujours embêtant car on fait des réunions mais qu'on doit annuler faute de combattants. Le processus a été très long et lent, notamment pour des problèmes juridiques, et cela n'a pas favorisé une participation et une information de qualité avec les riverains. Il est vrai aussi que les riverains ne viennent qu'une fois les travaux commencés.

Je n'ai par contre pas été informé de ce que vous disiez au niveau de la sécurité et le contrôle social. Je vois très bien le « U » et le fait qu'il fasse noir à cinq heures du soir, il est évidemment aisé de mettre un éclairage provisoire dans l'attente de la fin des travaux, cela me paraît fort important.

Madame Joway :

Merci Monsieur du Bus pour votre interpellation.

Par rapport à la taille des arbres, les services sont formels, il n'a jamais été question de cette limite.

Les arbres à abattre et à maintenir sont dans le Permis d'Urbanisme qui a été soumis à enquête publique, à une exception près: le maintien du grand frêne situé face au 134-136, mais il avait été dit en réunion publique que son enracinement ne le permettrait peut-être pas. Et effectivement, lors des terrassements, il est apparu que cet arbre ne bénéficiait d'aucun enracinement suffisant et constituait donc une menace telle qu'un Arrêté d'abattage a dû être pris en urgence. Cet arbre sera remplacé, et les services techniques ont par ailleurs légèrement modifié les plans pour maintenir 2 arbres qui étaient prévus à l'abattage.

Pour rappel, dans le projet d'ensemble, l'abattage de 18 arbres était compensé par la plantation de 45 autres arbres en plus du maintien de 9 arbres existants.

Par rapport au type d'arbres qui vont être plantés, tout cela est dans le permis d'urbanisme : ce sont principalement des frênes, des hêtres, des noisetiers de Byzance, des sorbiers, des oiseleurs, et des fruitiers.

Par rapport au bruit avec la caisse en raison de la forme en « u ». C'est exact, en début de chantier, il a fallu recadrer l'entrepreneur pour qu'il ne commence qu'à 7h00. Il y a eu également la démolition du garage semi-enterré qui a été très bruyante. Pour le reste, ces nuisances bien réelles sont inévitables.

La fin du chantier principal est prévue pour janvier pour le clos Ponthier, et mars pour l'ensemble du chantier.

Certaines phases seront terminées en mars quelle que soit la zone de travail (placement de mobilier, réalisation de la trame décorative en béton désactivé)

Par rapport au problème d'obscurité, c'est en cours de résolution par Sibelga. Nous suivons cela de près et on a activé la demande, car jusqu'à votre interpellation, aucune plainte ne nous est parvenue.

Nous préparons également un toutes-boîtes informatif de type « info-chantier » pour faire le point sur l'avancement et le programme à venir.

Monsieur Van Praet :

Je voudrais compléter l'exposé de Madame Joway.

Il faut que tout le monde ait conscience que le chantier communal actuellement mené en voirie et aux abords des logements sociaux, ne signifiera pas la fin des chantiers dans le quartier.

À la foulée du chantier communal, Log'iris va commencer deux chantiers d'importance sur les immeubles de la rue Général Henri. L'un des premiers chantiers débutera le 10 janvier prochain et impliquera la destruction/reconstruction de tous les escaliers de secours de ces immeubles.

Ce qui va produire encore du bruit.

Ce sont des travaux bruyants, au début en phase de démolition, et beaucoup plus calmes dans la foulée, lorsqu'il s'agira de reconstruire des cages d'escaliers de secours à l'intérieur des immeubles.

Ce sont des travaux qui portent un montant de 1.200.000 €, cofinancés par la région bruxelloise dans le cadre de la sécurisation incendie du logement social dans son ensemble.

Lorsqu'au cours du mois de mars prochain, les travaux qui concernent les abords seront achevés, une enveloppe de 1.000.000 € sera injectée pour remplacer les menuiseries extérieures qui n'avaient pas encore été faites. Cela concerne les immeubles 138,140, et le 183.

Ce seront des travaux moins bruyants, mais qui auront encore une emprise sur le quartier; dont la fin de chantier est prévue au lendemain de l'été 2022.

Madame Joway :

Il y avait trois phases au chantier communal.

La phase trois qui est la construction du « potager collectif, a été reportée pour qu'il n'y ait pas de conflit entre les travaux sur cette zone. C'est une zone qui va être fortement modifiée, et on en est content.

Monsieur du Bus :

Je reste perplexe. Il y a peu de participants aux réunions préalables qui sont indispensables.

Monsieur le Bourgmestre :

Tous les arbres à abattre étaient mentionnés dans le permis mais si l'on ne vient pas aux différentes réunions, on ne le sait pas. Il y a des gens qui lisent tout et d'autres qui ne lisent rien, malheureusement la deuxième catégorie est plus nombreuse que la première.

Mijnheer de burgemeester:

Ik stel voor om in het kader van dit dossier een team te vormen met mevrouw Joway en de heer Van Praet.

Dit dossier is van start gegaan voor de komst van mevrouw Joway, aangezien de werkzaamheden aan de kant van de Generaal Henrystraat werden gefinancierd werden door het Grootstedenfonds.

We hebben niet nagelaten om bijeenkomsten te organiseren voor overleg, inspraak en informatie. We hebben er georganiseerd in de gemeenschapszaal van de Etterbeekse Haard en bewoners van de wijk hebben er gesproken over de bomen die al dan niet behouden moesten worden.

De site was al tientallen jaren in vervallen staat net zoals de hoger gelegen ruimte die "la plaine" wordt genoemd.

Het is altijd vervelend omdat we vergaderingen organiseren die we dan moeten afzeggen omdat we geen mensen hebben. Het was een lang en traag proces, in het bijzonder wegens juridische problemen, en dat was niet bevorderlijk voor de inspraak en de kwaliteitsvolle

informatie voor de buurtbewoners. Het is ook zo dat de buurtbewoners pas komen als de werkzaamheden al zijn gestart.

Ik was echter niet op de hoogte van wat u zei over veiligheid en sociale controle. Ik zie de "U" en ik weet dat het om vijf uur 's avonds donker is. Het is natuurlijk gemakkelijk om tijdelijke verlichting te plaatsen tot de werkzaamheden klaar zijn. Dat lijkt mij erg belangrijk.

Mevrouw Joway:

Bedankt, mijnheer du Bus, voor uw interpellatie.

Wat de grootte van de bomen betreft, zijn de diensten formeel, er is nooit sprake geweest van een dergelijke beperking.

De bomen die moeten worden gerooid en behouden staan in de stedenbouwkundige vergunning die aan een openbaar onderzoek is onderworpen, met één uitzondering: het behoud van de grote es tegenover huisnummers 134-136, maar tijdens de openbare vergadering werd gezegd dat de wortels dat misschien niet zouden toelaten. En inderdaad, tijdens de grondwerken bleek dat deze boom niet voldoende wortels had en dus een bedreiging vormde waardoor een besluit moest worden uitgevaardigd om de boom te kappen. Deze boom zal worden vervangen en de technische diensten hebben ook de plannen licht gewijzigd om twee bomen te behouden die volgens plan zouden worden geveld.

Ter herinnering: in het totale project werden de 18 gerooide bomen gecompenseerd door de aanplanting van 45 andere bomen, naast het behoud van 9 bestaande bomen.

Wat het soort bomen betreft die zullen worden geplant, dit staat allemaal in de stedenbouwkundige vergunning: het gaat hoofdzakelijk om essen, beuken, hazelnoten, lijsterbomen, vogelkersen en fruitbomen.

Wat het lawaai betreft door de U-vorm die als klankkast fungeert. Dat klopt, bij de start van de werf moest de aannemer teruggefloten worden, zodat hij pas om 7 uur begon. Ook de afbraak van de semi-ondergrondse garage heeft heel veel lawaai veroorzaakt. Voor de rest zijn deze zeer reële ongemakken onvermijdelijk.

Het einde van de belangrijkste werkzaamheden is gepland voor januari voor de Ponthiergaarde en voor maart voor de hele site.

Sommige fasen zullen in maart worden afgerond, ongeacht de zone (plaatsing van meubilair, aanleg van de decoratieve structuur van gedeactiveerd beton).

Sibelga is bezig het probleem van de duisternis op te lossen. Wij volgen dit op de voet en hebben de aanvraag ingediend, omdat wij tot uw vraag geen klachten hebben ontvangen.

We bereiden ook een huis-aan-huisbericht voor met werfinfo om een stand van zaken te geven over de vooruitgang en de planning.

De heer Van Praet:

Ik wil nog iets toevoegen aan wat mevrouw Joway heeft gezegd.

Iedereen moet zich ervan bewust zijn dat de werkzaamheden van de gemeente die momenteel worden uitgevoerd aan de straat en in de omgeving van de sociale woningen

niet het einde zullen betekenen van de werken in de wijk.

Na afloop van de gemeentelijke werf zal Log'iris starten met twee grote werven aan de gebouwen in de Generaal Henrystraat. Een van de eerste werven begint op 10 januari en omvat de afbraak/herbouw van alle brandtrappen van deze gebouwen.

Dat zal ook lawaai met zich meebrengen.

De werkzaamheden zullen eerst veel lawaai veroorzaken tijdens de afbraakfase en daarna veel minder wanneer de brandtrappen in de gebouwen worden heropgebouwd.

Deze werkzaamheden hebben een kostenplaatje van 1.200.000 euro en worden medegefinancierd door het Brussels Gewest in het kader van het brandveiligheidsprogramma voor sociale woningen.

Wanneer de werkzaamheden aan de omgeving in maart klaar zijn, zal een budget van 1.000.000 euro worden vrijgemaakt om het buitenschrijnwerk dat nog niet gedaan is te vervangen. Het gaat om de gebouwen 138, 140 en 183.

Die werkzaamheden zullen minder lawaai veroorzaken, maar nog steeds een impact hebben op de buurt. Het einde van de werkzaamheden is gepland voor na de zomer van 2022.

Mevrouw Joway:

De gemeentelijke werf bestond uit drie fases.

De derde fase, waarin de collectieve moestuin zou worden aangelegd, werd uitgesteld zodat er geen conflict zou zijn tussen de werkzaamheden in die zone. Die zone ondergaat een grote verandering en wij zijn daar blij mee.

De heer du Bus:

Ik ben nog steeds verbaasd. Er waren weinig deelnemers aan de voorbereidende vergaderingen, die van essentieel belang zijn.

Mijnheer de burgemeester:

Alle te rooien bomen werden in de vergunning vermeld, maar wie niet naar de verschillende vergaderingen komt, weet dat niet. Er zijn mensen die alles lezen en anderen die niets lezen, helaas is de tweede categorie talrijker dan de eerste.

29.11.2021/A/0024

Motion déposée par Louise-Marie Bataille et André du Bus (Alternative CDH), Anne Vandersande(LB), Vincent Biauce (Ecolo-Groen), Lucien Rigaux (PS), Gisèle Mandaila (Défi), proposant de s'associer l'expertise d'un modérateur externe pour la participation citoyenne autour des grands projets immobiliers dont la commune est l'auteur de projet

Le Conseil communal,

Considérant que lors du Conseil communal du 23 septembre 2019, le Collège a présenté, parmi d'autres, l'important projet immobilier de réaménagement du site de l'ancienne maison communale, avenue d'Auderghem : terrain de 6.769 M², dont 2.650 M² de jardin ; prévision d'un équipement médico-social (polyclinique) de 2.000 M², et de 18.000 M² en logements moyens (soit environ 150 appartements) ;

Considérant que, par ailleurs, les derniers projets immobiliers sur le site des Jardins de la Chasse (côté rue de Haerne) ne sont qu'à leurs débuts et que la consultation des riverains doit encore avoir lieu ;

Considérant que, vu leur ampleur, ces projets urbanistiques auront des impacts multiples sur leur environnement et les riverains : sur les espaces verts, les équipements de service public, les commerces, la circulation cyclo-piétonne, l'ouverture sur le quartier, etc. ;

Considérant qu'il convient que la participation citoyenne soit organisée le plus en amont possible de la genèse de ces projets et au-delà des procédures légales de consultation ;

Considérant que, vu les impacts multiples de ces projets immobiliers, il est essentiel que les riverains puissent s'impliquer dans une démarche de dialogue constructif et d'appropriation du projet ;

Considérant qu'un modérateur professionnel externe offre des garanties pour un débat équilibré, responsable et serein ;

Considérant que les modérateurs professionnels sont des facilitateurs spécialement formés aux techniques d'animation participative favorisant les échanges, la prise de parole et l'expression ; qu'ils valorisent les compétences et l'expertise de terrain des uns et des autres afin d'enrichir les débats par des apports pertinents ;

Considérant l'intérêt de mener des réunions citoyennes apaisées, efficaces et fructueuses tout spécialement lorsque la commune est l'auteur de projet ;

Considérant que les modérateurs externes apportent de la valeur ajoutée par leur compétence, mais aussi par la confiance qu'ils établissent et l'apaisement qu'ils apportent, lesquels sont indispensables à une dynamique démocratique ascendante ;

Considérant qu'un prestataire externe présente également l'avantage d'éviter que l'autorité communale, auteure de projet, soit inopportunément surexposée devant ses citoyens, tout en laissant ouverte la question de la présidence formelle des réunions ;

Considérant que la présence d'un modérateur externe permettra à l'autorité de prendre position sans risquer de se retrouver juge et partie dans le processus de participation et de décision ; qu'en ce sens, l'appel à l'expertise d'un modérateur externe est de nature à renforcer la position de l'autorité communale par rapport à l'autorité régionale ;

Considérant que la mission du modérateur sera, par projet, d'animer deux réunions d'information-consultation-concertation avec les riverains, de les préparer avec le Collège et d'en assurer le suivi en veillant à ce que toutes les questions posées par les riverains aient été dûment répondues ;

Considérant qu'on peut estimer, par projet, le budget de ces prestations à 7.500€ ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale voit d'un œil favorable, voire recommande, la présence d'un modérateur professionnel et neutre pour mener les

processus participatifs sur les projets les plus significatifs (cf. annexe 1) ;

Considérant que bon nombre d'autorités locales ont déjà eu recours avec succès à un modérateur professionnel pour animer la participation citoyenne autour de projets significatifs, tels des commissariats de police, des casernes de pompiers, des parcs éoliens, des implantations d'entreprises, et autres projets d'équipement d'envergure (cf. annexe 2) ;

DECIDE

De demander au Collège des bourgmestre et échevins de recourir à l'expertise d'un professionnel externe pour modérer les réunions d'information, de consultation et de concertation citoyennes autour des grands projets immobiliers dont la commune est l'auteur de projet, et ce déjà bien en amont des procédures légales d'information et d'enquête publique.

Annexe 1 – Publication RBC – La participation citoyenne dans la réussite des projets d'aménagement (pp 5 & 9)

Le Conseil entend la motion.

28 votants : 28 votes positifs.

Motie ingediend door Louise-Marie Bataille en André du Bus (Alternative cdH), Anne Vandersande (LB), Vincent Biauce (Ecolo-Groen), Lucien Rigaux (PS) en Gisèle Mandaila (Défi) houdende het voorstel om de expertise van een externe moderator in te schakelen voor de burgerparticipatie bij grote vastgoedprojecten waarvan de gemeente de projectontwikkelaar is.

De gemeenteraad,

overwegende dat het college tijdens de gemeenteraad van 23 september 2019, naast andere projecten, het grote vastgoedproject heeft voorgesteld voor de heraanleg van de site van het oude gemeentehuis op de Oudergemlaan: een terrein van 6.769 vierkante meter, waarvan 2.650 vierkante meter tuin; geplande medisch-sociale voorziening (polikliniek) van 2.000 vierkante meter en 18.000 vierkante meter aan woningen (ongeveer 150 appartementen);

overwegende dat de laatste vastgoedprojecten op de Jachthofsite (kant de Haernestraat) zich bovendien nog maar in een beginstadium bevinden en dat de raadpleging van de buurtbewoners nog moet plaatsvinden;

overwegende dat die stedenbouwkundige projecten, gezien hun omvang, binnen verschillende domeinen een impact zullen hebben op de omgeving en de buurtbewoners: op de groene ruimten, op de openbare voorzieningen, op de handelszaken, op het verkeer voor voetgangers en fietsers, op de ontsluiting van de wijk, enzovoort;

overwegende dat het is aangewezen om de burgers zo snel mogelijk te betrekken bij de ontwikkeling van die projecten en om verder te gaan dan de wettelijke raadplegingsprocedures;

overwegende dat, aangezien die projecten binnen verschillende domeinen een impact zullen hebben, het van essentieel belang is dat de buurtbewoners worden betrokken bij een constructieve dialoog en dat zij zich het project eigen kunnen maken;

overwegende dat een externe professionele moderator garanties biedt voor een

evenwichtig, verantwoord en sereen debat;

overwegende dat professionele moderators facilitators zijn die speciaal zijn opgeleid in participatieve gesprekstechnieken die uitwisselingen, het woord nemen en meningsuiting aanmoedigen; dat zij optimaal gebruikmaken van de vaardigheden en vakkennis van alle betrokkenen om de debatten te verrijken met relevante bijdragen;

gelet op het belang om rustige, efficiënte en vruchtbare bijeenkomsten te organiseren met de burgers, met name wanneer de gemeente de projectontwikkelaar is;

overwegende dat externe moderators een meerwaarde bieden door hun bekwaamheid, maar ook door het vertrouwen dat zij wekken en de rust die zij brengen, twee elementen die essentieel zijn voor een democratische dynamiek;

overwegende dat een externe dienstverlener ook het voordeel heeft dat het gemeentebestuur, de projectontwikkelaar, zich niet al te zeer blootstelt aan de burgers, terwijl de kwestie van het formele voorzitterschap van de vergaderingen open wordt gelaten;

overwegende dat de aanwezigheid van een externe moderator de overheid in staat zal stellen een standpunt in te nemen zonder het risico te lopen rechter en jury te worden in het inspraak- en besluitvormingsproces; dat in die zin het beroep op de expertise van een externe moderator de positie van de gemeentelijke overheid ten opzichte van de gewestelijke overheid waarschijnlijk zal versterken;

overwegende dat de moderator voor elk project tot taak zal hebben twee vergaderingen voor informatie, raadpleging en overleg met de buurtbewoners te leiden, die vergaderingen voor te bereiden met het college en erop toe te zien dat alle vragen van de buurtbewoners naar behoren zijn beantwoord;

overwegende dat het budget voor die prestaties, per project, kan worden geschat op 7.500 euro;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief staat tegenover de aanwezigheid van een professionele en neutrale moderator om de inspraakprocessen over de belangrijkste projecten te leiden, en deze zelfs aanbeveelt (zie bijlage 1);

overwegende dat een groot aantal lokale overheden al met succes een beroep heeft gedaan op een professionele moderator om de burgerparticipatie bij belangrijke projecten te vergemakkelijken, zoals politiebureaus, brandweerkazernes, windmolenparken, bedrijven en andere grootschalige projecten (zie bijlage 2);

BESLIST

om aan het college van burgemeester en schepenen te vragen om een beroep te doen op de expertise van een externe deskundige om de vergaderingen voor informatie, raadpleging en overleg met de burgers over grote vastgoedprojecten waarvan de gemeente de projectontwikkelaar is te modereren en dat ruim vóór de wettelijke procedures voor informatie en openbaar onderzoek.

De raad hoort de motie.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

annexe 1 nl.pdf, annexe 1.pdf, annexe 2.pdf

Levée de la séance à 22:15
Opheffing van de zitting om 22:15

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent